

J'ai dû louper un épisode...

Les interviews de Pascale Fourier

2008/2009

SOMMAIRE

Préambule

Interview du 18/11/08 : **Jacques Sapir,**

- 1 - La fin du modèle néo-libéral ?
- 2 - Protectionnisme et crise de 29
- 3 - Esquisses de la suite de la crise...et solutions possibles...

Interview du 19/11/08: **Emmanuel Todd**

- 1 - Pour un protectionnisme européen
- 2 - Nation...et protectionnisme européen

Interview du 06/03/09: **Gaël Brustier,**

- 1- Quand le PS se revendique de la social-démocratie
- 2- Les socialistes, les altermondialistes et les autres...

Interview du 06/03/09: **Frédéric Lordon,**

- 1- Crise: l'urgente nécessité de la nationalisation intégrale des banques
- 2- La crise est celle du "capitalisme de basse pression salariale"
- 3- Crise: Protectionnisme?...
- 4- Crise: Monnaie, Union Européenne... et pommes de terre

Interview du 09/03/09: **Samir Amin,**

- 1- Dynamique du capitalisme en crise
- 2- Oligopoles et rente de monopole
- 3- Le capitalisme financiarisé ennemi de la démocratie

Interview du 18/11/08: **Christian Laval,**

- 1- Le libéralisme, ce n'est pas moins d'Etat, mais un Etat au service de la concurrence
- 2- Libéralisme: la transformation de la nature de l'Etat lui-même
- 3- L'UE, une construction ordo-libéral
- 4- Mise en concurrence généralisée et démocratie

Interview du 15/05/09: **Aurélien Bernier,**

- 1- Pourquoi prôner la désobéissance européenne est une nécessité
- 2- Dissoudre la Gauche.... ou prôner la désobéissance européenne : un vrai choix ...

Interview du 15/09/09: **Jean-Pierre Chevènement**

- 1- La Nation est-elle obsolète?
- 2- Les socialistes, la Nation et l'Europe...

Préambule

Voici les transcriptions des interviews faites en 2008-2009, interviews réalisées par Pascale Fourier dans le cadre du site qu'elle anime « www.jaidulouperunepisode.org » et retranscrites par Audrey.

Après avoir animé pendant sept ans l'émission « Des Sous... et des hommes » sur AligreFm (archives : www.des-sous-et-deshommes.org), Pascale Fourier continue de s'interroger, à son rythme.

Devenue adulte bien après Mai 68, à une époque où déjà on parlait de "mort des idéologies", en un temps où déjà on nous apprenait la résignation à l'ordre des choses, où déjà cet "ordre des choses" semblait ne plus devoir être pensé à Gauche, mais accepté tel quel..., elle s'interroge toujours : que s'est-il passé dans ces trente dernières années? Pourquoi en est-on arrivé là? Pourquoi certains débats sont-ils désormais interdits ou presque? Quelle est la cohérence de tout cela?

"On a dû louper des épisodes..." se veut une tentative de "journalisme engagé de recherche"....

"Engagé", parce qu'elle est de gauche et parle de là. Mais d'une gauche qui s'interroge sur la nature réelle de ce que l'on appelle la "mondialisation", sur la pertinence ou pas du libre-échange, sur l'essence de la construction européenne et la capacité ou pas de celle-ci à se réformer.

"De recherche", parce qu'elle va à tâtons, tentant de mettre en cohérence ce qui lui semble pouvoir entrer en résonance dans les différents champs de la pensée : économie, sociologie, philosophie, histoire politique, ce qui, mis bout à bout peut faire cohérence, et permettre l'engagement et l'action.

Tout le travail fait ici et à AligreFM est du travail bénévole. Toutes les interviews peuvent être téléchargées au format MP3 sur le site.

Contact : pascale.fourier@libertysurf.fr

Pour aller plus loin :

Un journalisme engagé

Pascale Fourier revendique son journalisme engagé. Tout journaliste l'est, par nature, par les choix qu'il fait des thèmes qu'il traite, par l'image du monde qu'il véhicule ainsi, par ceux qu'il choisit d'interviewer et ceux qu'il décide de ne pas interviewer...

Tout journaliste l'est, mais la revendication affichée de "non-engagement", d'impartialité, d'objectivité brouille les cartes, a servi de fait les courants dominants de la pensée et a concouru au désamour croissant des citoyens vis-à-vis des journalistes.

Un journalisme engagé est plus que jamais nécessaire. Les idéologies seraient mortes et ce serait bien ! C'est en fait laisser place à l'idéologie dominante, renoncer à donner une grille de lecture, des grilles de lecture de ce qui se passe dans le monde économique, social et politique, laisser les citoyens errer dans un vaste monde sans sens, sur lequel ils ne peuvent avoir prise.... C'est renoncer à la recherche de la cohérence, accepter de plier sous le flux de l'information, sous le flux des événements.

Un journalisme engagé est plus que jamais nécessaire et il faut l'assumer !

...de recherche ? ...

C'est la raison d'être de ces séries d'interviews....

Le philosophe Alain, dans l'un de ses textes, prônait ce qu'il appelait l'"étonnement actif"... L'intervieweuse ne cesse de s'étonner de ce qu'elle entend autour d'elle: comment un socialiste peut-il se revendiquer du libéralisme? Comment se fait-il qu'à droite on annonce qu'il est nécessaire de "réformer le capitalisme" : de tels propos ne serviraient-ils pas à occulter la nécessaire analyse du cours particulier du capitalisme auquel nous sommes confrontés depuis plus de 20 ans? Pourquoi ceux qui il y a 20 ans se revendiquaient du socialisme se réclament-ils désormais de la social-démocratie? Dans la "post-démocratie" dont nous parle, le citoyen aura-t-il voix au chapitre? Pourquoi ne peut-on plus dire le mot "protectionnisme" ? etc, etc etc...

Et quels sont les liens entre toutes ces questions - ou plutôt entre toutes les réponses qu'on peut y apporter? Quelle est la cohérence ?

Parce que décidément l'intervieweuse a l'impression nette d'avoir loupé des épisodes....

"En oida oti ouden oida", disait Socrate. Je ne sais qu'une chose, c'est que je ne

sais rien...

Jacques Sapir, directeur de recherche à l'EHESS,

Interview du 18 Novembre 2008

Thème: la crise !

Partie 1/3 :

La fin du modèle néo-libéral ?

Pascale Fourier : À l'occasion de la crise financière, on a entendu parler de crise du capitalisme. Et Nicolas Sarkozy lui-même a parlé à un moment de la nécessité de refonder le capitalisme. Pour ma part, j'ai l'impression que de tels propos ne sont en fait que des écrans de fumée pour cacher la nature réelle de la crise. Est-ce que j'ai tort ?

Jacques Sapir : Je crois qu'il faut distinguer ce qui relève du discours politicien et le constat qui, d'une certaine manière, est posé publiquement, même s'il n'y a pas de volonté d'aller au-delà de l'étape déclaratoire. Le fait qu'un président de la République, issu de la droite, qui plus est de la droite libérale, reconnaisse publiquement que les formes actuelles de fonctionnement du système capitaliste posent problème et doivent être changées, même s'il ne faisait rien - et on peut penser qu'il ne fera pas grand-chose - constitue déjà, en tant que tel, un élément important. La légitimité du système, dont on nous disait depuis une vingtaine d'années qu'il était le seul système possible, c'est-à-dire que fondamentalement il n'y avait pas d'alternative au capitalisme tel que nous le connaissions, c'est-à-dire au capitaliste néolibéral, financiarisé et de libre-échange, cette posture du discours est aujourd'hui invalidée. Cela me semble être quelque chose d'important, que l'on doit noter, que l'on doit noter comme un symptôme de la crise, pas nécessairement comme un engagement de la part de M. Sarkozy et de ses alliés politiques à mener quelque réforme que ce soit.

DES FORMES DIVERSES DE CAPITALISME

Sur le fond maintenant, ce qui est en cause, c'est bien une certaine forme de capitalisme. Et il faut ici rappeler que le capitalisme, comme système économique, peut prendre des formes qui ont été historiquement très différentes, et qui sont géographiquement très différentes. Non seulement on pourrait dire que d'une certaine manière qu'il y a des « capitalismes nationaux », et qu'il y en a autant qu'il y a de nations, ou peu s'en faut, mais il y a par ailleurs des formes génériques, ou si l'on préfère des familles de capitalisme qui sont relativement différentes les unes des autres.

Et l'on voit bien aujourd'hui qu'il existe une forme que l'on peut considérer comme américaine, ou anglo-américaine, ou néolibérale - le nom qu'on lui donnera importe peu - et qui se caractérise justement par la place donnée aux marchés financiers et à la finance en général, par le rôle qui est attribué au libre-échange, par la manière dont on fait pression sur les revenus salariaux pour augmenter les profits, par la structure de répartition du revenu, par la faiblesse du taux d'épargne - bref il y a toute une série de caractéristiques que l'on retrouve en commun.

Nous avons une autre forme de capitalisme qui s'est développée en Asie, qui est marquée à la fois par des aspects très libéraux sur certains points, par des aspects très étatistes sur d'autres, que l'on pourrait

considérer comme étant un capitalisme de grandes entreprises, où la finance intervient assez peu en réalité, et qui connaît par ailleurs une variante plutôt étatiste en Chine et une variante moins étatiste au Japon ou en Corée.

Nous avons en Europe, des modèles -ou des « familles »- qui tendent à se spécifier. Nous avons des clones du modèle américain que sont l'Angleterre, l'Espagne et l'Irlande.

Nous avons une forme tout à fait spécifique de capitalisme néo-mercantiliste en Allemagne, où d'une certaine manière on adopte le principe des délocalisations et où on s'en sert comme d'un instrument de puissance des entreprises au détriment de la population, puisqu'on voit bien que dans le même moment où l'Allemagne augmente son excédent commercial, les revenus internes stagnent, l'emploi industriel baisse, c'est-à-dire qu'il y a une désindustrialisation en même temps qu'il y a des gains à l'exportation. Et ce modèle d'ailleurs entre en crise aujourd'hui, et l'on voit que l'Allemagne est plus touchée par la crise que ne le sont France ou l'Italie. Et puis nous avons des pays comme la France et l'Italie, qui d'une certaine manière sont restés, malgré tout, d'une certaine manière, un peu plus fidèles à la forme traditionnelle de capitalisme que l'on avait depuis l'après-guerre, avec une intervention indirecte de l'État qui se traduit d'ailleurs par une pression sur les dépenses publiques. On sait bien qu'on peut stigmatiser ce modèle par le poids justement de sa dette publique, mais ce modèle aujourd'hui semble revenir vers une logique de l'intervention publique non plus indirecte, mais directe, et d'une certaine manière Nicolas Sarkozy aujourd'hui se fait l'avocat du retour de l'État dans un certain nombre de secteurs de production à travers son idée d'un fond souverain français. Ce sont des choses qui sont connues.

Donc nous avons une grande variété de capitalismes. Je pourrais encore citer la forme qu'il a pris en Russie où on retrouve un poids extrêmement important de l'État, puisque la puissance publique doit faire entre 30 et 45 % des investissements.

Ce qui est intéressant c'est qu'aujourd'hui, on voit bien que la crise trouve son origine dans le modèle américain ou anglo-américain, ou néolibéral, tout ce que l'on

voudra, et qu'elle frappe les autres capitalismes d'autant plus qu'ils ont cédé à ce modèle. Le modèle néo-mercantiliste allemand est d'une certaine manière plus proche du modèle américain que nous ne le sommes en France, et cela explique pourquoi l'Allemagne est plus touchée que la France par la récession actuelle, et le sera plus dans les mois à venir. Mais en France nous sommes d'autant plus touchés que nous avons nous-mêmes cédé sur un certain nombre de points au modèle américain.

UN MODELE RADICALEMENT DIFFERENT

Donc il y a là un vrai travail à faire pour essayer de penser un modèle qui soit radicalement différent, et qui ne subisse pas la pression exercée par le modèle américano-anglais ou néolibéral. Nous savons que les deux éléments qui déstabilisent un modèle spécifique de capitalisme sont les mouvements de capitaux et les mouvements de biens. Autrement dit, si nous voulons retrouver des marges d'actions en politique économique intérieure, pour reconstituer un modèle qui soit un modèle cohérent, - et je dis bien un modèle capitaliste, je ne me situe pas, pour l'instant, dans l'idée d'un dépassement du capitalisme : c'est un autre débat, je ne dis pas que ce ne soit pas un débat nécessaire, mais pour l'instant, je me situe uniquement dans la perspective de la mise en place d'un modèle de capitalisme qui serait réellement cohérent, capable d'assurer le plein-emploi, et viable d'une certaine manière. Eh bien cela demande de récupérer des marges de liberté en politique économique, et cela passe par le contrôle sur les mouvements de capitaux et le protectionnisme. Tant que l'on n'aura pas fait sa révolution personnelle sur ces deux points, tant que l'on n'aura pas admis qu'il s'agit là des deux points cruciaux, tous les discours qui seront tenus sur de possibles changements, refondation, évolution, bref toutes les formules du discours politique possibles resteront des proclamations creuses et sans aucun avenir.

Pascale Fourier : Beaucoup vous diraient: « Mais on est dans la mondialisation, ça ne peut pas être autre chose, et même c'est bien... ».

Jacques Sapir : Il peut y avoir d'énormes

différences dans les formes de mondialisation. Il faut une ignorance crasse, épaisse, pour prétendre que la forme de mondialisation que nous connaissons soit la seule possible. John Maynard Keynes, qui n'était pas un révolutionnaire, qui était quelqu'un qui souhaitait le développement du capitalisme à l'échelle mondiale, mais qui souhaitait que ce capitalisme soit un capitalisme de plein-emploi, expliquait dès 1941 que le contrôle sur les mouvements de capitaux et des formes modérées de protectionnisme étaient nécessaires à la stabilité d'un système mondial. Ce qu'il entendait par des formes modérées de protectionnisme, c'était un protectionnisme qui ne soit pas une autarcie, c'est-à-dire un renfermement complet. Bref, le contrôle des capitaux et des formes modérées de protectionnisme étaient nécessaires parce que justement ces deux formes permettaient de combiner à la fois des règles communes entre pays, évitant que des pays se constituent en prédateurs, sur d'autres pays, et en même temps laissant à chaque pays les marges de manoeuvres nécessaires à la mise en place de la politique économique que leur situation spécifique demande.

Donc il y a tout d'abord, au niveau de l'analyse, quelque chose qui relève soit de l'ignorance - et je pense que quand on est ignorant à ce point, il vaut mieux se taire - , soit qui relève de la démagogie, et je dirai de l'idéologie, et ceci à mon avis discrédite ceux qui tiennent de tels propos.

LA MONDIALISATION N'A PAS PROFITE A TOUT LE MONDE...

La deuxième chose que l'on peut dire, c'est que contrairement à ce qui est affirmé, là encore par des gens qui ne savent pas, qui n'ont pas regardé la réalité, le système que l'on a connu depuis une vingtaine d'années, et qui s'est, d'une certaine manière, radicalisé depuis une dizaine d'années, ce système n'a pas profité à tout le monde. Bien au contraire.

L'un des arguments que l'on donne souvent, c'est que la libéralisation des échanges aurait profité aux pays émergents, aux pays en voie de développement. Il faut être très clair, parce que les chiffres sont connus, et j'utilise là des chiffres qui ont été calculés, par la

Banque Mondiale, si l'on enlève la Chine - et je reviendrai sur le cas chinois -, il n'y a aucun gain pour les pays en voie de développement ou les pays émergents. Aucun. Par contre, si l'on regarde ce que le libre-échange a coûté en pertes fiscales, parce que malgré tout le protectionnisme rapporte de l'argent aux budgets publics, et il est fait pour ça aussi, il y a bien une perte nette importante, pour les pays émergents et les pays en voie de développement.

Ajoutons que ce système provoque une instabilité du cours des matières premières, ce qui veut dire que l'on passe par des moments de hausse et des moments de baisse extrêmement importants sur des périodes très courtes. La question du prix des hydrocarbures, des prix du pétrole est ici tout à fait exemplaire. Nous étions à l'été 2007 autour de 50 \$ le baril, nous sommes montés au printemps 2008 à 145 \$, nous sommes en train de retomber, en novembre 2008 autour de 55 \$. Comment veut-on que des producteurs, comme des consommateurs, soient capables de faire le moindre calcul économique, donc le moindre calcul d'investissement, sur la base d'une telle fluctuation des coûts?

LE CAS SPECIFIQUE DE LA CHINE

Ce système n'a donc en réalité profité, largement, qu'à un seul pays : la Chine.

Pourquoi ? Parce que la Chine s'est constituée en prédateur du commerce international. Alors je dois dire tout de suite que cette évolution de la politique chinoise est une réaction, beaucoup plus qu'une volonté maligne, si vous voulez, de peser sur autrui. Il faut dire en défense des autorités chinoises qu'elles ont été confrontées à la grande crise asiatique, la grande crise financière asiatique de 1997, 1999, crises que les États-Unis et le Fonds Monétaire International ont été incapables de prévenir, de gérer, et de résoudre, et qu'en fait, si l'économie de l'Asie ne s'est pas effondrée, c'est parce que la Chine a absorbé le choc de cette crise. On ne dira jamais assez le rôle positif qu'a joué à cette époque-là la Chine, évitant à la crise financière asiatique de se transformer en une crise mondiale beaucoup plus grave que ce qu'elle a été. La Chine a fait ce que les États-Unis et le Fonds Monétaire International ont été incapable de faire.

Mais le choc a été tel que les autorités chinoises, prenant acte de l'incapacité du Fonds Monétaire International à agir de manière efficace et du désordre monétaire international qui réside de la dislocation du système de Bretton-Woods depuis la maintenant une trentaine d'années, prenant acte de cette situation, les autorités chinoises ont décidé de constituer un espèce de matelas de réserves qui leur permettrait d'absorber des chocs de ce type à l'avenir, je dirais « au moindre coût » pour leur stratégie de développement et pour leur population. Mais pour accumuler le niveau de réserves dont elles avaient besoin, elles n'avaient pas d'autre solution que de se mettre en position de prédation sur le commerce international, en menant une politique de déflation compétitive en Chine, qui s'est traduite par une compression du marché intérieur, donc à travers une compression des revenus, une compression des salaires, de manière à imposer des coûts extrêmement faibles, et à partir de ses coûts extrêmement faibles, à envahir massivement les marchés des pays développés, le marché américain d'abord, puis progressivement le marché européen.

Nous avons donc un pays, dont la taille, normalement impliquerait qu'il se développe sur son marché intérieur, puisque nous parlons quand même d'un pays qui fait 1 milliards 400 millions d'habitants, et qui se comporte comme Taïwan ou Singapour, qui sont de petites cacahouètes démographiques. Je ne dis pas ça pour offenser les gens de Taïwan ou de Singapour, je compare simplement les poids démographiques respectifs. La Chine se comporte donc comme ces petits pays parce que les autorités chinoises savent que, dans le désordre monétaire et financier actuel, si une crise éclate en Asie, elles seront obligées de faire le travail d'ajustement que les institutions internationales ou que le système international ne fera pas.

On ne peut donc pas non plus leur reprocher totalement la stratégie qu'elles ont adoptée. Mais en même temps, cette stratégie est incompatible avec l'instabilité et de l'ordre mondial. Et on voit bien là où est la contradiction : l'instabilité de l'ordre mondial conduit les chinois à adopter un certain type de stratégie, mais la mise en œuvre de cette stratégie, parce qu'elle va se traduire aux États-Unis et en Europe par un effet de

déflation salariale extrêmement fort, conduit aux pathologies que nous connaissons, le surendettement des ménages américains, le développement d'une finance qui repose sur des dettes qui sont portés par des acteurs aujourd'hui insolubles, États-Unis, Grande-Bretagne, Espagne, mais aussi d'une certaine manière l'Allemagne pour d'autres cas. Et donc nous voyons bien que ce système accroît d'une certaine manière l'instabilité de l'ordre mondial, alors que c'était lui-même une réponse.

LA CRISE: UN VIRUS MUTANT

Et je crois qu'il y a là un élément important pour la compréhension de ce qui se passe aujourd'hui. Nous ne sommes pas dans une situation où nous aurions un lien logique clair, il y a des causes, en voici les conséquences. Parce que bien sûr, nous savons des causes initiales : le désordre général du système international, la manière dont les États-Unis ont réalisé un hold-up sur le système monétaire, à travers le dollar, mais ça c'était quelque chose qui est très ancien... Je rappelle que la France, du temps du général De Gaulle, s'était déjà battue comme un chiffonnier avec les États-Unis sur cette question, dans les années 62,63,64, grosso modo jusqu'à la conférence de Rio de 1967, et même après, et ce jusqu'au moment où les États-Unis ont fait exploser le système de Bretton-Woods en renonçant à la convertibilité or du dollar, en laissant flotter leur monnaie. Donc, nous savons bien qu'il y a une cause qui est très ancienne.

Mais derrière, les conséquences, c'est-à-dire les stratégies d'ajustement des pays font retour en permanence sur la cause initiale, en réactivent la virulence et l'impact, et engendrent de nouvelles conséquences. Le développement de la crise actuelle n'est pas un phénomène d'ordre linéaire, c'est un phénomène où les conséquences deviennent elles-mêmes les causes de nouveaux désordres qui engendrent de nouvelles conséquences qui elles-mêmes deviendront de nouveaux désordres. Et on peut dire d'une certaine manière que la crise, depuis qu'elle a éclaté sur le marché hypothécaire américain, ne cesse de muter, en raison de cette articulation constante, cause-conséquence, qui est une articulation dynamique, et non pas statique. Nous avons une crise qui est un objet mutant, comme un

virus. Et qui mute de façon relativement rapide, prenant à chaque fois les politiques

des Etats à contre-pied.

Jacques Sapir, directeur de recherche à l'EHESS,

Interview du 18 Novembre 2008

Thème: la crise !

Partie 2/3 :

Protectionnisme et crise de 29

Pascale Fourier : Tout à l'heure, vous prôniez le protectionnisme. Certains disent que le protectionnisme, c'est ce qui s'est mis en place après la crise de 29, et tout ça a amené la guerre. C'est donc une politique dangereuse...

Jacques Sapir : Il faudrait peut-être que les gens qui disent ça reprennent leurs manuels d'Histoire, reprennent les livres qui ont été écrits sur les années 30.

LE PROTECTIONNISME EST-IL LA CAUSE DE LA CRISE DE 29 ?

Il y a d'abord une première affirmation. Est-ce que le protectionnisme est la cause de la crise? A l'évidence non. Tout le monde sait que la crise est pour l'essentiel une crise de sous-consommation, parce que nous avons connu dans les années 20 un développement extrêmement rapide de la production qui n'a pas été accompagné par un développement comparable du revenu des salariés. Et c'est ça fondamentalement la cause de la crise de 29.

Cette crise de 29, ensuite se transmet, parce que vous avez déjà une globalisation financière, en partie impulsée par le systèmes des réparations allemandes et par le fait que la finance européenne est liée à la finance américaine pour pouvoir faire fonctionner le système, assez malsain d'ailleurs, issu des réparations allemandes et

du traité de Versailles. Mais ceci est un autre problème. Keynes l'avait dénoncé en son temps en 1919, par cet ouvrage fameux, qui était son premier grand succès, Les conséquences économiques de la paix .

Le commerce international s'effondre entre le début de l'année 1930 et le deuxième semestre de 1932, bien avant les mesures protectionnistes parce qu'il y a un effondrement de la liquidité internationale, comme aujourd'hui. Et la cause principale d'effondrement du commerce, c'est que les pays n'ont pas les moyens de payer ce qu'ils achètent. Il n'y a plus de liquidités internationales. Ils peuvent plus emprunter. La contraction en deux ans est tout à fait étonnante puisque l'on passe d'une masse de dettes internationales de 14 milliards de dollars de l'époque - nous ne sommes pas dans les dollars de 2008, nous sommes en dollars or, donc 14 milliards de dollars de l'époque: c'est une somme tout à fait considérable par rapport au PIB de l'époque. Et on va passer de ces 14 milliards à 5 milliards 5 en deux an et demi. C'est une contraction énorme, dont l'essentiel se joue en 1930. On passe de 14 à 9 milliards en 1 année. Il y a donc un phénomène de contraction de la liquidité extrêmement fort.

On voit immédiatement ce qui se passe sur le commerce international par un indicateur quantitatif très simple : quelle est la proportion de la flotte des bateaux de commerce qui est inutilisé ? Quand vous

regardez les statistiques de la Société des Nations (SDN) qui servait un petit peu je dirais de « bureau statistique mondial » à l'époque, vous vous apercevrez qu'à la veille de la crise de 1929, vous avez environ 5 à 6 % de la flotte de commerce qui est inutilisée. Et en juin 1932 : 21 %. Alors qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'il y a des bateaux qui ne naviguent plus. Pourquoi ils ne naviguent plus ? Tout simplement parce qu'il n'y a plus de commerce. S'il n'y a plus de commerce, on n'a plus besoin de prendre des bateaux pour transporter des marchandises d'un continent à l'autre... C'est l'indicateur le plus robuste que l'on a de l'effondrement du commerce international. Et l'on voit bien qu'il est parfaitement corrélé à l'effondrement de la liquidité internationale. Ce n'est donc pas le protectionnisme, qui n'apparaît qu'après, qui est la cause de ceci.

Qu'est ce qui se passe à ce moment-là ? Eh bien vous avez des pays qui étaient des exportateurs, mais qui sont aussi des importateurs parce qu'ils ne peuvent pas se passer d'un certain nombre d'importations, qui tout d'un coup se découvrent en déséquilibre de balance commerciale parce qu'ils n'arrivent plus à exporter. Ils n'arrivent plus à exporter non pas parce qu'il y a des barrières protectionnistes, mais parce que leurs clients n'ont plus les moyens de payer, ou peut-être tout simplement parce que les sociétés de négoce ne trouvent plus de banques qui soient prêtes à avancer l'argent nécessaire pour organiser les opérations de commerce. Il faut toujours se souvenir que le commerce ne fonctionne que parce qu'il y a du crédit. Enlevez le crédit, vous tuez le commerce. C'est un point extrêmement important. Et dans ces conditions-là, bien la réaction de ces pays, c'est d'essayer de reconstituer leur balance commerciale tout simplement pour pouvoir continuer à importer, parce que s'ils ne le font pas, ils ne pourront plus du tout importer.

Evidemment, si on avait eu à l'époque ce que Keynes proposera en 1941, 1942, une banque ou un système financier capable de prêter aux pays, globalement, pour leur permettre de réactiver leur commerce, on aurait pu sortir de la crise plus ou moins rapidement. Comme on n'avait pas ça, eh bien les pays ont essayé de reconstituer leurs réserves de devises pour pouvoir continuer à payer leurs importations. Et donc

effectivement il y a eu des mesures de protection douanière, de plus en plus fortes, et il y a eu des mesures des dévaluations relativement fortes.

Mais qu'est-ce qu'il se serait passé si on avait pas eu ces mesures ? Il faut y réfléchir. Il faut se le demander. Admettons que nous soyons aujourd'hui catapultés fin 1932, et qu'au moment où les pays vont commencer à mettre en place les dévaluations, à mettre en place les mesures protectionnistes, nous leur disions : « Malheureux, arrêtez, vous êtes en train de faire une folie ! Ne touchez pas à cela ! ». Eh bien tout simplement, en 1933, il n'y aurait plus eu de réserves de devises dans les pays concernés. Et donc le commerce se serait totalement arrêté. En fait, les mesures protectionnistes qui sont prises permettent de stabiliser le commerce international. Il faut bien le comprendre.

Alors on peut dire, elles ont été une limite à une expansion ultérieure. Mais pour qu'il y ait une expansion ultérieure, encore aurait-il fallu qu'il y ait de la liquidité, qui n'existait pas.

Mais il faut bien comprendre, et cela ça me semble extrêmement important, que même les mesures de troc sont un moindre mal dans cette situation-là. C'est d'ailleurs quelque chose que l'on a vu en Russie. À l'intérieur d'un pays cette fois-ci et non plus dans le commerce international. Entre 1994 et 1998, le commerce inter-entreprises s'effondre parce qu'il n'y a plus de liquidités, parce que la banque centrale mène une politique extraordinairement récessive en terme de taux d'intérêt. Qu'est-ce qui sauve l'économie russe ? Qu'est-ce qui l'empêche de s'effondrer totalement ? Les accords de troc entre entreprises ! Et le troc, qui en 1993 représentait entre 5 et 7 % du commerce entre entreprises, en 1998, à la veille de la crise financière, représente un peu plus de 50 % du commerce entre entreprises. Sans ce troc, l'économie se serait totalement effondrée.

Et il faut bien comprendre que dans le commerce international, sans les mesures bilatérales que l'on critique tellement, le commerce se serait totalement effondré. Alors bien sûr, quand, après la seconde guerre mondiale, on va reconstituer un système mondial, et d'une certaine manière

les États-Unis vont fournir de la liquidité aux autres pays. Ils vont jouer le rôle, qu'ils le veulent ou non, de cette espèce de grande banque centrale que Keynes aurait voulu et dont les États-Unis n'ont pas voulu. En fait, c'est eux qui vont jouer ce rôle. Eh bien à ce moment-là, quand on est dans une période non plus de contraction, mais de redémarrage, il vaut mieux éviter des accords bilatéraux, il vaut mieux multilatéraliser le commerce: tout le monde est d'accord là-dessus. Mais je dis que quand on est dans une période de contraction, les mesures de protection limitent la crise. Elles sont un espèce de filet de sécurité qui empêche la crise d'aller jusqu'au bout et de détruire cette fois-ci totalement le commerce international.

LE PROTECTIONNISME A-T-IL AMENER LA GUERRE?

Une fois que l'on a dit ceci - et ça c'est de l'histoire économique - , il faut revenir sur un argument de pure mauvaise foi qui aurait été de lier la guerre à cette situation. Il faut quand même dire en ce qui concerne l'Allemagne, que la guerre est le produit de l'hitlérisme. L'hitlérisme porte la guerre non pas pour des raisons économiques, mais pour des raisons idéologiques. Le racisme, d'abord. Il s'agit d'assurer la prédominance de ce qu'on imagine être une race, ce qui est en plus une folie scientifique: les races, dans la manière dont on en parle, n'existent pas; il n'existe qu'une seule race humaine. Après il existe des types humains, mais il n'existe pas de race dans l'espèce humaine en réalité. Mais on est déjà dans ce fantasme idéologique. Et on est surtout dans le fantasme de la guerre, comme un espèce de mécanismes de purification des sociétés. C'est un raisonnement qui est extraordinairement archaïque, que l'on retrouve aussi d'ailleurs chez Mussolini. Vous avez des déclarations de Mussolini où il dit que la guerre est l'hygiène du monde. Nous ne sommes pas du tout sur l'idée d'un affrontement pour conquérir des marchés.

Les gens qui pensent que la guerre, la seconde guerre mondiale, en Europe, est liée à un problème de marché, ignorent profondément la nature réelle de l'hitlérisme, et d'une certaine manière du fascisme italien. Mais c'est surtout vrai si vous voulez sur

l'hitlérisme: Hitler a porté ce raisonnement, d'une certaine manière, à son sommet, à sa pureté idéologique la plus totale, et donc à ses conséquences les plus terrifiantes, la destruction des juifs d'Europe occidentale - mais on peut dire aussi des Tziganes. Les massacres sur les populations slaves sont d'ailleurs incohérentes du point de vue d'une guerre impérialiste. Il vaudrait mieux utiliser ces gens à travailler pour vous. Et si on les détruit - au point d'ailleurs de compromettre l'effort militaire, puisque nous savons que les nazis donnaient la priorité aux trains de déportés sur les trains de munitions qui devaient aller vers le front est en Union soviétique -, c'est bien parce que l'on est dans un mécanisme idéologique, qui n'a rien à voir avec les questions de marché de commerce international.

La seule, le seul point sur lequel on pourrait dire qu'il y a bien un déterminant économique à une politique agressive, c'est dans le cas du Japon. C'est le point qui, à mon avis, mérite le plus discussion. Mais en fait, on se rend compte que ce qui fait basculer la société japonaise vers le militarisme, ce qui permet au courant militariste japonais de prendre le pouvoir au Japon au début des années 30, à travers d'ailleurs une série de tentatives de coups d'Etat - les coups d'état très souvent ne marchent pas, leurs auteurs se suicident, se font sepoukou, mais les idées qu'ils avaient développées, d'une certaine manière imprègnent le reste de la classe politique. Et on sait que le Japon se cherchait sa fameuse sphère de coprosperité. Essentiellement il cherchait à envahir la Chine.

Pourquoi ? Quelles sont les causes initiales ? Eh bien ce n'est pas le commerce, c'est le moment où les États-Unis vont bloquer l'immigration japonaises vers les États-Unis. En fait, le point de basculement par rapport au Japon, c'est le moment où la population japonaise, qui est très pauvre, qui a un mouvement d'émigration vers les États-Unis mais aussi vers d'autres pays d'Amérique - il y a par exemple une communauté japonaise non négligeable au Pérou, au Brésil-, et c'est une immigration de pauvreté. Rappelons qu'il y a dans le nord du Japon encore une famine à la fin des années 20 et au début des années 30. Les États-Unis, et d'autres pays, interdisent l'entrée des immigrants. Ils

bloquent l'immigration. Et donc le gouvernement japonais, les élites japonaises, sont coincées par ce problème social, avec une industrie, il faut le rappeler, qui n'est pas compétitive réellement face aux pays occidentaux. Et dans ces conditions-là, leur problème n'est pas le libre-échange, puisqu'ils ne seraient pas encore capable d'en profiter d'un point de vue de compétitivité, mais leur problème c'est de se construire un marché captif, dont ils excluraient d'ailleurs les autres puissances. C'est leur politique par rapport à la Chine. Politique qui est aussi liée à un autre problème, la colonisation de la Corée par le Japon à partir de la guerre russo-japonaise de 1904, 1905, qui a donné naissance à une armée dans l'armée, qui est quasiment un État dans l'État, l'armée du Shantung, ou du Quantoung, pour le prononcer à l'anglaise. Et cette armée du Quantoung, dont sont originaires beaucoup de putschistes de la fin des années 20 et du début des années 30, au Japon, porte un projet ultra-nationaliste, qui d'ailleurs retrouve des éléments du fascisme et du nazisme en Europe dans cette idée de la pureté de la race japonaise, du retour d'une certaine manière à une pureté

originelle du Japon, ce genre de fantasmes extrêmement dangereux que vous avez.

Donc si vous voulez, ce n'est même pas la question du commerce qui est en cause, il est un problème d'arrêt des flux migratoires, et ça on le voit bien, et on voit bien que la politique japonaise interne est complètement déstabilisé par cette décision américaine d'arrêt des flux migratoires, puis cette idée de construire un espèce de marché protégé en Chine. Et là, vous retrouvez tout les phantasmes idéologiques d'une partie de l'armée japonaise, je dis bien de l'armée, pas de la marine, - ça serait une autre question, mais il faut savoir que même à l'intérieur des forces armées japonaises, c'est un projet qui est porté par l'armée de terre, et non par la marine qui est beaucoup plus prudente sur ce genre de questions -, et qui va aboutir à ce qu'on appelle le « militarisme japonais » et à l'action du général Tojo. Mais le militarisme japonais emprunte des éléments, à la fois à la tradition japonaise, bien entendu, mais aussi, au moins de manière discursive, au fascisme, et au nazisme.

Jacques Sapir, directeur de recherche à l'EHESS,

Interview du 18 Novembre 2008

Thème: la crise !

Partie 3/3

Esquisses de la suite de la crise...et solutions possibles...

Pascale Fourier : Actuellement quand j'écoute les médias classiques, la télévision, la radio, je vois que finalement la crise passe un peu au second plan des nouvelles. Ca y est, l'affaire est finie, l'affaire est soldée? ... Sauf peut-être pour les salariés qui attendent les futurs licenciements... Mais c'est fini ?

Jacques Sapir : Je n'ai pas tout à fait ce sentiment. Je crois tout simplement que les médias ne peuvent pas parler de la crise tant qu'il n'y a pas de nouvel événement. Il me semble que ce que disent les médias, c'est que nous sommes en crise. Oui. Tout le monde l'admet. Nous sommes dans une crise, on reconnaît que la crise sera longue, on reconnaît que la crise aura des conséquences sociales importantes.

Maintenant, les médias audiovisuels, télévisions et radios, ont ceci de particulier que ce sont les médias qui doivent capter l'attention immédiate, contrairement à l'écrit. L'écrit peut se consulter si vous voulez, l'écrit n'est pas dans l'immédiateté. L'audio et le visuel sont dans l'immédiateté. Et donc, on attend un événement spectaculaire. Il en aura, ne nous faisons aucune crainte, on aura l'occasion de reparler de chute boursière importante. On aura l'occasion de reparler de faillites importantes, de banques, de très grandes entreprises, donc le média audiovisuel trouvera à s'alimenter.

Maintenant il est vrai que ce qui est en train de se passer, c'est quelque chose qui est beaucoup plus diffus, mais qui n'en est pas moins important.

LES DEFAILLANCES D'ENTREPRISES A VENIR

Tout d'abord, nous allons avoir une série de défaillances d'entreprises. Défaillances d'entreprises, parce que la consommation stagne, voire baisse, défaillances d'entreprises parce que les banques, quoi qu'elles disent, ont réduit leurs encours de crédit - non pas leurs encours de crédit qui figurent au bilan, d'une certaine manière, et qui sont les crédits accordés sous contrat, mais elles les ont réduits à travers les « facilités de découverts ». Avec ces facilités de découverts, qui très souvent ne sont pas contractuelles, les banques peuvent agir de manière parfaitement discrétionnaire, et on sait que cela a un impact plus spécialement sur les petites et moyennes entreprises qui est absolument dévastateur. À la limite les très grandes entreprises peuvent gérer des problèmes de liquidités immédiates, pas les PME-PMI. Donc la on a un très gros problème.

LE CAS DES LBO

Nous avons une autre bombe à retardement qui est en train de s'amorcer, et qui va exploser durant cet hiver et au début de ce printemps. Ce sont tous les rachats d'entreprises qui ont été faits avec un endettement par effet de levier. Alors, pour parler le jargon des économistes, qui est évidemment un jargon en anglais, on appelle cela le « leverage by out »; « by out », c'est « rachat d'entreprises », « à effet de

levier », « leverage », parce qu'en fait, c'est une holding qui rachète une entreprise en émettant de la dette gagée sur la valeur de l'entreprise. Et l'idée, bien entendu, c'est qu'on va accroître la valeur de l'entreprise en licenciant, en améliorant par une pression très forte sur les salariés les résultats: on va alors pouvoir revendre l'entreprise au bout de trois à cinq ans, c'est-à-dire quand la dette arrive à échéance avec une plus value très significative.

Mais qu'est-ce qui va se passer aujourd'hui ? C'est qu'on ne trouvera personne pour acheter ces entreprises. En tous les cas pas aux prix auquel on voudrait les vendre, tout simplement parce que l'activité économique est en train de se contracter. Donc ces holdings ne pourront pas rembourser les dettes qu'elles ont souscrites pour ses opérations. Les holding seront en faillite. Et les gens qui ont prêté aux holding se rembourseront en mettant les entreprises en liquidation. Et donc on va avoir une vague de défaillances d'entreprises sauf si le gouvernement faisait quelque chose d'intelligent, au moins en France, et rachetait ces entreprises - après tout, pourquoi pas? - , quitte à les revendre quand la situation sera meilleure. Mais on pourrait imaginer que le gouvernement, que le système public bancaire, la Caisse des Dépôts, se porte garant, ou en tous les cas rachète les dettes et quand les holding devraient rembourser, on leur dirait : « Eh bien voilà, nous allons vous racheter l'entreprise. Evidemment on ne va pas vous faire un taux de profit énorme, mais au moins on vous évite de faire faillite », et ce faisant, on éviterait que les entreprises elles-mêmes soient mises en faillite, soient mises en liquidation, quitte à ce que, quand on retrouvera de la croissance, l'État progressivement revende effectivement ces entreprises. Il réaliserait d'ailleurs très probablement un bénéfice dans l'opération, il faut bien le dire.

Mais si on ne fait pas ça, et si on ne le fait pas rapidement, nous allons avoir une deuxième vague de défaillances d'entreprises, qui sera une vague importante. Évidemment, les holding qui feront faillite vont contaminer les banques, parce que les banques devront elles-mêmes rayer de leur actif les dettes qui n'auront pas été remboursées: ça va donc venir en plus sur les problèmes actuels des banques... Nous

avons ce que j'ai dit tout à l'heure, c'est-à-dire que la crise est en train de muter, est en train de prendre un autre visage.

La question des LBO n'était pas posée au printemps, elle va être posée cet hiver, et ça va donner une nouvelle impulsion à la crise. Donc là on va avoir effectivement quelque chose de très grave. Et si on regarde les chiffres du chômage, il est clair qu'ils vont monter fortement.

HAUSSE DU CHOMAGE

Dans le cas des États-Unis, le calcul du taux de chômage ne se fait pas comme en France: il se fait en fait sur une population réduite par rapport à la population qui est prise en compte en France. C'est des cadres statistiques si vous voulez: je ne dis pas que les calculs américains soient plus mauvais et les nôtres meilleurs, je dis simplement qu'il y a deux concepts statistiques différents. Aux États-Unis donc, nous étions en août 2007 à 4.5 % de chômeurs. Si on avait utilisé les modes de calcul français, on aurait été autour de 6.5, 7 %, au moins. On était à 4,5 % dans leur système statistique; nous en sommes aujourd'hui pratiquement à 7 %, 6.9 % pour novembre 2008. Les États-Unis seront un fin de 2009 entre 9 et 9.5% , c'est-à-dire que le taux de chômage va dans leurs critères statistiques doubler.

Nous allons connaître des évolutions du même ordre en Grande-Bretagne, et en Espagne. On peut penser qu'en Espagne, qui est un pays plus petit que la France, on sera entre 3 millions et 3 millions et demi de chômeurs à la fin 2009. Évidemment, en France, on va aussi subir un phénomène de ce type, peut-être moins fort parce que l'économie ayant été moins libéralisée d'une certaine manière que l'économie britannique, espagnole ou américaine. Nous subissons un petit peu moins les effets de la crise, et puis cela dépendra beaucoup des mesures que l'État prendra dans les semaines et les mois qui viennent.

Malgré tout il y a une capacité de réaction de la part du gouvernement, s'il veut bien le faire. C'est évident. Mais il faut s'attendre à une forte remontée du chômage, et dans l'ensemble de l'Europe, et du monde développé d'une certaine manière, nous allons revenir à la fin 2009, pour l'hiver 2009-2010, c'est-à-dire dans un an, à une

situation de chômage de masse.

Pascale Fourier : Mais qu'est-ce qu'on peut faire ?

PROTECTIONNISME ET CONTROLE DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX

Jacques Sapir : Alors, qu'est-ce qu'on peut faire ? Comme toujours, c'est faire des politiques de plein-emploi. Ces politiques de plein-emploi existent, mais il faut bien en voir les contraintes. Pour que l'emploi se développe, il faut que la demande intérieure se développe. On n'a jamais vu les entreprises développer leur production si elles n'ont pas de marché. Pour que la demande intérieure se développe, il faut que les salariés gagnent plus d'argent. Mais vous ne pouvez pas accorder des augmentations de salaire aujourd'hui tant que le produit fait par ses salariés sera mis en concurrence contre des produits faits à des coûts beaucoup plus faibles. De ce point de vue, les dirigeants du MEDEF ont raison quand ils disent qu'ils ne peuvent pas accroître les salaires, et que si on augmente les salaires, de manière réglementaire par exemple, la seule chose que vous obtiendrez, c'est un accroissement des délocalisations. C'est vrai. Dans ces conditions-là. Il faut retrouver des marges de manœuvre de la politique économique, et cela s'appelle le protectionnisme. Nous y revenons, nous n'en sortirons pas.

Deuxièmement, il est clair qu'il va falloir faire de la dépense publique. Et cette dépense publique n'est possible que si l'on se donne des moyens de financement, mais qui implique d'une certaine manière que l'on retrouve une autonomie en matière de détermination de taux d'intérêt et de conditions de financement. Cela s'appelle le contrôle sur les mouvements de capitaux.

VERS L'ECLATEMENT DE LA ZONE EURO ?

Il serait souhaitable que ceci se passe au niveau de la zone euro. Ça serait de très loin la meilleure solution. Mais si ça n'est pas possible à l'intérieur de la zone euro, nous aboutiront, qu'on le veuille ou non, un éclatement de la zone euro, et il faudra le faire au niveau national.

J'ai vu, dans l'ex-Union-soviétique comment se reconstituaient des monnaies. Ce n'est pas difficile de recréer une monnaie nationale. Cela c'est vu, ces dernières années, dans beaucoup de pays en réalité. Et la véritable question que l'on doit poser aujourd'hui, c'est celle de savoir s'il existe une volonté commune de faire évoluer la zone euro de manière à ce que les pays qui sont membres de la zone euro puissent mener des politiques de plein emploi ? Si cette volonté commune existe, l'euro survivra dans sa forme actuelle. Ou devra-t-on faire le constat, dans les semaines qui viennent, que cette volonté commune n'existe pas ? Si on doit faire ce constat, alors il faut être clair, la zone euro ne survivra pas et le plus vite nous en sortirons, le mieux nous serons.

Ça ne condamne pas de manière irrémédiable la zone euro. Il est possible par ailleurs que l'euro survive, non plus comme monnaie unique, mais comme monnaie commune. On peut penser d'ailleurs que la réforme la plus intelligente serait celle qui transformerait la zone euro en un espèce de système monétaire homogène, au niveau de l'Europe, où nous aurions une monnaie, l'euro, qui serait la seule convertible dans les monnaies hors zone, le dollar, le yen, le yuan, la livre, etc. et où nous aurions des monnaies nationales définies uniquement en euro, avec des taux de change fixes, mais révisables, de manière à tenir compte, tous les ans, des différences de dynamiques économiques que nous avons entre les pays.

D'ailleurs une telle zone, je le signale, pourrait s'élargir beaucoup plus facilement que la zone euro actuelle. Il serait beaucoup plus facile pour des pays qui ne sont pas encore dans la zone euro d'y entrer dans ce type de situation. Il serait possible pour des pays qui ne font pas partie de l'Union Européenne, comme la Turquie, de s'arrimer au système, et de dire: « Désormais la livre turque n'est convertible qu'en euro, et puis nous ajustons notre taux de change ». Donc ce serait en réalité un mécanisme d'intégration beaucoup plus puissant que la zone euro telle qu'elle fonctionne aujourd'hui.

Je crains malheureusement que les élites politiques ne seront pas capables de prendre le virage à temps, et que donc nous irons au drame. Des pays seront obligés de sortir de la zone euro, et la zone euro explosera, sans

que l'on ait pensé à un système de secours, à un système alternatif.

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous prôniez à nouveau le protectionnisme... Pourtant le G 20 s'est félicité justement de la défense du libre-échange... On n'est donc pas parti du tout dans la direction que vous pouvez souhaiter...

Jacques Sapir : Oui, mais je ne donne pas six mois pour que les dirigeants du G 20 se déjugent et se renient. Quand on voit l'ensemble des pressions qui montent aux États-Unis sur la nouvelle administration, sur l'administration de Barack Obama, je suis persuadé que nous aurons assez rapidement des mesures protectionnistes aux États-Unis. Et Obama pourra toujours dire que lui n'a pas signé le communiqué du G 20, ce qui est entièrement exact. D'ailleurs quel sens cela avait-il de faire un G 20 avec une administration américaine finissante ? On peut se poser la question. Nous savons très bien que la signature américaine n'engage en réalité que l'administration Bush, qu'une nouvelle administration pourra toujours prétendre qu'elle a un autre mandat, qu'elle n'a pas été partie prenante aux négociations - et vous avez remarqué comment Obama s'est bien gardé de demander à être partie prenante de la délégation américaine. Il veut se garder une main libre... De son point de vue, il a entièrement raison d'ailleurs. Je pense que c'est quelque chose de très intelligent de son point de vue. Mais ça veut dire quand même que nous allons vers des reniements dans différents pays, et je pense que ce G 20, restera dans l'Histoire comme l'une des plus tragiques mascarades que nous avons eues en matière économique internationale.

Pascale Fourier : Plusieurs fois vous avez évoqué une politique de plein-emploi. C'est quelque chose que l'on entend pas clairement dans la bouche des politiques... Vous êtes presque novateur du coup...

POUR DES POLITIQUES DE PLEIN-EMPLOI

Jacques Sapir : On peut utiliser d'autres formules si vous voulez. Quand des dirigeants politiques disent qu'ils faut lutter contre la crise, qu'il faut défendre l'emploi, ils parlent en réalité de politique de plein-

emploi. Le mot « politique de plein-emploi », d'ailleurs, est le mot qu'utilisent spontanément les économistes quand ils parlent de ce type de politique. Les politiques eux vont plutôt parler de « politique de relance ». C'est un vocabulaire d'économistes, que vous pouvez trouver d'ailleurs sous la plume d'autres économistes, en particulier aux États-Unis, de gens qui ne sont pas très loin de Barack Obama- je pense à un Muriel Robini, je pense à Joseph Stieglitz, qui parle aussi de « full employment policy »; nous avons aussi des collègues britanniques qui utilisent ce terme. Ça veut dire concrètement que l'on veut faire baisser le taux de chômage, en fait, non pas jusqu'au niveau du « taux de chômage naturel », parce que nous ne savons pas ce qu'il est, - et je pense que c'est un faux concept, je pense qu'il n'y a pas de taux de chômage naturel -, mais disons jusqu'au niveau de « chômage frictionnel », c'est-à-dire au moment où, et nous le savons, même en période de plein emploi, il y a toujours des gens qui passent d'un emploi à l'autre. Et c'est cela que l'on doit se fixer, effectivement comme objectif.

Les politiques de plein-emploi sont possibles, mais à une condition: c'est que nous retrouvions la totalité de nos instruments de politique économique- la politique budgétaire, la politique monétaire, la politique industrielle. Il nous faut les trois. Et cela veut donc dire des ajustements importants dans les règles que nous connaissons. Je rappelle là encore que Keynes, qui est le grand inspirateur des politiques de plein-emploi, quand il commence à réfléchir à ce que sera le monde d'après-guerre - il y réfléchit très tôt, octobre 1941, la guerre est loin d'être gagnée, les États-Unis ne sont même pas encore dans la guerre, ils n'y rentreront que le 7 décembre 1941-, quand Keynes commence à réfléchir à ce que sera l'organisation du monde après guerre, il dit, - et il le dit très explicitement, personne ne peut prétendre le contraire -, il dit qu'il faut d'une part des règles (autrement dit, il faut que tous les pays acceptent des codes de bonne conduite), mais il faut en même temps que ces règles ne soient pas antinomiques avec la liberté d'action des politiques économiques. Il veut à la fois de la règle et de la souveraineté. Et cela, c'est un point extrêmement important. C'est très explicitement écrit dans plusieurs des textes

de Keynes de cette époque-là.

Et il voit comme un instrument capable de garantir à la fois l'existence de règles communes et l'existence d'une souveraineté économique pour chaque pays, ce qui fait le pont entre les deux notions, c'est que ne soient autorisés que les mouvements de capitaux directement liés à des transactions commerciales. Pour le reste, c'est le contrôle qui doit prévaloir. Et il a des formules extrêmement précises contre la liberté des capitaux à court terme en indiquant qu'aucun pays ne peut mener une politique saine s'il est soumis à la spéculation financière.

Il le dit d'autant mieux qu'il ne faut pas oublier que Keynes n'est pas simplement un théoricien: c'était un praticien des mouvements de capitaux. Keynes a été un gérant de fonds de pension, comme on dirait aujourd'hui, il a été un gérant de fonds spéculatifs, de hedges funds, même si la formule n'existe pas encore à l'époque. C'est quelqu'un qui, outre ses responsabilités d'enseignants et de conseiller économique, a été un praticien à des marchés financiers, et il est de ce point de vue-là extrêmement intéressant de voir que, quand le praticien parle, c'est pour dire: « C'est dangereux. Il faut réglementer. Il faut limiter la liberté des capitaux ». Beaucoup des économistes qui se sont faits les chantres de la liberté des capitaux n'ont pas la moindre idée de ce que c'est, parce qu'eux ne sont jamais sortis de leurs bureaux, ne sont jamais sortis de leurs études théoriques, et n'ont jamais mis les mains dans le cambouis. Il faut rappeler que Keynes l'a fait pendant toute une partie de sa vie, grosso modo de 1920 à 1935-1936. Il a

commencé par perdre de l'argent; il en a gagné beaucoup par la suite. Il a d'ailleurs vécu jusqu'à sa mort tout autant de ce qu'il gagnait comme professeur à Cambridge que de l'argent qu'il avait gagné à la fin des années 20 et dans les années 30, quand il s'est amassé une fortune personnelle non négligeable. Et donc il savait de quoi il parlait. Ce que je crains beaucoup, c'est que les collègues qui parlent de liberté des capitaux, eux, n'ont jamais été en réalité dans la finance...

Emmanuel Todd, chercheur à l'INED

Interview du 19 Novembre 2008

Thème: protectionnisme !

Partie 1/2

Pourquoi prôner un "protectionnisme européen" ?

Pascale Fourier : *Dans votre dernier ouvrage, « Après la démocratie », vous prônez un protectionnisme européen. et un certain nombre de journalistes, notamment, vous vilipendent d'une certaine façon d'avancer cette thèse. Est-ce que vous pourriez nous donner les raisons qui font que, vous, vous pensez que c'est une solution ?*

Emmanuel Todd : Je ne me sens pas très attaqué en ce moment: j'ai plutôt l'impression d'une ouverture de plus en plus grande au concept de protectionnisme à cause de la crise économique qui a tout à fait un rapport avec le libre-échange, et c'est très difficile de le nier. Le libre-échange a ramené le capitalisme à sa vieille contradiction du XIXe siècle, c'est-à-dire que les gens ont cessé de percevoir une complémentarité entre production et consommation, entre augmentation des salaires et absorption des gains de productivité. Le libre-échange, ça veut dire que les entreprises produisent pour des consommateurs qu'elles perçoivent comme extérieurs, et donc elles ne perçoivent plus les salaires qu'elles donnent à leurs employés comme de la demande pour l'économie.

On est donc dans une logique de compression du coût salarial, aggravée par la concurrence des salaires des pays émergents, et tout cela aboutit à une insuffisance - je dirais tendancielle - de la demande globale à l'échelle mondiale, qui jusqu'à présent était à peu près compensée - pas suffisamment pour l'Europe, mais à l'échelle mondiale - à peu près compensée par le comportement fou des ménages américains.

Le mécanisme des subprimes, c'était un système qui, au final - sans entrer dans les détails - permettait à l'Amérique de dégager un déficit commercial de 800 milliards de dollars par an sur les biens, qui était comme une sorte de surcroît de consommation pour la planète, c'est-à-dire une sorte d'État régulateur keynésien informel. Ce mécanisme s'effondre, l'Amérique cesse de vivre aux crochets du monde temporairement, ou plus difficilement, et donc le système s'arrête.

Dans le contexte actuel, au contraire, on a vraiment l'impression que les conformistes qui dominent absolument - cela, il faut l'admettre - sur le marché intellectuel de l'économie, tout ça est un peu en train de bouger.

Alors cela dit, c'est évident que les choses ne sont pas faites. La dernière réunion du G 20 a été en un certain sens pathétique. On a vu tous ces pays se réunir... C'est bien, de discuter ensemble. L'idée de coopérer entre nations à l'échelle planétaire est évidemment une très bonne idée. Mais si c'est pour aboutir à l'idée que l'on ne parle pas du rôle moteur des États-Unis dans le déclenchement de la crise et de leur position particulière, et si on accouche de l'idée que le principal problème c'est la menace protectionniste, et qu'il faut encore améliorer le libre-échange, c'est-à-dire que, si le résultat du G 20, c'est de se proposer d'aggraver le système qui déjà produit ses effets négatifs, c'est vrai que l'on est dans une situation bizarre.

Mais, pour moi, l'hypothèse protectionniste

est amenée. On sent que ça se développe, on sent qu'il y a des gens qui émergent, comme Gréau, Sapir - et il y en a certainement d'autres dans d'autres pays du monde... On sent un système idéologique qui est en rupture. Mais c'est une situation très bizarre, parce que les autres avaient gagné : je crois que dans les 10 dernières années, les libre-échangistes avaient remporté une victoire idéologique phénoménale. Ils se sont heurtés, là, au mur de la réalité, à l'horreur qu'ils avaient eux-même fabriquée, et on est dans une situation idéologique et intellectuelle tout à fait particulière.

Pascale Fourier : *Beaucoup vous diraient cependant que le protectionnisme est quelque chose d'intrinsèquement mauvais, notamment parce que cela suppose le nationalisme, quelque chose dans ce goût-là...*

Emmanuel Todd : Alors oui, c'est des trucs qu'on dit. Souvent je crois - je ne sais plus si c'est Pascal Lamy ou un autre -, l'une des routines, c'est d'associer protectionnisme et xénophobie. Alors, pour moi, c'est assez rigolo puisque mon livre précédent - qui était sur la démographie du monde musulman - était typiquement un livre universaliste, essayant de démontrer que les pays arabes évoluaient normalement. Donc, dans mon cas particulier, essayer d'associer protectionnisme et xénophobie, ça va être très difficile...

Je pense que la séquence est beaucoup plus perverse. Parce que le libre-échange en vérité, s'appuie sur l'idée d'une concurrence internationale effrénée. Et la vérité, c'est que le libre-échange lance les peuples les uns contre les autres. C'est le libre-échange qui crée à la fois une sorte d'asthénie de la demande mondiale, la recherche de débouchés extérieurs, et qui finalement, produit des réactions d'hostilité. Donc, on le voit, ce qui monte, c'est l'hostilité à la Chine qui est perçue. Au moment du vote sur le traité constitutionnel européen, on avait vu que montait l'hostilité aux pays de l'Est. Ces concurrences salariales par le bas, en fait, lancent les peuples les uns contre les autres. Donc la vérité, c'est que, au stade actuel - ce n'est pas le cas dans toutes les circonstances -, mais au stade actuel, le libre échange nourrit la xénophobie.

Le protectionnisme doit s'appuyer sur une idée territoriale. Mais de toute façon le protectionnisme, que je propose modestement, puisque je suis loin d'être un dominant mondial, est un protectionnisme qui dépasse l'idée nationale. Je dis très clairement que, à l'échelle de la France, ça n'a aucune chance de marcher, que la globalisation a fabriqué ce que les économistes américains appellent des économies régionales - on dirait plutôt des « économies continentales ». Il y a des phénomènes de pressions salariales qui s'exercent à l'échelle de toute la planète, mais les espaces de complémentarité et d'échanges de marchandises sont plutôt continentaux. Donc l'Europe s'est fabriquée, l'Europe est intégrée. L'idée de séparer les nations de la communauté européenne sur le plan économique, c'est un non-sens. De même, les États-Unis, à mon avis, ne sont plus dissociables économiquement du Canada et du Mexique: le niveau de l'interpénétration est tel que ça n'aurait plus de sens. Il y a des phénomènes de complémentarité très forte qui sont en train de s'établir entre économies asiatiques. Je pense que ça va être moins simple entre la Chine et le Japon qui ont des rapports historiques complexes. Mais le fait est qu'il y a une économie extrême-orientale qui est en train d'apparaître.

Donc ce que je dis, avec d'autres, c'est que l'important ce n'est pas de se couper des autres. C'est de créer des conditions dans lesquelles on peut assurer une remontée des salaires et de la demande. Et je dis qu'il faut découpler ces grandes économies continentales. Dans le cas de l'Europe, où est la xénophobie dans un projet qui associerait dans un espace protégé, conformément à l'idée initiale du traité de Rome d'ailleurs (il ne s'agit que de faire revivre la préférence communautaire) 27 nations européennes ? Comme xénophobie, on peut faire mieux, il me semble...

Donc il s'agirait dans le cas de l'Europe de construire un espace protégé par des systèmes de quotas - plutôt que des barrières tarifaires, parce que les barrières tarifaires, dans un système de changes flottants, c'est un peu compliqué - et puis de créer les conditions d'une relance de l'économie par la relance salariale.

Et il est bien évident que si vous pensez à

l'ensemble du cycle, ce que vous devez penser, c'est : « On protège aux frontières, on fait cesser la pression des salaires des pays émergents, on fait remonter les salaires, on fait remonter la demande, on crée pour les Etats la possibilité de participer aussi à la relance de la demande par l'investissement de l'État, et on relance les économies, et ces économies qui s'enrichissent sont amenées en bout de cycle, à se remettre, d'une autre manière, à importer ».

En fait, le protectionnisme de relance peut aboutir au développement des échanges internationaux; au contraire, avec le libre-échange en bout de cycle - et on est en bout de cycle - dans un premier temps, bien entendu, vous avez une augmentation des échanges internationaux, mais une fois que la demande intérieure des pays les plus avancés est complètement implosée, vous avez un effet boomerang sur les économies exportatrices de l'ancien Tiers-Monde. Le pays qui risque le plus actuellement dans la dépression mondiale, c'est la Chine. La Chine est devenue une économie folle, qui exporte 40 % de son produit intérieur brut, qui est une sorte de plate-forme de production pour les entreprises multinationales. Si le système continue de ralentir à la vitesse où il ralentit - je parle du système mondial -, la Chine risque littéralement d'imploser.

Donc, les gros arguments soi-disant universalistes du type: « oui, les protectionnistes européens sont des gens qui refusent le décollage des pays émergents », je trouve ça complètement idiot parce que, actuellement, les pays les plus menacés, ce sont les pays émergents.

Ce qui est vrai, c'est que c'est finalement techniquement facilement concevable pour les Européens, puisque l'économie européenne reste extrêmement puissante industriellement, elle équilibre à peu près - il y a un léger déficit en ce moment, mais ce n'est pas les États-Unis -, ses échanges commerciaux, c'est-à-dire que les Européens ont la maîtrise de toutes les technologies essentielles. Et puis en plus, ils ont juste besoin de quelques matières premières qu'ils peuvent payer par des exportations. Donc pour eux, c'est facile. C'est compliqué sur le plan politique quand on est à 27 et quand on n'a pas essayé sérieusement de convertir

l'Allemagne, mais c'est techniquement faisable.

Pour les États-Unis et pour la Chine, c'est plus difficile. Parce que là, il y a des éléments d'asymétrie fondamentale. Les Chinois, il faut leur donner le temps, et les aider à se réorienter vers le développement de leur demande intérieure. Donc, bien entendu, il ne faut pas faire les choses brutalement. Il faut que ça soit fait dans un esprit de coopération. Mais si le libre-échange commence à les asphyxier eux-mêmes, on va s'arranger.

Quant aux États-Unis, qui sont en surconsommation, il est bien évident qu'un passage brutal au protectionnisme - ils en parlent plus là-bas, mais c'est plus difficile pour eux -, c'est une chute de niveau de vie de 20 %. Donc il faut les aider, c'est pour ça que j' avais essayé de lancer dans l'Expansion l'idée d'un plan Marshall pour les États-Unis. Ils l'ont bien mérité, après tout le bien qu'ils nous ont fait.

Vous voyez, c'est facile. Dans mon esprit les choses sont très claires, mais ce qui est réellement tragique, c'est que la crise est arrivée sur nous avant que les choses aient été pensées dans le détail. Le libre-échange, il a fallu deux générations pour le mettre en place. Le passage au protectionnisme coopératif, c'est l'affaire d'une génération. Et là, on arrive, il y a la crise, personne n'a pensé à rien. Quand je vois tous ces dirigeants qui se baladent sur la planète à faire des conférences de presse en ce moment - je pense particulièrement à Nicolas Sarkozy -, il me revient une expression qui avait été utilisée, je ne sais plus si c'était pour Giscard ou pour Mitterrand : le « petit télégraphiste ». Donc là, on a l'impression d'un petit télégraphiste qui n'a aucun message. Mais ça, ce n'est pas la faute des dirigeants politiques. C'est que les élites du monde développé, qui restent dominants idéologiquement - il ne faut pas se faire d'illusions - n'ont rien pensé à l'avance, n'ont rien préparé. On est dans un état de surprise complet. Et une partie du drame est là, je crois.

Pascale Fourier : *Et qu'est ce qui les a empêchées, ces élites, de penser, justement, que des mesures protectionnistes pouvaient être bonnes ? Pourquoi il y a cette espèce de*

blanc mental en quelque sorte ?

Emmanuel Todd : C'est ce que j'essaie d'expliquer dans mon livre. J'évoque des choses évidentes, comme la notion d'intérêts de classe :

–Dans une première phase, le libre-échange a vraiment profité aux 20 % supérieurs de la population, les gens qui faisaient des études supérieures.

–Lors de ces dernières années, dans un pays comme la France, ça s'est rétréci au 1 % supérieur, avec 10 % qui - je vais parler vulgairement - qui ne morflent pas trop, du libre-échange.

En fait les dominants en souffraient moins ou en profitaient. C'est déjà un élément d'explication, même si c'est un peu court, puisque ça produit des sociétés très désagréables y compris pour les dominants.

Donc je mets pas mal en cause les économistes. On peut vraiment parler d'une faillite intellectuelle et morale d'une profession dans son ensemble. Et pourquoi cette faillite intellectuelle et morale ? Pourquoi cette difficulté à penser le problème de la demande globale à l'échelle mondiale? La génération dominante dans le monde développé, c'est la mienne. J'ai 57 ans, donc des gens qui sont entre 50 et 60, qui dans leur formation initiale, s'ils ont fait Sciences-Po ou de l'économie, ont appris l'économie keynésienne. Donc en fait il y a un mystère : comment ont-ils réussi à oublier ce qu'ils avaient appris ? En fait, moi je m'en souviens parce que je suis lent mentalement... J'avais des traces mnésiques qui m'ont permis d'affronter la situation... Je ne sais pas... Il y a quand même un mystère...

Et dans le livre, finalement, je m'intéresse à des phénomènes de mentalité, de psychologie collective, qui dépassent largement l'économie libérale. L'incapacité à penser le collectif, c'est pour moi fondamentalement lié à une sorte de phase assez bizarre de l'évolution mentale de l'humanité.

Il y a l'accession de millions de personnes à une éducation supérieure, il y a l'élévation du niveau de vie, qui n'a pas produit un état de conscience supérieure mais qui, au moins dans une première phase - on est en plein dedans - a produit ce que j'appelle pas du tout de l'individualisme, on parle d'ultra-

libéralisme, on pourrait parler d'ultra individualisme.. Le plus simple c'est encore de parler de narcissisme, et de toutes sortes de comportements, je dirais des individus sur-éduqués, d'intérêt pour soi-même et de désintérêt pour tout ce qui est collectif. Toutes les croyances collectives se sont effondrées, ce qui restait de religion, ce qui restait d'idéologie politique. On est confronté à un phénomène de mentalité extrêmement vaste qui, quand on atteint la sphère de la réflexion économique, produit des attitudes qui se présentent comme scientifiques, mais qui en fait sont des espèces d'envies primitives et primales. C'est-à-dire « il est interdit d'interdire », donc l'État ne peut pas intervenir; l'individu est roi, et au-delà de roi..., donc il n'y a que le marché, donc on ne peut pas s'organiser; penser collectif est une horreur; le mot protectionnisme est affreux... Vous voyez, c'est un problème de psychologie collective. Ce n'est pas du tout un problème intellectuel.

Pascale Fourier : *Et pourquoi la gauche en particulier n'a pas pensé cela ?*

Emmanuel Todd : Moi, je suis plutôt un mec de centre-gauche, donc c'est très triste pour moi de dire ça, et j'ai vraiment beaucoup plus souvent voté à gauche dans ma vie qu'à droite. Mais les gens de droite bizarrement.... (je ne pense pas à la bourgeoisie financière ou aux gens des grandes multinationales qui échappent à la nation, ou à toute notion de territoire, et qui sont vraiment dans les profiteurs du système, vous savez les gens qui déplacent des ouvriers, ou qui déplacent plutôt des facteurs de production et qui jouent sur les unités de production comme sur les touches d'un piano et qui délocalisent, qui spéculent, c'est un petit monde en fait. A droite c'est un petit monde, c'est très peu de gens, on est dans les 1%), mais les petits chefs d'entreprise, les petits patrons, qu'ils exportent un peu ou pas, pour eux, la magie du libre-échange, le libre-échange, c'est une lutte pour la survie. Ils réussissent ou ils ratent, mais c'est très dur. Et quelque part ils sont capables de sentir que ce n'est pas idéal.

C'est pour ça que quand il y a des bruits de protectionnisme, ils viennent plutôt de la droite encore. C'est des bruits. Ce n'est guère plus que des bruits. Sarkozy a fait,

avec la plume de Guaino, avait fait quelque bruit avant son élection parce qu'il avait vraiment très peur de ne pas être élu, et que les gens aiment bien ça : en fait quand on regarde un sondage sur la population, les gens sont en faveur du protectionnisme de façon incroyable.

Les socialistes, ils ont d'abord ce petit blocage que j'ai déjà évoqué, c'est-à-dire cette idée que la gauche doit s'intéresser au peuple, mais elle doit s'intéresser à l'humanité dans son ensemble, et que ça serait vraiment dégoûtant de ne pas tenir compte de l'émancipation économique des peuples chinois, indiens et autres. Ça, c'est ce qu'ils disent. En disant ça, ils semblent croire que ces pays se développent uniquement à cause des échanges, alors que c'est des pays qui s'alphabetisent, qui auraient décollé dans n'importe quel type de régime économique à peu près raisonnable.

Et puis il y a ce truc quand même terrible, c'est que le cœur du Parti Socialiste - je vais le dire très crûment -, ce sont des fonctionnaires de catégorie A, qui ont la stabilité de l'emploi, et qui donc sont en dernière ligne pour l'extermination économique, puisque les fonctionnaires ne vont pas être délocalisés, par définition. Donc, cela dit, il faut dire aussi que les salaires, comme je signale dans mon livre, les salaires des fonctionnaires de catégorie A sont en baisse depuis quelques années, c'est-à-dire que la pression finit par s'exercer. Ce n'est pas une insulte personnelle, je suis moi-même un fonctionnaire de catégorie A, donc ça n'est pas personnel. Il y a une sorte d'insensibilité du Parti Socialiste, jusqu'à très récemment, une insensibilité du Parti Socialiste à ces questions de libre-échange, paradoxalement, parce que le Parti Socialiste était un parti de fonctionnaires. Ça avait été remarqué par le théoricien allemand du protectionnisme, Friedrich List. Les fonctionnaires sont des gens qui peuvent avoir une idéologie économique, sans avoir aucun rapport réel avec le marché et avec ses contraintes. Mais cela dit, quand même, ça bouge. La motion Hamon, on n'attendait pas que ça arrive, et elle arrive juste avant la crise mondiale. Quand même, on a de bonnes surprises!

Pascale Fourier : *Tout à l'heure vous disiez que ça serait difficile de mettre en place un*

protectionnisme européen. Et justement, le faire, mais avec qui ? Comment ?

Emmanuel Todd : Moi, je milite pour des projets concrets, qui peuvent améliorer grandement la vie des populations, mais sans rentrer dans un conte de fées, et en tenant compte des rapports de force réels. Quand on dit l'Europe à 27, oui, c'est très sympa, mais ce n'est pas vrai que ça va dépendre des Lettons. La plupart des gens, d'ailleurs, ne savent pas où est la Lettonie. Moi, j'ai une petite idée de ce qu'est l'histoire de la Lettonie, et ce n'est pas eux qui vont décider.

Il y a une réalité à accepter en Europe, c'est qu'il y a quelques puissances dominantes. L'Angleterre est dominante sur le plan des conceptions idéologiques puisque c'est le monde anglo-saxon etc. Alors je dois dire que la crise - je suis un anglophile congénital, j'ai fait une partie de mes études supérieures en Angleterre, donc mon cœur saigne quand je vois les difficultés économiques de l'Angleterre, et les risques qu'ils ont pris en acceptant une financiarisation exagérée de leur économie - mais la réalité, c'est que l'Angleterre actuellement n'est pas en situation de débattre du sujet. Il y a même des Anglais qui commencent à dire qu'il serait temps de joindre la zone euro pour éviter une catastrophe de type islandais. Ça paraît exagéré comme risque, mais bon...

Il y a deux puissances en Europe, il y a la puissance de contestation qu'est la France - pas sous la forme sarkozyste, du rapport infantile à l'autorité des États-Unis, on va gueuler contre le papa américain, même quand il a fait des bêtises, mais on va gueuler à Washington sur son terrain - donc je pense à la France de la contestation, des Français qui ont parfaitement compris que le libre-échange était une ânerie, qui votent Non au référendum, qui ne s'en laissent pas compter. Mais j'aurais tendance à dire que la spécialisation de la France dans le domaine international - vous savez, c'est le grand truc des libre-échangistes : chaque pays doit se spécialiser dans la production pour laquelle il est le plus doué. La France fait des TGV, des morceaux d'Airbus, des centrales nucléaires - mais la grosse exportation de la France, c'est quand même la contestation. Il faut reconnaître notre talent depuis 1789. Donc c'est ça : la France est une France de

contestation. Et puis c'est une puissance, elle a son siège de membre permanent au Conseil de Sécurité, elle possède l'arme nucléaire, quand même.

Mais il y a une puissance industrielle et économique dominante en Europe qui est l'Allemagne. Donc, en fait, l'Italie, l'Espagne sont importantes - ça serait bien si les Français arrivaient à prendre plus au sérieux, et à discuter plus sérieusement avec les « sœurs latines », comme on dit - mais l'important, c'est le dialogue avec l'Allemagne. Et un dialogue musclé. C'est-à-dire qu'il faut contraindre les Allemands à prendre leurs responsabilités. Leur attitude en Europe n'est pas responsable actuellement. Ils font une politique économique de type japonais, en fait. Ils ont un excédent commercial tout à fait extraordinaire, et ils veulent à la fois bénéficier de la protection de leurs exportations dans la zone euro, puisque la France, l'Allemagne et l'Italie ne peuvent pas faire des dévaluations compétitives pour se protéger de l'efficacité de l'Allemagne à comprimer ses propres salaires. Et puis ils font une politique d'exportation à l'échelle mondiale qui est très importante. C'est une économie beaucoup plus mondialisée, l'économie allemande. Donc il faut avoir le courage d'affronter les dirigeants allemands et de leur poser un marché. Leur dire: « Ecoutez, vous êtes dans une situation actuellement tout à fait épouvantable » - justement ils sont beaucoup plus touchés actuellement en période de crise, bien entendu les économies les plus exportatrices, les plus dynamiques, sont les plus touchées. Ça recommence exactement comme en 29. Le 0,1 % de croissance de la France prévue dans l'année qui vient, ce n'est pas une performance extraordinaire, ça veut dire qu'on allait déjà très mal avant, qu'on n'exportait déjà pas assez dans le système ancien. Donc l'Allemagne est menacée. Il s'agit de faire comprendre aux Allemands qu'ils ont plus à gagner dans une économie européenne continentale protégée, comprenant les pays de l'est qui sont essentiels aux exportations et à l'économie allemande, et qu'il faut qu'ils prennent ça en charge. Et puis leur dire : « Ecoutez, soit vous comprenez votre intérêt qui est d'assumer vos responsabilités dans la réorganisation de l'économie européenne,

soit on décroche de l'euro, on fout l'euro en l'air, parce que ça ne nous arrange pas nous ». Donc, tant qu'à faire, il s'agit simplement de survivre dans des conditions difficiles, chacun joue son jeu, et l'intérêt de la France, c'est de revenir à la protection par le change, la dévaluation, comme on faisait d'ailleurs quand le pays était prospère. Parce qu'une monnaie dévaluée, ce n'est pas non plus la mort.

Voilà. Mais pour cela, il faut oser négocier avec les Allemands. Et ce qui m'inquiète dans la période récente, c'est que le gouvernement actuel, la présidence actuelle, Sarkozy fait des effets de manche à l'échelle planétaire: il court partout en disant qu'il a organisé des moments historiques, mais la seule relation importante pour la France - la relation avec l'Allemagne -, il la pourrit. Parce que les Allemands ne le supportent pas, parce qu'il est agressif, vaniteux, prétentieux... Dans le contexte actuel, c'est insupportable. Parce que la vérité, c'est que la France ne peut pas être entendue seule à l'échelle mondiale. On l'a vu pendant la guerre d'Irak. La France est une puissance moyenne, estimable, qui peut produire du verbe, mais pas plus, en temps normal. Pour produire de l'action, il faut que l'Allemagne soit d'accord. Donc, Chirac et Villepin ont pu menacer les États-Unis d'un veto au Conseil de Sécurité parce que les Allemands avaient dit : « Si vous le faites, on vous appuie ». Et là, on est au cœur des problèmes économiques, c'est encore plus essentiel. On saura qu'il se passe quelque chose le jour où les Français, les Allemands, discuteront d'une réorganisation économique de l'Europe. Mais on n'en est pas là, la France et l'Allemagne ensemble sont une puissance mondiale. Séparément, ce sont deux puissances mondiales moyennes, intéressantes et estimables, mais qui ne sont pas à l'échelle des États-Unis, de la Chine, ou même de l'Inde virtuellement. Il faut - je suis un bon français, on n'est que 60 millions, nous avons derrière nous une histoire prestigieuse - mais il faut voir le monde en marche, et la désoccidentalisation du monde.

Emmanuel Todd, chercheur à l'INED

Interview du 19 Novembre 2008

Thème: protectionnisme !

Partie 2/2

Nation, protectionnisme européen... et diversité européenne

Pascale Fourier : Il y a un mot qui est aussi devenu quasiment interdit, et que même vous dites presque avec difficulté, c'est le mot « France » ou le mot « nation ». Qu'est-ce qui peut valider d'une façon ou d'une autre l'idée que l'espace national est encore un cadre pertinent ?

Emmanuel Todd : Je pense que j'oublie de mentionner ces mots parce que cela va tellement de soi que je suis content d'être français... et surtout parce que l'idée de nation, ça doit être un des derniers mots, peut-être le dernier mot de L'illusion économique que j'avais écrit en 1998 où je prônais le retour à l'idée de nation contre les gens qui étaient dans l'idée que l'idée de nation, c'était dépassé... Et j'associais déjà la montée en puissance de l'idéologie libre-échangiste à un phénomène de désintégration culturelle des nations. Donc pour moi, il n'y a pas de problème.

La nation, oui, mais ça ne suffit pas...

Simplement, j'en suis plutôt au point où je pense que la nation, oui, mais ça ne suffit pas en fait, et que l'incapacité des sociétés avancées à produire du sentiment collectif pour des raisons psycho-sociologiques profondes - cette histoire de narcissisation des comportements, d'ultra-individualisme - est telle que le retour du mot « nation » n'a produit qu'un discours identitaire bidon. C'était le discours de Guaino, Sarkozy, ou même Ségolène Royal en bout de course où, en gros, la nation, c'est chanter la Marseillaise ou devenir complètement

hystérique quand trois gamins sifflent l'hymne national... Dans le contexte d'affaiblissement des sentiments collectifs, le mot « nation », quand il est utilisé, a tendance à devenir une sorte de hochet sans conséquence. Donc vous avez, Sarkozy qui vous fonde un ministère de « bla-bla bla-bla et de l'identité je ne sais quoi » et puis qui ensuite va aller se coucher devant les Américains, et qui envoie des gamins se faire tuer en Afghanistan au service de l'armée américaine, même plus sous le drapeau français d'une certaine manière. C'est sans doute pour cela que je ne l'utilise plus. Mais pour moi, je suis toujours content d'être français.

Et je pense que la société française existe. A la limite, ces histoires d'identité nationale me font rire. On n'a pas assez confiance. Ce n'est pas vrai que la France est sur le point d'être submergée par l'islam: tout cela, c'est des monceaux de conneries. Les gosses qui foutent le feu aux bagnoles dans les banlieues, je ne dis pas que j'approuve, mais c'est des petits Français mal élevés, mais mal élevés comme le sont des petits Français. Moi je vois la continuité des bagnoles qui flambaient en mai 68 dans les quartiers bourgeois et des bagnoles qui flambent dans les banlieues. On peut voir ça comme un phénomène de capillarité sociale descendante comme on dit. Donc pour moi, la nation est là.

La déconnexion de l'économie du cadre national mine la démocratie....,

Mais par contre ce qui est vrai, et c'est que je souligne dans le livre, c'est que la nation-société n'est plus à l'échelle de l'économie. On vit une partie de l'impuissance des politiques: finalement, ils peuvent se donner l'impression d'agir dans la société, ils peuvent manipuler le système politique, ils peuvent même provoquer des émeutes en banlieue, mais leur possibilité d'action économique s'est contractée et la vérité, c'est que l'économie qui existe est l'économie européenne maintenant. Il y a l'économie mondiale, mais surtout l'économie continentale européenne.

Et bien entendu, c'est cela qui mine la démocratie, c'est que l'échelle du politique, la démocratie, était à l'échelle nationale; la société était à l'échelle nationale; l'économie était à l'échelle nationale: tout cela était donc bien emboîté. Si on regarde le pouvoir politique, on pouvait agir sur l'économie. Maintenant, si on regarde le pouvoir politique, on ne peut agir sur rien.

...ce qui valide la nécessité du cadre européen.

Donc, ce que je dis, c'est que, comme on ne peut pas ramener l'économie à l'échelle nationale, pour sauver la démocratie, essayons d'étendre la sphère du politique à l'échelle de l'économie continentale européenne. Pour moi, c'est un gros travail parce qu'à l'origine, je suis un anti-maastrichtien. J'avais été ramené à la conscience civique par les débats très violents de l'époque de Maastricht où s'était développé ce discours élitiste, anti-populaire, antinational aussi, qui m'avait ramené à l'idée de nation, à l'idée d'intérêt des catégories populaires, puis des classes moyennes. Mais, il faut être réaliste, et il faut admettre qu'on ne peut pas gérer l'économie à cette échelle. Et donc j'ai changé d'attitude vis-à-vis de l'Europe, et je suis passé d'une attitude du genre : « Ils nous font suer. En plus l'Europe est utilisée comme un instrument de plus dans la destruction de la démocratie; c'est une espèce de nains intellectuels qui règne à Bruxelles; ils ne sont que les agents du libéralisme triomphant. Et puis les dirigeants nationaux s'abritent

derrière cela... Cette Europe, cheval de Troie en fait du libre-échange et du libéralisme... ».

Pour une Europe des Nations

Et donc maintenant je dis : « Retournons l'Europe, et faisons de l'Europe l'instrument de sauvetage ultime de la démocratie et donc essayons d'en faire le cadre de l'expérience protectionniste ». Mais bien entendu, une Europe des nations. Certes, je dis qu'il faut l'Europe, mais arrêtons de nous raconter des histoires sur la participation lettonne à l'élaboration de la nouvelle doctrine, acceptons l'idée que l'Allemagne est la première puissance industrielle de l'Europe, que la France est la première puissance de contestation. On joue avec ces nations dans un jeu très subtil: il ne s'agit pas non plus nier l'existence des Etats moyens et petits. En gros, l'idée, en Europe, c'est qu'il y a suffisamment de différences culturelles ou de désaccords entre les Français et les Allemands -avec les Anglais, ça devient parfait -, pour que si les trois plus grands peuples s'entendent, tout le monde y trouvera sa place parce que ça veut dire que le gros des différences a été évoqué.

Si on prend cette histoire d'effacement des croyances collectives, on se rend bien compte que l'opposition entre nationalistes et européistes est complètement bidon parce qu'en vérité, ce qu'on a constaté ces dernières années, c'est qu'il n'y a plus de sentiment collectif et que tout le monde est perdant : les nationalistes n'arrivent pas à faire revivre la nation, et l'idée européenne est en train de mourir...

Mais ce que je dis aussi clairement dans le livre, c'est que ça va être très dur à cause de cet état des mentalités ultra-individualistes, narcissisées. C'est pour ça que je dis que si on arrivait à mettre sur pied un projet comme cela - en ce moment la crise nous botte les fesses et ça augmente la probabilité... -, c'est un changement de niveau de conscience. C'est une étape historique différente: les gens qui ont une éducation supérieure continuent de s'intéresser à leur épanouissement personnel, mais ajoutent à leur épanouissement personnel une dimension de

conscience civique et collective d'un genre tout à fait nouveau.

Pascale Fourier : Sur l'Europe, ce qui me pose soucis, mais peut-être allez-vous m'enlever mon souci, c'est la question de savoir quelle peut être la place du simple citoyen ? Parce qu'en réalité pour tout vous dire, moi j'ai le sentiment que déléguer les choses au niveau de l'Europe, les passer au niveau européen, ça suppose que les simples citoyens ne peuvent guère faire entendre leur voix.

La nécessaire conversion au protectionnisme européen

Emmanuel Todd : Une Europe où les instances supérieures, qu'elles soient bruxelloises ou nationales d'ailleurs, s'occuperaient de relance des salaires, de relance de l'économie, ce serait quand même une Europe qui s'intéresserait aux citoyens. C'est déjà quelque chose. Alors effectivement, je n'ai pas en tête un système dominé par une caste de philosophes-rois, le modèle platonicien démentiel, une aristocratie bienveillante.... Ce n'est pas du tout ce que j'ai en tête parce que ce n'est pas possible. Les choses ne vont pas être mises en place par les gouvernements actuels, par des espèces de nains intellectuels qui n'ont pas pensé à rien, qui pensent que donner de l'argent aux banques, c'est les nationaliser... tous les gens qui parlent de retour de l'État et qui n'ont pas pensé à rien... Non. Non. Tout cela ne peut se produire que si émergent dans chacune des nations des forces politiques représentatives qui ont fait leur conversion au concept de protectionnisme européen, qui gagnent des élections.

Dans le cas concret de la France, par contre, ça peut se passer à droite et à gauche, d'une certaine manière : je pense que les basculements d'attitude sur ces grandes questions économiques touchent avec des décalages les deux parties du spectre politique.

Par exemple, ce qui se passe actuellement au Parti Socialiste est quand même très intéressant. C'était inconcevable il y a quelques mois. La motion Hamon contient

tout à fait l'idée de contrôle du libre-échange. Ça émerge en tant que force politique. Compte tenu de ce qu'est la structuration des votes au Parti Socialiste, 19 %, ce n'est pas négligeable du tout.

Donc, l'Europe protectionniste, c'est une Europe dans laquelle les partis de gauche, de droite ont fait une conversion à cette idée, où on continue à voter, on peut continuer d'ailleurs à s'affronter sur toutes sortes d'autres choses dans un univers qui n'est pas asphyxié. Et la même chose en Allemagne. Et la même chose dans tous les pays en fait.

La « gouvernance sadique » des européistes et des libre-échangistes....

Donc en fait, il s'agit de faire revenir dans un premier temps le débat libre-échange/protectionnisme dans le jeu politique. Ce qui me fait parler dans le livre de « démocratie de manipulation », c'est que justement on a des systèmes politiques qui arrivent à évacuer avant même le débat principal cette notion... L'important, c'est de faire revenir les thématiques économiques, et cette thématique de contestation de la globalisation dans le débat politique démocratique.

Donc il s'agit bien de sauvetage de la démocratie, il s'agit pas d'une gouvernance d'un genre nouveau. Le projet des européistes et des libre-échangistes fous, c'est ce qu'on pourrait appeler le projet d'une « gouvernance sadique », contre l'intérêt des populations. Ce que je suis en train de proposer, c'est certes des élites raisonnables, mais ce n'est pas une gouvernance bienveillante et méprisante pour les peuples.

Pascale Fourier : Comment faire peser le poids de sa voix, de son vote, de l'opinion publique on peut dire sur des gens qui prennent des décisions au niveau de Bruxelles: c'est ça que je n'arrive pas à voir.

Emmanuel Todd : Non, mais il ne se passe rien à Bruxelles ! Bruxelles est une fiction ! Tout ce qui se trouve à Bruxelles en terme intellectuel , - comment l'exprimer, je ne voudrais pas être méprisant - mais, ce n'est

pas là que ça se passe. Ce qui se passe à Bruxelles se passe parce que les gens de Paris, de Berlin, ou de Londres, veulent bien que ça se passe. Donc il suffit tout à fait de reprendre le pouvoir intellectuel et politique à Paris et Berlin pour que les gens de Bruxelles soient alignés... ou virés !

Pascale Fourier : Est-ce que ce que vous disiez sur les différents types de familles peut expliquer le côté ... un peu effectivement bizarre des français.... contestataire en fait...?

Structures familiales et diversité européenne

Emmanuel Todd : Je suis souvent contesté comme économiste, ce qui est tout à fait normal, puisque je ne suis pas économiste...et donc en fait je dis des choses raisonnables en l'économie parce que je ne suis pas économiste... Pour ce que est de la profession d'économiste, voyez l'excellent livre de Gréau, La trahison des économistes, que je recommande. Sur les structures familiales, l'anthropologie, ça c'est mon domaine de compétence vraie. Vous allez dire peut-être que moi je délire dans mon domaine de compétence comme les économistes dans le leur... Mais donc l'essentiel de mon travail de chercheur, sur une vie de chercheur déjà longue, c'est d'essayer de comprendre comment la diversité des systèmes familiaux traditionnels peut expliquer des diversités de tempéraments nationaux.

Prenez les Français et les Allemands par exemple. Pour les Français, on va retrouver les idées de liberté, d'égalité dans la famille très individualiste, égalitaire, des paysans du bassin parisien à la veille de la Révolution française. Et puis on se rend compte qu'il y a des enfants qui doivent se marier de façon autonome, fonder des ménages, des règles d'héritage très égalitaires bien avant la Révolution, dès le Moyen Âge en fait. Et vous allez trouver là les racines du comportement de toutes les traditions anarchiste, radical-socialiste, l'esprit français - avec en plus en France un statut assez élevé de la femme qui se combine à ça.

En Allemagne, il y avait ce qu'on appelait la

famille souche: c'est des systèmes paysan à héritier unique, généralement l'aîné des garçons, quelquefois le dernier-né, avec un certain autoritarisme dans la famille, puisque l'aîné marié restait sous l'autorité des parents, et puis une inégalité fondamentale de la famille puisque les enfants ne valaient pas la même chose. Donc là, par contre, ça permettra d'expliquer dans les phases de transition l'émergence d'idéologies assez hiérarchiques dans la tradition allemande. Ça peut être des idéologies hiérarchiques paisibles de type démocratie chrétienne, ou social-démocratie, et puis dans les phases de crises religieuse et économique absolues, les nazis en fait.

J'adore l'Europe, j'adore m'y promener, particulièrement en Allemagne. Ma compagnie dit que c'est normal que j'aime l'Allemagne, car j'aime l'ordre et la saucisse. C'est un peu caricatural, puisque quand même le continent européen doit son alphabétisation globale à l'Allemagne: c'est là que ça a commencé avec la réforme protestante et donc l'Allemagne est vraiment au cœur du développement européen, bien avant l'industrie. Et c'est clair que quand on se balade en France ou en Allemagne, on voit très bien que ce sont des pays qui ont toujours des cultures différentes. Le rapport au feu rouge pour les piétons n'est pas le même dans les deux pays par exemple.

France, pays du désordre... et de l'ordre

Mais cela dit, la France n'est pas qu'anarchie. Si vous voulez trouver une culture de l'indiscipline, c'est plutôt vers l'Espagne qu'il faut aller, ce sera plus complet. Il y a là des systèmes souches en Espagne, en pays basque, en Catalogne, sur toute la bordure nord, mais il y a une beaucoup plus grande dominance de la famille nucléaire égalitaire du bassin parisien.

En France, vous avez sur toute la périphérie du système national, des systèmes souches : tout le Sud-Ouest, grand producteur de fonctionnaires, de postiers, avec des niveaux ou éducatifs plus élevés que le Nord en fait quand on regarde les cartes. J'y avais travaillé il y a assez longtemps, avant le recensement de 1982, mais je pense que cela reste toujours vrai. La France est aussi le pays de grandes différences territoriales et

puis d'un antagonisme interne. C'est vrai que le Bassin parisien, c'est la région d'un individualisme égalitaire, mais la périphérie - (l'Alsace évidemment, parce que les Alsaciens, en termes anthropologiques, c'est un morceau de l'Allemagne, mais aussi tout le Sud-Ouest, toute l'Occitanie sans la façade méditerranéenne), c'est une région plutôt de famille souche, d'ordre.

Et ce que je trouve extraordinaire dans l'Histoire de France, ce qui la rend séduisante à étudier et assez complexe, c'est que c'est le pays du désordre, mais c'est aussi le pays de l'ordre. C'est le pays où l'un des rituels est le caillassage de la police par les jeunes, mais c'est aussi le pays où tout le monde sait s'arrêter au premier sang: on l'a vu en mai 68, on l'a vu pendant les émeutes de banlieue. Vu des autres pays, c'est très évident. Je ne sais plus à quelle époque de grande grèves terribles où le pays était paralysé, il y avait un reportage extraordinaire où les réactions allemandes étaient : « Quel désordre ! », et les réactions italiennes : « Quelle discipline dans la grève! ».

Et donc la France, c'est le pays de l'ordre et du désordre à la fois. C'est ce qui rend la vie dans ce pays assez intéressante. Voyez je suis un bon patriote quand même! Et les gens – moi, ça me rend fou!- qui célèbrent l'identité nationale ne comprennent pas ça: ils ne comprennent pas que la France est le pays qui est si sûr de lui-même et de son Histoire que si des gamins crachent sur le drapeau, c'est dans la tradition nationale aussi. On n'est pas des Américains: on ne s'évanouit pas si le drapeau est brûlé parce qu'on est sûr de ce qu'on est.

Pascale Fourier : Et est-ce qu'on peut faire vivre en bonne entente des peuples avec des différences de structures sous-jacentes aussi importantes au sein de l'Europe ?

La nécessaire reconnaissance de la diversité européenne.

Emmanuel Todd : Je pense que c'est

possible si on en est conscient et qu'on l'accepte. J'avais été frappé quand j'avais publié L'invention de l'Europe, qui était une analyse assez poussée, une relecture de toute l'Histoire européenne depuis 1500 à peu près, partant d'une grille familiale, avec des cartes très précises, un livre qui mettait bien en évidence, à la fois les différences, ce que ça impliquait en termes de contribution nationale au développement de l'Europe: chacun avait son dû, l'Allemagne l'alphabétisation de masse, l'Angleterre la révolution industrielle - ça avait des rapports avec la plasticité de la structure familiale-, la France, l'égalité, la contestation, et la contraception aussi, puisque la France était pionnière dans le domaine du contrôle des naissances. Mais j'y soulignais des différences de mœurs. Et j'avais été frappé de voir à quel point le livre avait été bien perçu à Bruxelles dans les milieux de fonctionnaires internationaux, etc. J'avais entendu dire: « Votre livre, c'est incroyable, c'est vrai ! Ca marche ! Ca nous permet de mieux travailler ensemble. ».

Je pense que ça peut marcher si on accepte les différences. Si vous voulez, le conflit, c'est si on essaie de se raconter que les Allemands et les Français, c'est la même chose. Alors là, on va dans le mur. On va dans le mur simplement parce que ce n'est pas vrai. Vous allez en Angleterre, le premier truc qui saute aux yeux, c'est que les Anglais sont toujours vachement anglais. On est à des niveaux éducatifs et de consciences suffisants - et de voyage : les programmes Erasmus pour ça sont vraiment géniaux- pour accepter de percevoir cette diversité. Il y a deux choses qu'il ne faut pas se raconter: il ne faut pas se raconter que les peuples sont la même chose, et puis il ne faut pas se raconter que ce qui est en train d'émerger, c'est une élite européenne séparée des cultures d'origine. Parce que la vérité ultime, c'est que même les élites de chaque pays sont des caricatures leur pays d'origine! Un haut fonctionnaire français, c'est vraiment un français archétypal. Donc il ne faut pas retrouver le mythe d'une élite platonicienne détachée des contingences culturelles. La vérité, c'est que les élites françaises parlent français, pataugent en anglais, ne parlent pas allemand...

Gaël Brustier

Interview du 6 Février 2009

Thème: Parti Socialiste.

Partie 1/2

Quand le PS se revendique de la social-démocratie

Pascale Fourier : Dans votre livre, plusieurs fois vous utilisez quasiment de façon indifférenciée, ou tout du moins en première analyse, le mot « socialisme » et le mot « social-démocratie ». Effectivement j'avais repéré, depuis un certain temps, qu'on entend parler des socialistes comme étant des sociaux-démocrates. C'est une façon qu'ils ont eux-mêmes de s'appeler, depuis vraiment assez peu de temps. Est-ce qu'il y a une nuance entre social-démocrate et socialiste ? Ou, si on veut dire les choses autrement, est-ce que le fait que les socialistes maintenant se disent eux-mêmes sociaux-démocrates a un sens ? Est-ce que cette évolution a un sens ?...

Parti Socialiste... et social-démocratie

Gaël Brustier : L'évolution a un sens pour un certain nombre d'élites du Parti Socialiste. Historiquement, le Parti Socialiste se définissait en opposition à la social-démocratie, notamment le Parti Socialiste d'Épinay, puisqu'il n'avait pas vocation à aménager le capitalisme à Épinay, mais à favoriser la transition au socialisme, à une société socialiste. Dans les années 70, la social-démocratie est majoritaire en Europe, et l'enjeu par exemple pour les socialistes français est d'influencer les partis socialistes espagnols ou portugais au moment des transitions dans la région ibérique, et l'enjeu pour le SPD allemand est de les influencer dans un sens social-démocrate.

Donc il y a aujourd'hui dans le fait de se revendiquer de la social-démocratie, de la part de certains seulement, la volonté de s'aligner sur ce qu'on appelle le Parti des

Socialistes Européens (PSE), qui est dirigé par Rasmussen, et d'adopter les recettes - et les défaites- des social-démocraties européennes.

Les social-démocraties sont donc majoritaires dans l'espace germanique, Autriche, Allemagne; c'est aussi le New Labor; en Italie la social-démocratie a même laissé sa place simplement aux démocrates. Voilà. Donc on a une volonté simplement d'alignement idéologique d'une partie des élites. En général, cela survient avant les élections européennes, quand il faut faire ami-ami avec ses voisins et donner une espèce de semblant de vernis européen à son idéologie. Ceci dit dans les profondeurs du Parti Socialiste, on se définit comme socialiste, et pas comme social-démocrate...

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous disiez que la social-démocratie était majoritaire en Europe. Ce que je n'ai pas réussi à comprendre, c'est si cela veut dire que le Parti Socialiste, tel que je l'ai connu quand, par exemple j'étais petite, était plus à gauche que l'ensemble des structures qui se reconnaissent comme social-démocrates dans les autres pays ? Ou, dit autrement, ils n'avaient pas de parti socialiste chez eux ?...

Gaël Brustier : Incontestablement, le Parti Socialiste était le plus à gauche des partis socialistes européens, peut-être avec le PS belge, avec le PS suisse aussi, le parti travailliste à une certaine époque (fin des années 70, 79 particulièrement). Le cas de l'Italie est un peu particulier, parce qu'ils avaient un Parti Communiste extrêmement fort; en Espagne et au Portugal, la lutte a été

menée entre les socialistes et les sociaux-démocrates, Mario Soares finissant par rompre l'alliance avec le PC avec le MFIA. Donc le PS, oui, effectivement à Épinay, au cours de tous ses congrès jusqu'à 83, est un des partis les plus à gauche d'Europe. Il l'est encore d'une certaine manière ensuite, et il y a un poids culturel qui pèse sur le Parti Socialiste qui fait qu'il a du mal à se fondre culturellement dans l'héritage social-démocrate européen.

Pascale Fourier : Pourquoi ?

Gaël Brustier : Cela, c'est inhérent à l'histoire du PS français depuis 1920, avant, avec la synthèse de Jaurès d'ailleurs, avec le fait que les socialistes, qui étaient par rapport aux communistes des sociaux-démocrates effectivement (puisque on opposait sociaux-démocrates et communistes), ont toujours espéré établir une société socialiste, une transition socialiste, et la conquête du pouvoir. Les discours de Blum sont des discours très influencés par le marxisme et le Parti Socialiste est un parti beaucoup plus influencé par un marxisme assez orthodoxe que d'autres partis européens qui ont adopté diverses révisions successives des doctrines socialiste et marxisme, jusqu'au mytique congrès de Bad Godesberg en 1959 que le PS nous présente comme une espèce de saut qualitatif... - alors que ce sont des recettes des années 50.

Pascale Fourier : Qu'est-ce que c'est, Bad Godesberg?

Gaël Brustier : Bad Godesberg, c'est le moment où le parti socialiste allemand décide d'abandonner toutes les références marxistes, la collectivisation de l'appareil de production etc.. Donc c'est le moment où il se « social-démocratise », c'est-à-dire où il accepte le système capitaliste et où il accepte pour fonction d'avoir à l'aménager simplement, en partenariat avec les syndicats, et de ne pas renverser le système capitaliste. C'est propre aux années 50 d'abord, au système de développement économique allemand. C'est ensuite propre à l'histoire de l'Allemagne puisque les communistes allemands et les socialistes allemands, d'abord à cause de 1919 et l'exécution par les sociaux-démocrates des leaders spartakistes, et ensuite à cause de

l'occupation des länders de l'Est par les soviétiques et la création de la RDA, se sont quelque peu fâchés. On le voit encore aujourd'hui puisqu'il est impensable pour un grand nombre de sociaux-démocrates de s'allier avec le parti Die Linke qui comporte en son sein d'anciens communistes d'Allemagne de l'Est.

La substitution de l'idéal européen à l'idéal socialiste.

Pascale Fourier : En France, finalement le Parti Socialiste est assez à gauche, jusqu'en 83. Il était uni, et brutalement il a changé ??? Qu'est-ce qui s'est passé en 83 ?

Gaël Brustier : Il y a toujours eu des tensions au sein du Parti Socialiste, dans les années 70, avec notamment la question de l'Europe. On a vu plusieurs débats dès le début des années 70: le rapport avec l'OTAN, le rapport avec le serpent monétaire européen, la définition du rapport avec les États-Unis. Il y a toujours eu de grands débats qui ont vu s'opposer les tenants d'une ligne plus radicale - on va dire le CERES de Jean-Pierre Chevènement par exemple-, et l'autre partie du Parti Socialiste, souvent rassemblée derrière François Mitterrand, mais pas toujours, qui était beaucoup plus modérée.

On a en 1983 un choix économique fondamental qui est celui de ne pas sortir du système monétaire européen et d'adopter une politique autre que celle pour laquelle la gauche a été élue en 1981. Donc 83, c'est le moment où on fait le choix de l'Europe plutôt que du socialisme. C'est assumé comme tel par François Mitterrand qui établit à ce moment-là que l'horizon des socialistes, et l'horizon pour la France, ce n'est pas le socialisme, c'est l'Europe.

Alors ça aboutit à 1992 - donc après l'Acte unique de 1985-86 mis en place par Jacques Delors, lui-même grand social-démocrate, puis 92 le traité de Maastricht- où les socialistes accomplissent une mue liée à l'adoption de l'Europe comme projet de substitution au socialisme et à un certain alignement atlantiste. À l'époque, en 1990-91, il y a un livre qui sort d'ailleurs de Didier Motchane qui est fondateur du CERES et qui

accuse François Mitterrand de mener un « atlantisme en charentaises ». Le titre était assez drôle. Mais il symbolise bien le fait que, en fait, les socialistes quittent cette espèce d'originalité qui était la leur, qui était en gros d'être un parti de transition socialiste, un parti républicain, et ils adoptent les recettes sociales libérales.

Ils pensent que le marché a gagné, ils adoptent également l'atlantisme puisque très vite ils adhèrent aux idées de George Bush père, le nouvel ordre mondial. Tout ça est symbolisée par le congrès de L'Arche au début des années 90 où Michel Charzat écrit un texte qui établit comme idée force la complexité du monde: le monde est complexe, donc on ne peut plus rien faire en gros... Je schématise, mais voilà. Donc ça, c'est l'histoire du PS. Le PS aujourd'hui moins à gauche qu'hier, peut-être... Moins à gauche que demain, ça c'est la question aussi... On verra...

Pascale Fourier : Je n'ai pas exactement compris pourquoi subitement, enfin du moins apparemment, les socialistes ont substitué le projet européiste au projet de construire le socialisme en France par exemple.

Le tournant de 1983

Gaël Brustier : D'abord, ça n'est pas subit. Il y a des tensions anciennes au sein du Parti Socialiste sur la question de l'Europe. Il y a des choix fondamentaux qui se font au début des années 80, des choix qui sont dictés par plusieurs considérations, des considérations géopolitiques de rapport avec les autres pays d'Europe de l'Ouest et avec les États-Unis. On est en pleine vague néolibérale. Thatcher et Reagan ont été élus, et on a un monde qui bascule dans le néolibéralisme. Et, à contretemps, la France essaie de bâtir le socialisme.

On a donc à ce moment-là le choix assez fondamental de Mitterrand. Il y a deux voies. Celle de persévérer dans l'optique socialiste des 110 propositions de 1981, et de poser la question d'un gouvernement qui favorise la transition effective au socialisme (Ça, c'est souhaité toujours par le CERES et par une partie des amis de François Mitterrand, dont Pierre Bérégovoy d'ailleurs). Et puis il y a l'autre ligne qui est de se normaliser, de se normaliser par rapport à l'Europe, et cette

ligne-là est favorisée par Jacques Delors, avec un certain talent d'ailleurs, et puis par des conseillers comme Elisabeth Guigou, qui sont contre la dévaluation, qui sont contre sortir du système monétaire européen parce qu'ils disent demain, ce sera pire. Donc il y a toute une technocratie qui en fait s'appuie sur le versant social-démocrate européen du Parti Socialiste et qui favorise la normalisation européenne de la France, c'est-à-dire l'adoption des recettes, petit à petit, libérales.

Il y a un symbole: en 1983, il y a un syndicaliste CFDT, dans l'Est de la France, en Lorraine, qui hurle – il y a une photo...- contre un député socialiste qui est en face,... et c'est le moment de la rupture avec les classes populaires. 1983, début la rigueur, l'alignement européen. Fin 83 comme par hasard, Dreux, percée du Front National. Et là, on a le tableau socio-politique des 25 années suivantes qui est établi. Toute l'intrigue se noue à ce moment-là, tous les acteurs du drame sont dès lors réunis.

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous disiez « se normaliser par rapport aux autres pays européens » : mais pourquoi ? C'était quoi, leurs arguments ?

Gaël Brustier : L'argument, il est qu'on ne peut pas être seul, on ne peut pas construire le socialisme contre les vents dominants. « Les vents dominants », l'expression est de Jacques Delors. Les vents dominants donc, c'est le néolibéralisme. En janvier 1981, donc c'est juste avant l'élection de François Mitterrand, il ne faut pas oublier que Ronald Reagan a dit lors de son investiture à Washington: « L'État n'est pas la solution à notre problème, l'État est notre problème ». Donc il y a une percée des idées néolibérales partout.

Il y a dans la hiérarchie du Parti Socialiste et surtout dans la technocratie social-libérale, déjà à l'époque, des gens qui estiment que l'on ne peut pas aller contre ces vents dominants et que l'on doit adopter des recettes plus libérales. En 1985-86, il y a un manuel qui sort, un livre d'économie, qui est signé de Jacques Delors et Pierre Moscovici, qui se présentent eux-mêmes comme des sociaux-libéraux. On trouve même dans le cinéma des dialogues de cette époque-là : « Je suis socialiste, je crois en une économie

de marché », « Je suis socialiste, je suis pour une économie libérale », c'est Jean-Pierre Marielle qui le dit dans un film avec Daniel Auteuil ...C'est pour dire que culturellement, à ce moment-là, on commence à troquer le socialisme contre l'Europe... et puis on y adjoint un certain nombre d'idéologies un peu foireuses, il faut dire les choses comme elles sont, parce qu'elles ont fait beaucoup de mal à l'intelligence collective du Parti Socialiste et de la République: c'est l'antiracisme. C'est tout à fait sympathique de prime abord, mais l'antiracisme, c'est une espèce de succédané de la lutte contre les inégalités. Donc en fait, on invente les discriminations - qui existent, il y a beaucoup de sociologues qui ont démontré qu'on n'était pas discriminé uniquement sur des critères économiques, mais aussi sur des critères ethniques de couleur de peau. Mais même pas seulement. Ça peut être entre des individus dit d'une même ethnie, il peut y avoir des ségrégations qui sont liées à des codes, etc.. Mais l'antiracisme devient une espèce d'idéologie de substitution. Une espèce d'idéologie d'accompagnement. Et puis il y a une espèce de grand élan caritatif où tout le monde fait des disques pour tous les malheureux du monde sans se poser de questions politiques. Avec aussi en arrière-plan tout ce qui est la queue de comète des nouveaux philosophes, de l'idéologie antitotalitaire. Et puis l'ébauche de ce qui va devenir le néo-conservatisme européen, avec des gens comme Bernard Kouchner d'ailleurs.

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous disiez que finalement, les socialistes ont fait le choix de suivre les vents dominants. Pourtant ces vents dominants, ce n'était pas la première fois qu'ils apparaissaient dans l'histoire et dans l'économie. Le libéralisme, on savait bien ce que c'était, ce n'était pas une grande nouveauté dont on ne savait pas ce que ça supposait. Or quand on écoute les socialistes, on a l'impression qu'ils n'ont pas bien vu les choses...

Nouveauté du néolibéralisme.

Gaël Brustier : Le néolibéralisme tel qu'il apparaît dans les années 70 et 80 est une idéologie relativement nouvelle. Il a certes ce qu'on définissait aux États-Unis comme le

parti du big business dans les années 1920. On a connu dans les années avant aux États-Unis des gens qui étaient proches des milieux d'affaires. Mais l'idéologie qui naît au sein du parti républicain dans les années 60 avec des théoriciens comme Friedmann qui influence beaucoup, comme Hayek sur le plan mondial, avec la Fondation du Mont Pèlerin, etc. sont des groupes qui renouvellent puissamment l'idéologie libérale, l'idéologie néolibérale: ils le revendiquent comme tel. Ils sont non pas libéraux, mais presque libertariens et tout ça naît au sein de la droite américaine anglo-saxonne où on établit les dogmes économiques qui sont non seulement libéraux, c'est-à-dire pour la libre entreprise - mais ça, ça peut se comprendre- , mais qui sont contre toute forme de régulation de l'État, qui sont pour le moins d'État, pour la réduction de l'État à sa portion congrue. Et c'est cette idéologie qui influence Ronald Reagan dès son élection comme gouverneur de Californie en 1966 et qui le mène au pouvoir en 1981. Donc ça, c'est relativement nouveau. Le néolibéralisme, c'est-à-dire de privatisation de tous les secteurs de l'économie., s'est mis en place d'ailleurs au Chili en 1973 par Pinochet qui fait venir un économiste qui est de l'école de Chicago et qui établit la privatisation totale de l'économie, la déréglementation dans le travail, la liberté totale d'entreprendre, mais qui fait fi de la démocratie puisque pour avoir une société épanouie, il faut dans le même temps enfermer des gens dans des stades et les torturer si possible.

Donc ça, c'est les premières ébauches du néolibéralisme. C'est une idéologie qui va beaucoup plus loin que la libre-entreprise, c'est une idéologie de destruction totale de tout ce qui peut être une entrave au marché. Donc le néolibéralisme, c'est ça. C'est l'édification d'un système complètement dédié au marché.

Pascale Fourier : Oui, mais quand les socialistes voient, ou votent, je n'en sais rien vous me le direz, la libre circulation des capitaux, l'ouverture des frontières aux marchandises etc., ils n'ont pas un instant penser aux conséquences que ça pouvait avoir? De laisser tant de pouvoir que cela aux détenteurs de capitaux qui pouvaient venir, s'en aller, repartir, investir, laisser tomber... Socialement, ça ne pouvait pas ne pas avoir

d'influence, ça ne pouvait pas ne pas avoir d'influence de susciter de mise en concurrence les systèmes sociaux... donc du coup, pour ainsi dire invalider tout choix démocratique des peuples dans un territoire national...

Pourquoi le tournant de 83 ?

Gaël Brustier : Moi, je ne sais pas s'ils ont mesuré les conséquences. A l'époque, je n'ai pas pu en discuter avec eux parce que j'étais trop petit. Mais il est fort probable qu'ils aient simplement cru qu'il fallait le faire parce que c'était le seul moyen de dégager de la croissance. Leur problème, c'est qu'ils arrivaient après la crise, la crise d'années 70. Il fallait relancer l'économie et donc on a cherché aussi comment relancer la croissance. Il y a le problème des grandes entreprises, à l'époque qui font pression parce qu'elles cherchent à faire des profits et que les profits s'amenuisent. Donc on a, de la part de la technocratie du Parti Socialiste, la simple volonté peut-être de servir leur pays.

Ils se sont peut-être trompés de bonne foi. Moi je ne crois pas beaucoup à la figure du traître, du complot, ou du retournement de veste opportuniste par pur plaisir d'être opportuniste. Je pense qu'il y a une conjonction de facteurs. Un certain nombre de gens comme Jacques Delors ont pensé nécessaire de faire l'Europe par le marché pour avoir l'Europe sociale ensuite. Je pense que d'autres se sont rêvés au cœur de l'argent tout à fait avec bonheur - on voit ce que ça donne aujourd'hui, y compris en termes maintenant de retournements de

veste. Mais je ne pense pas qu'ils aient véritablement fait le lien. Tout d'abord parce qu'ils n'avaient pas le recul historique. La percée des idées de Milton Friedmann, quand on fait le choix en 1983, la percée de ses idées date de 4,5 ans. Ce sont des idées relativement neuves. Tout le monde y compris Yves Montand, ancien communiste, fait une émission sur la crise; tout le monde se pique de libéralisme, d'esprit d'entreprise: il faut se prendre en main, se secouer, et puis on va tous s'en sortir, en cassant l'État, la République et en donnant plus de marges de manœuvre aux actionnaires - et puis les décisions techniques petit à petit sur la création des marchés financiers, etc. Voilà. Je ne pense pas que ce soit délibéré. Je ne pense pas qu'il y ait une volonté délibérée chez les socialistes de trahir ce pour quoi on a été élu.

Je pense qu'il y a des choix assez fondamentaux de la part de François Mitterrand, des choix géopolitiques qui peuvent se comprendre dans le contexte dans lequel on est dans les années 80. Il dit à Régis Debray d'ailleurs: « Voyez votre ami Allende, il s'est mis à dos les États-Unis et la bourgeoisie. On ne peut pas se mettre à dos les deux en même temps ». En gros, j'ai effrayé la bourgeoisie française, qui fantasmait complètement sur Mitterrand marxiste, je ne peux pas faire du mal aux Américains. Donc il faut être conscient de ces réalités géopolitiques-là, du jeu qu'a joué Mitterrand, et puis son tempérament, qui est celui d'un homme politique qui veut durer. Il a un rapport au temps qui est particulier, qui est aussi lié à son état personnel dès la fin 81: il veut durer et imprimer sa marque au pouvoir, fût-ce au détriment du socialisme....

Gaël Brustier,

auteur de les Socialistes, les altermondialistes et les autres...

Interview du 6 Février 2009

Thème: Parti Socialiste.

Partie 2/2

Les socialistes, les altermondialistes et les autres...

Pascale Fourier : Face à la crise du modèle économique néolibéral - c'est peut-être comme cela qu'il faut l'appeler, peut-être autrement, vous me le direz - , on ne peut pas dire que la réaction des socialistes soit forte, virulente, qu'ils fassent une analyse de ce qui est en train de se passer qui enfin éclaire l'ensemble de la population... Bref on a toujours l'impression que ce n'est pas du côté des socialistes qu'on va avoir quelque espoir d'une transformation positive des conditions sociales. Je me trompe ?

Gaël Brustier : Peut-être. Pour beaucoup de raisons. D'abord il ne faut pas jeter la pierre au Parti Socialiste de manière trop définitive. C'est un parti qui a beaucoup évolué dans l'Histoire, qui a connu bien des vicissitudes. Le PS aujourd'hui est-il plus honteux, plus détestable que la SFIO de Guy Mollet après la guerre d'Algérie? Je n'en suis pas sûr.

Les socialistes et la mondialisation

Je pense que les socialistes ont un gros problème avec la géopolitique et avec la compréhension de ce qu'est la mondialisation. Ils n'ont jamais vu la mondialisation autrement que sous l'angle du : « Ah c'est vrai que maintenant on peut téléphoner à Tokyo! Tout va beaucoup plus vite, et puis on peut prendre l'avion et se retrouver au bout du monde en moins de 24 heures, donc la mondialisation est là ». Non, la mondialisation ce n'est pas ça. C'est vrai

qu'il y a une augmentation de ce qu'on appelle les interdépendances humaines. Mais la mondialisation à un versant assez détestable qui s'appelle la globalisation financière. Cette globalisation-là postule le libre-échange total de tout bien, service, actif financier dans le monde. Et elle a mis en coupe réglée toutes les sociétés humaines.

Cette réalité-là est liée à l'évolution de la géopolitique américaine et à la lutte des États-Unis contre leur propre déclin, qui va encore se poursuivre aujourd'hui puisque les États-Unis, bien qu'il y ait Obama, ont quand même une difficulté historique qui est de faire face à leur propre déclin et à prolonger le plus longtemps possible l'emprise qu'ils ont sur le monde. Je suis au Parti Socialiste et j'ai toujours l'impression que mes camarades ont une certaine naïveté par rapport aux États-Unis, une certaine naïveté par rapport à la réalité politique du monde, par rapport aux sociétés humaines, aux contingences historiques qui pèsent sur les sociétés humaines. Et ils n'ont pas encore fait leur aggiornamento géopolitique sur la mondialisation. Ça va venir. Je pense que c'est qu'une question de temps. Il faut entretenir un dialogue au sein de Parti Socialiste. Enfin moi j'invite les altermondialistes, les républicains, à poursuivre le dialogue avec les socialistes. Ça va venir. Il ne faut pas désespérer trop vite du Parti Socialiste. Il faut avoir un rapport serein avec lui, bien que sévère parfois... Il ne faut rien passer au Parti Socialiste; quand il a des impasses idéologiques, il faut les mettre en évidence. Il faut avoir un dialogue avec lui et il faut critiquer.

Pascale Fourier : Il y a vraiment quelque chose que je ne comprends pas chez les socialistes, c'est que l'acceptation de la mondialisation telle qu'elle est renvoie la décision politique - peu ou peu, pas toujours, il faut moduler, etc.- à des instances supranationales, ou en tout les cas on entend un appel à la gouvernance qu'elle soit mondiale ou européenne, et ça a l'air de passer complètement à la trappe finalement la démocratie qui se déploie dans l'espace national me semble-t-il, et du coup la souveraineté, et donc d'un certain côté aussi l'émancipation humaine qui faisait pourtant le soubassement de l'idéologie socialiste, s'il faut dire choses comme ça. Je ne comprends pas qu'ils aient jeté ça aussi par-dessus bord.

Gaël Brustier : Il y a problème des socialistes avec la République. En 1983, s'il était nécessaire d'adosser le socialisme à une idée plus vaste et un projet pour la société française, c'était plus à la République qu'il fallait l'adosser qu'à l'Europe. Il y a un petit problème effectivement du PS avec la mise en place d'un pouvoir politique efficace et volontaire au service de l'émancipation humaine. Et ils ont un petit problème avec les principes républicains, avec ce que c'est qu'un État républicain, une politique industrielle. Très souvent ils sont un peu inhibés, et ils s'en remettent toujours aux idées dominantes, pour certains.

Plus simplement, il y a un problème en fait du contact du Parti Socialiste avec les classes populaires. La rupture en 1983 n'a jamais été réparée. Il n'y a jamais eu de retrouvailles entre les classes populaires et le Parti Socialiste, jusqu'ici -légèrement avec la campagne Ségolène Royal-, mais on n'a pas l'association des classes populaires à un projet émancipateur pour la France de la part du Parti Socialiste, pour l'heure un parti de gestion, tout à fait sympathique au demeurant, avec des gens qui ne manquent pas de talent... Mais, quand on regarde un certain nombre de responsables, effectivement ils n'ont pas beaucoup de vision, ils n'ont pas de conscience de ce que c'est que la sociologie française aujourd'hui. Je parle des élites, pas des cadres intermédiaires du Parti Socialiste ou des militants, mais de la petite oligarchie du Parti Socialiste et de ceux qui l'entourent. Ceux-là n'ont pas vraiment conscience de ce que c'est que la sociologie française, pas plus

qu'ils n'ont conscience de ce que c'est que la mondialisation. Mais il n'y a rien d'irréparable non plus.

Pascale Fourier: Pourquoi pas irréparable ?

Pourquoi le PS va nécessairement évoluer.

Gaël Brustier : Parce que je pense que la gauche de la gauche définit souvent le Parti Socialiste comme un parti de la moyenne bourgeoisie, un peu installée, un peu satisfaite d'elle, etc. C'est un peu sévère. Néanmoins il faut quand même prendre conscience d'une chose, c'est que ce sont justement les classes qu'est censé représenter le Parti Socialiste aujourd'hui, c'est-à-dire la moyenne bourgeoisie, qui sont les dernières victimes de la mondialisation, les plus soumises à la précarité. Et il n'y a aucune raison de penser que cette réalité sociale-là n'ait par un impact direct et rapide sur l'idéologie du Parti Socialiste.

Je crois que, quand on est un homme ou une femme, n'importe lequel, sa vision du monde évolue plus, pour être très basique, en fonction de sa difficulté à remplir son frigo qu'en fonction des modes et idéologiques de Saint-Germain-des-Prés. Et je pense que c'est l'inverse pour les énarques du Parti Socialiste qui sont plus soumis au jugement de BHL et de quelques éditorialistes de la presse que le reste de leur parti qui, lui, commence à vivre des difficultés: c'est tout bête, mais ce sont des Français comme les autres, ils ont un fils au chômage, une femme dans la précarité, un peu plus de difficultés à vivre qu'hier, etc. Ça, ça va peser sur l'orientation du Parti Socialiste. Et après se posera la question, effectivement, d'une stratégie alternative à la non-stratégie qu'il a développée jusqu'ici.

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous disiez que les altermondialistes doivent dialoguer avec le Parti Socialiste. Est-ce qu'on ne devrait pas dire aussi l'inverse ? Est-ce qu'on ne devrait pas dire : « Il faudrait quand même que le Parti Socialiste songe à montrer un peu moins de morgue vis-à-vis de ceux qui sont plus à gauche que lui disons... - ou des altermondialistes, je sais pas comment il faut les appeler.

Un atout : le PS ou le contact avec la population grâce à ses élus locaux

Gaël Brustier : Moi, je crois que il ne faut pas être trop sévère avec le PS. Quand je dis que le PS a une mauvaise analyse de la mondialisation, je le pense. Qu'il un problème avec la géopolitique, avec ce que peut être une realpolitik internationale, je le pense. Quand je dis qu'il a un problème avec la sociologie française, la compréhension de ce que c'est que la nouvelle sociologie française, je le pense également.

Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas travailler avec le Parti Socialiste, et ça ne peut pas dire, encore moins, que le Parti Communiste et tout ce qui est organisation de la gauche de la gauche qu'on voit pulluler jour après jour avec les titres les plus invraisemblables et les affiches les plus grotesques sur les murs de Paris... a beaucoup de leçons à donner au Parti Socialiste sur la compréhension de la sociologie française. Parce que qui peut se targuer d'être plus au contact avec la réalité sociale du pays que tous les élus locaux qui forment le gros des rangs du Parti Socialiste,? Et il y a quand même la majorité des élus qui ont dans la permanence des gens en difficulté: ce sont des élus du Parti Socialiste. Donc le parti organique de la gauche aujourd'hui, c'est le PS.

Il va être forcé d'évoluer. Moi, ce n'est pas un pari que je fais, j'en ai la certitude. Il va être forcé d'évoluer sous le poids de la colère des classes moyennes qui aujourd'hui sont dans une difficulté épouvantable. Maintenant la question, c'est de savoir si la gauche de la gauche et les altermondialistes d'ailleurs pas la même occasion qui sommeillent depuis quelque temps, vont eux découvrir la République et avoir un rapport un peu plus sain avec le pouvoir et concevoir un projet global émancipateur, donc le dialogue avec la social-démocratie qui finira bien par dialoguer avec eux, parce que de toutes façons le Modem ne rapportera rien électoralement, ou alors il les bouffera tout simplement - il n'y aura pas d'alliance avec le centre comme entité politique parce que ce n'est tout simplement pas possible. Il faudra bien engager ce dialogue.

Mais plus simplement, il faut aller à la rencontre des Français, enfin des vrais. Il me

semble quand même qu'en matière de liens avec les catégories populaires toutes les abracadabrantesques boutiques de gauche de la gauche ne peuvent pas tellement se targuer d'avoir un meilleur rapport avec les classes populaires. 1 % des ouvriers à la dernière élection présidentielle ont voté pour Mme Buffet. 1 % des ouvriers. Quand on faisait la majorité - la majorité relative, certes - des ouvriers dans les années 60, 70 en France, et qu'on n'a plus que 1 % des ouvriers qui votent pour le Parti Communiste, c'est quand même aberrant que ce soit encore le Parti Communiste, après les campagnes qu'il fait, qui donne des leçons au Parti Socialiste ! C'est la même réalité pour le reste de la gauche de la gauche.

Un nécessaire dialogue entre le PS, les altermondialistes et la gauche de la Gauche.

Ce que je dis est sévère vis-à-vis du Parti Socialiste, vis-à-vis de la gauche de la gauche aussi, mais c'est aussi un message d'espoir, c'est-à-dire que je pense qu'il y a des ressources d'intelligences dans toutes ses structures, d'intelligence individuelle - il n'y a pas d'intellectuel collectif à gauche efficace, mais il a des ressources de gens qui sont brillants, intelligents, volontaires, il y a des militants exemplaires. Ce qui leur manque, c'est cette espèce d'articulation entre une compréhension de ce qu'est la sociologie du pays et l'établissement d'une stratégie et d'une coalition sociale majoritaire en France.

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous disiez qu'il faudrait que les altermondialistes comprennent enfin ce que c'est la République. Vous vouliez dire quoi ?

Les altermondialistes , la République et la laïcité.

Gaël Brustier :Je pense que, contrairement à un certain nombre d'altermondialistes, qu'on ne peut pas faire l'impasse sur les questions républicaines qui sont celles de l'État républicain, ce que c'est qu'une politique industrielle par exemple. Chez beaucoup d'altermondialistes - j'ai été membre d'Attac pendant 10 ans-, je n'ai pas trop eu le sentiment que la politique industrielle faisait partie des priorités d'un

certain nombre de gens qui se trouvaient à Attac. De quelques-uns oui, sûrement des fondateurs d'ailleurs d' Attac, très certainement. Maintenant vous avez beaucoup de gens au sein d' Attac qui ignorent délibérément la problématique industrielle. De même, ils ignorent complètement ce qu'est la laïcité, ce que sont les Lumières par exemple. Il ne me semble pas inutile de revenir quand même à quelques fondamentaux républicains établis par nos aïeux. C'est peut-être très ringard, mais je pense quand même que la laïcité émancipe plus qu'elle n'opprime. Alors vous avez des altermondialistes qui croient malin d'aller parader avec tous les intégristes religieux possibles et imaginables au nom du droit à la différence. C'est soit du cynisme, soit de la bêtise. Si c'est du cynisme, c'est grave politiquement. Si c'est de la bêtise, ça se passe de commentaires.

Je pense qu'il y ait un problème avec un certain nombre d'altermondialistes avec la République, qui se traduit sous deux aspects effectivement : le rapport avec le pouvoir - on a du mal à envisager l'exercice de pouvoir au service d'un projet émancipateur - et on a du mal à découvrir les principes républicain - ça s'est vu au moment de l'affaire sur le voile d'ailleurs, puisque, à Attac, vous aviez tout un tas de gens qui prônaient la défense des filles voilées au nom du droit à la différence, du respect de leur identité... Tout ça, ça me semble plus être de l'agitation que des choses bien sérieuses.

Pascale Fourier : Vous disiez; «Il y a l'espoir». Il y a de l'espoir à brève échéance ?

Dialoguer sur les questions essentielles

Gaël Brustier : Les choses peuvent aller très vite. Il me semble que l'urgence serait de faire en sorte que d'abord on renoue un dialogue politique. Un vrai dialogue politique. Non pas des discussions de boutique à boutique qui sont stériles. Non pas l'établissement d'un dialogue basé sur des mythes, c'est-à-dire « je suis plus à gauche, nous sommes vraiment à gauche, pour une politique de gauche »... avec des histoires de curseurs qu'on déplace plus ou moins à gauche, qui ne veulent strictement rien dire. Il faut un dialogue, comme je le disais, sur

l'analyse que l'on peut faire ensemble de la mondialisation et donc de la crise. Sur la question du protectionnisme européen, qui me semble-t-il, est fondamental pour retisser un lien avec les classes populaires. Et, corrélativement, une analyse de ce qu'est la sociologie française aujourd'hui en 2009.

Il me semble que ces trois axes-là, sur l'analyse, doivent primer. Tout simplement, il faut qu'on se rencontre entre gens de gauche, entre progressistes -on peut appeler cela comme on veut, « altermondialistes », « socialistes » et « autres », et qu'on discute tout simplement de l'analyse que l'on fait de la mondialisation. On s'apercevra qu'un certain nombre de gens ne partagent pas la même analyse de la mondialisation. Il y aura des désaccords. Mais on peut aboutir quand même à une analyse commune minimale sur la mondialisation dans son versant géopolitique, sur le libre-échange donc sur le protectionnisme, et sur la sociologie française.

Je parle de la sociologie française parce qu'aujourd'hui les questions liées au monde ouvrier, au monde des employés, aux conditions de travail, à ce que c'est qu'habiter dans un pavillon à 120 km de Paris et faire pour travailler 80 km aller, 80 km retour, sont des choses qui ne sont absolument pas traitées par les appareils politiques de gauche, de gauche de la gauche, etc. Ces questions-là sont fondamentales. Le décrochage avec les classes populaires s'est fait depuis bien longtemps; elles ont voté Sarkozy aux dernières élections présidentielles.

Il y a de l'espoir parce qu'on peut redéfinir un projet pour la France, pour cette France-là, qui soit un projet qui rassemble, pour paraphraser Giscard, deux Français sur trois, c'est-à-dire tous ceux qui sont les grands perdants de la mondialisation néolibérale aujourd'hui. Ça, c'est possible. Il faut faire confiance quand même à l'intelligence des hommes. On peut être sévère avec le collectif que nous formons à gauche, mais je pense qu'on dispose vraiment des ressources humaines et des ressources en intelligence pour changer le cours des choses et le cours historique de notre pays.

Frédéric Lordon,

directeur de recherche au CNRS,

Interview du 6 Mars 2009

Thème: la crise !

Partie 1/4

Crise: la nécessaire nationalisation intégrale des banques

Pascale Fourier : Frédéric Lordon, vous êtes directeur de recherche au CNRS, et notre président va pouvoir être très content, parce que visiblement vous avez trouvé quelque chose... Vous m'avez dit tout à l'heure que, tel Popeye avec ses petits muscles, vous aviez trouvé en octobre un magnifique plan pour sauver l'ensemble de l'économie de la planète.

Frédéric Lordon: Du système solaire plutôt... C'est très bien. C'est un lancement extraordinaire : je suis dans les meilleures conditions possibles pour ne pas avoir l'air d'un âne.... Je vous remercie beaucoup Pascale Fourier.... Alors, il se trouve qu'au mois d'octobre, une idée m'est passée par la tête, ce qui est rarissime pour un chercheur.

Octobre 2008 : ce qui a été fait....

A ce moment-là quel est le problème ? On a un problème de dette des ménages, de dette immobilière des ménages. Le paquet de mauvaises dettes est rondet, mais il est quand même assez bien circonscrit: on pourrait encore s'en tirer à la rigueur, pourvu qu'on fasse la chose qu'il faudrait faire. Et la chose qu'il faudrait faire, c'est précisément ce que n'ont pas fait les autorités des États-Unis, ce qui est quand même très intéressant d'ailleurs : ce qui me frappe, c'est la très médiocre qualité de la réponse des pouvoirs publics depuis cet automne. Ce n'est pas qu'ils ont tout faux sur toute la ligne, ce n'est pas ça: les pouvoirs publics ont appris en 80 ans. Depuis la crise de 29, ils ont un peu appris et donc il y a des bêtises qui n'ont pas été faites cette fois-ci, et ça, ça vaut quand

même le coup d'être noté. Deux bêtises en particulier ont été évitées. En 1929, la Réserve fédérale avait conduit une politique monétaire très restrictive - il s'en était suivi un désastre pur - et, dans les premières années de la récession en tout cas, l'orthodoxie voulait qu'on ne relance pas par le budget: ce n'était pas bien. Ça, ce sont deux sottises-là n'ont pas été faites. La Réserve fédérale, comme la Banque Centrale Européenne - il faut leur accorder cela, les banques centrales en général ont ouvert leurs robinets à liquidités et pas qu'un peu. Les gouvernements mobilisent leurs finances publiques pour des volumes qu'on n'avait pas vus depuis très très longtemps. Donc tout, ce n'est pas mal...

... et ce qui aurait dû être fait pour arrêter la crise.

Ce n'est pas mal, mais ça ne fait pas le job, à mon avis. Et en particulier, ça ne fait pas le job du nettoyage des écuries bancaires. Il y a un plan qui avait été prévu, qui avait été lancé quelques semaines après le naufrage de Lehman Brothers qui est connu sous le doux nom de TARP, Troubled Asset Relieve Program, qui était un moyen pour racheter les mauvais actifs qui plombaient les bilans des banques. Et c'est le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, qui avait eu cette fameuse idée. Il avait mis sur la table un petit paquet tout de même : il a mis 700 milliards de dollars. Ce n'est pas rien! Mon impression à l'époque, c'est que ces 700 milliards de dollars n'étaient pas adéquatement dépensés. Disons que, déjà, il aurait fallu

arrondir à 1000 pour faire plus simple, mais surtout ce n'est pas aux banques qu'il fallait les donner. Il fallait renflouer les ménages pour renflouer les banques. Ca semble être une étape supplémentaire qui n'a aucun intérêt puisque à la fin des fins cet argent va bien revenir aux banques et pourtant cette étape supplémentaire changeait tout.

Elle changeait tout pour les raisons suivantes. La première chose, c'est que, si on faisait ça, on lissait la charge pour les finances publiques sur les calendriers initiaux des dettes immobilières, c'est-à-dire 20 ou 30 ans. Et sortir 700 milliards ou 1000 milliards de dollars sur 20 ou 30 ans ou bien les sortir sur trois mois, ça fait une sacrée différence pour les finances publiques ! Ça c'était le premier point. Le deuxième point surtout, c'est qu'à partir du moment où on subventionnait les ménages, on les restaurait dans leur situation d'emprunteur solvable, et donc surtout on rétablissait la continuité des paiements d'intérêt principal, la continuité des remboursements sur toutes ces dettes immobilières. Et ce faisant, on rétablissait instantanément à leur valeur initiale tous les actifs qui ont été dérivés par les mécanismes de ce qu'on appelle la « finance structurée », plus connue simplement sous le nom de « titrisation » et qui sont devenus des actifs extraordinairement toxiques du seul fait que précisément les remboursements étaient interrompus. Si les remboursements sont rétablis, alors les actifs retrouvent instantanément toute leur valeur puisque leur valeur repose sur cette continuité-même des flux de paiement. On effaçait donc d'un coup les pertes bancaires, on restaurait leurs bases de capitaux propres et les banques étaient instantanément remises en état de recommencer à prêter.

Je ne parle même pas des effets de légitimité politique de cette manœuvre. On a bien vu ce qui s'est passé lorsque que le premier plan Paulson a été lancé: il a été rétorqué en première lecture à la Chambre des représentants pour une raison extrêmement simple, c'est que les électeurs étaient vent debout. Les banques les ont surendettés, les ont foutus à la porte de leurs baraques, et voilà maintenant qu'elles appellent au secours avec l'argent des contribuables !... C'était un peu beaucoup.... alors que là, si l'on sortait les ménages de la mouise, évidemment, du point de vue de la

légitimation politique, c'était d'une puissance absolument imbattable.

Novembre 2008 : la récession, machine à produire de la mauvaise dette

Cette idée-là à mon avis avait de grandes vertus, mais elle avait une date limite de fraîcheur. A partir de la moitié ou de la fin du mois de novembre, c'était fini, ça ne marchait plus, et pour une raison simple, c'est qu'on est passé d'une situation où on avait juste des banques qui était en très très mauvais état - c'était gravissime, mais c'était encore gérable -, à une situation où le choc financier se propage dans tout le tissu de l'économie réelle. Et là on entre en récession franche.

Là, c'est une toute autre histoire pour une raisons extrêmement simple, c'est que la récession est une machine usine à produire endogènement de la mauvaise dette. Donc on avait à l'origine un stock de mauvaises dettes qui étaient de 700 milliards, des stocks de mauvaises dettes, des dettes immobilières, et puis les cartes de crédit, les prêts auto, les prêts étudiant... : on avait un stock relativement bien circonscrit, mais la récession le fait gonfler gonfler dans des proportions absolument incroyables et qu'on ne voit pas s'arrêter pour une raison très simple, c'est que d'abord la récession met des gens au chômage et ces gens-là sont encore moins capables de payer leur dette qu'ils ne l'étaient auparavant et surtout la récession met tout un tas d'entreprises sur le flanc ! Par conséquent, d'anciens business qui étaient tout à fait viables roulent au fond du ravin simplement du fait de la contraction générale de la demande, de l'impossibilité de renouveler les crédits, etc., etc. C'est comme une espèce de glissement de terrain, et sur le front du glissement de terrain, ça pousse des quantités de boue absolument extravagantes, et ça nous fait un talus de boue qui croît et embellit...

Et c'est la raison pour laquelle les gouvernements sont systématiquement à la ramasse, c'est-à-dire que leurs plans sont toujours à la rue parce qu'ils ont toujours un ordre de grandeur de retard. Il faut voir la dérive, c'est très impressionnant. Au mois d'octobre, le TARB, c'est 700 milliards de dollars; le plan qui a été lancé pour sauver les banques, le plan de Timothy Gardner, le

nouveau secrétaire au Trésor de l'administration Obama, c'est 2500 milliards de dollars, et les gens pensent que ça ne va pas suffire.

C'est là qu'il y a quelque chose qui est tout à fait gravissime et qui frappe d'inefficacité les plans publics. Et ce qui est formidable d'ailleurs, c'est que là aussi, au moment où on parle, début mars 2009, il y a encore quelque chose à faire me semble-t-il, mais à quoi les gouvernements résistent pour la même raison générale qu'ils ont résisté au mois d'octobre à faire ce dont je viens de parler, et ce sont des résistances idéologiques. Au mois d'octobre, il était hors de question pour quelqu'un comme Henry Paulson, ex-président de Goldman Sachs, ministre des finances d'une administration républicaine, donc homme de droite jusqu'au bout des ongles, de sauver des agents économiques qui ne soient pas des banques. Les banques, on les sauve parce qu'ils ont bien compris tout de même que si ça crève, on crève tous derrière; les ménages, ça peut crever la gueule ouverte tout seuls. Ça, tout le monde s'en fout! Il y a un impensé vraiment radical dans la psyché économique aux États-Unis : si quelqu'un doit aller à la faillite, après tout, c'est plus ou moins de sa faute ! Après tout, ces ménages, ils n'étaient pas forcés de s'endetter comme ça ! Ils l'ont voulu, eh bien ils l'ont eu ! Et maintenant ils en supporteront les conséquences. Donc il n'est pas question que, ceux-là, on vienne les aider.

L'urgence de la nationalisation intégrale des banques

Actuellement, on se heurte à une autre sorte de réticence idéologique qui tient au fait que, à mon sens, la clé de la sortie de crise ou au moins de l'amélioration des choses, c'est la nationalisation - mais la nationalisation intégrale du système bancaire ! Et pour une raison simple qui est la suivante, c'est que tout le monde se scandalise, gouvernement en tête, qu'on donne plein d'argent aux banques à seule fin de le voir reprêté et elles ne prêtent rien - j'exagère, elles prêtent toujours un peu, mais elles prêtent beaucoup moins que ce qu'on attendrait. Et on met ça sur le compte du mauvais vouloir bancaire. C'est une erreur totale ! Je mets de côté quelques cas de crapuleries avérées... Aux États-Unis, il y a quelques affaires bien

crapoteuses qui sont sorties et qui concernent des banques de premier rang : je pense à J. P. Morgan en particulier... Mais laissons ça de côté. Même pour des banques qui voudraient jouer le jeu rubis sur l'ongle, on peut les supplier autant qu'on veut, elles ne prêteront pas, pour la raison que, confrontées à un environnement économique aussi puissamment adverse, se mettre à reprêter tout seul pour soutenir la conjoncture avec ses petits bras musclés, c'est une entreprise qui est vouée à l'échec. Elle est vouée à l'échec parce qu'elle est à peu près certaine de voir ces nouveaux crédits mis en circulation tourner en mauvaises dettes, tout simplement par le mécanisme que je mentionnais tout à l'heure, par le fait que la récession écrabouille absolument tous les agents économiques.

En revanche, il y a une manœuvre qui serait possible et qui pourrait être couronnée de succès, ça serait que les banques se mettent toutes à prêter simultanément. Si elles le faisaient, évidemment elles créeraient les conditions de possibilité de leur succès collectif: à partir du moment où elles se remettraient toutes à prêter, alors toute l'économie serait à nouveau irriguée de ses volumes de crédit habituel et donc tous les cycles de production repartiraient de nouveaux, toutes les dynamiques offre-demande seraient ré-enclenchées, etc. Et toute cette affaire a des propriétés d'auto-validation, c'est-à-dire que les nouvelles dettes qui seraient émises par ce mouvement-là resteraient dans le statut de bonnes dettes et ne tourneraient pas instantanément en mauvaises dettes comme c'est le cas actuellement lorsque ce sont des banques séparément qui essaient de faire un petit quelque chose dans un coin.

Et donc voilà le problème: le problème, c'est que, pour réussir, la manœuvre nécessite d'être parfaitement coordonnée à l'échelle de l'ensemble du système bancaire, pour que ça ait un impact macro-économique bien sûr. Or la coordination à l'échelle macro-économique, c'est ce que par construction, par définition, l'économie de marché ne sait pas faire. C'est la définition même de l'économie de marché: l'économie de marché, c'est une économie dans laquelle les agents prennent leurs décisions sur une base privative totalement autonome et hors de

toute coordination centrale. Donc, pour chaque banque séparément, la solution rationnelle, c'est d'attendre que les autres fassent le premier pas pour suivre à son tour. Et comme toutes les autres banques font le même raisonnement, alors chacun reste les deux pieds dans le même sabot et il ne se passe rien.

La conclusion qui s'ensuit, c'est que ce que la main invisible du marché ne peut pas faire, une main visible peut le faire, elle. Et des mains visibles capables de produire cet effet de coordination à une échelle pareille, il n'y en a pas 36, il n'y en a qu'une: c'est celle de l'État. Conclusion : prise des commandes, prise des commandes de la totalité du système bancaire. Et pour prendre les commandes de la totalité du système bancaire, il n'y a pas 36 formules non plus, c'est la nationalisation, mais intégrale.

... et les réticences idéologiques.

Et c'est là qu'on revient la réticence idéologique. Je pense que les États-Unis vont devoir nationaliser, mais ils vont le faire la pire des manières et avec vraiment la mauvaise logique en tête. Ils vont le faire parce qu'ils escomptent que la nationalisation sera l'instrument pour sauver des banques de l'insolvabilité à laquelle elles courent à vitesse grand V. City Group va être nationalisé : il est déjà à hauteur de quasiment 40 %, comme Northernrock l'a été, comme Bradford... On y va tout droit. Mais ça va être des nationalisations de banque, c'est-à-dire des banques au cas par cas. Et celles qui sont saines, ou celles qui sont moins sub-claquantes, on les laissera au secteur privé souverain et triomphal... Or si on ne nationalise que quelques banques dans cette pure logique de sauvegarde, pour les tirer de l'insolvabilité, etc., etc., alors on loupe tout de l'effet dont je suis en train de parler, c'est-à-dire de cet effet de coordination à l'échelle d'un secteur tout entier.

Cette idée de la nationalisation intégrale, la pensée économique américaine y est

absolument rétive. Il faut voir en ce moment ce qui est en train de se passer aux États-Unis: il y a un débat qui est absolument surréaliste. C'est un mot qui leur fait tellement peur qu'ils n'osent même pas le prononcer... Comme toujours aux États-Unis, quand on n'ose pas prononcer un mot, on dit juste la première lettre... Ils disent le « N word », le mot qui commence par N. « Nationalisation », c'est tellement moche ! ... Et les débats sont invraisemblables ! Ben Bernacki va devant le Congrès pour jurer qu'on ne va pas nationaliser. Timothy Gardner le contredit en même temps. Enfin, prendre des participations dans des banques, c'est nationaliser, il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt ! Il y a un débat sur le thème de savoir si nationaliser est conforme aux valeurs américaines. Mais c'est un débat... de mormons ! On a l'impression de voir des mormons en train de se demander s'il faut transfuser le grand blessé... Le gars saigne à gros bouillons, mais peut être que le bouche-à-bouche suffira... C'est complètement dingue ! Par exemple, Paul Krugman fait sa chronique habituelle dans le New York Times et il dit : « Non, nationaliser, il faut le faire, d'ailleurs nationaliser ce n'est pas « unaméricain », ça n'est pas contraire aux valeurs américaines, c'est aussi américain que la tarte aux pommes ». Vous voyez où on en est.

Et ce que je crains, c'est que d'abord les forces de la crise vont leur tordre les bras, ils devront donc le faire, mais il le feront mal, et ils le feront trop tard. Et on voit bien ce que ça fait les occasions loupées. On a vu ce que ça faisait avec le plan Paulson première manière au mois d'octobre. Les fenêtres se referment et l'histoire ne repassent pas les plats. Ou alors si elles se rouvrent et c'est avec un problème qui a doublé ou triplé de taille. Donc à force de les voir passer sans réagir, ça risque de finir assez mal cette histoire... C'est pour ça qu'il s'agirait que ce débat progresse un peu plus vite.

Frédéric Lordon,

directeur de recherche au CNRS,

Interview du 6 Mars 2009

Thème: la crise !

Partie 2/4

La crise est celle du "capitalisme de basse pression salariale"

Pascale Fourier : Vous voyez la nationalisation des banques comme la condition suffisante ou seulement nécessaire ?

Frédéric Lordon : La réponse à cette question commence par préciser l'horizon temporel auquel on peut la poser: on va dire qu'il y a le court-moyen terme, et puis il y a plus long.

A court-moyen terme, la nationalisation des banques est quasi-suffisante pour enrayer la crise.

A court-moyen terme, je pense que la nationalisation bancaire, la nationalisation intégrale je le répète, est une condition à elle seule presque suffisante de l'enragement de la récession, de la reprise d'une croissance qui pourrait être positive. Je mets du côté des détails techniques qui auraient trait au fait qu'il faudra peut-être inventer des modes de traitement particulier de tous les actifs toxiques qui sont actuellement dans les banques, les cantonner quelque part, etc. Cela n'est pas très important. Mais ce que je veux dire, c'est que la cause centrale de la récession, c'est l'évaporation du crédit. Et c'est là qu'il faut en revenir. À partir du moment où le crédit bancaire sera restauré dans ses volumes habituels, alors effectivement les choses iront très sensiblement mieux. Ca, j'en suis persuadé.

Mais au-delà, il faut agir plus...

En revanche, au-delà du moyen terme, là, la question change parce que tant qu'on parle de nationalisation bancaire - comme on aurait pu parler également d'ailleurs de structures financières - , il n'est évidemment pas question de retaper les banques, et puis après on les rend au privé, et puis elles recommencent à aller s'ébattre dans le bac à sable avec les mêmes produits dérivés et toutes ces mêmes couillonnades. Il est évident que, en amont ou simultanément, il va falloir refondre les structures de la finance de marché de manière extrêmement drastique : ça c'est une autre affaire. On va faire le paquet global: il faut refaire les structures bancaires et financières.

Est-ce que, si on fait cela, on est tiré d'affaire au-delà du moyen terme ? La réponse est non. La réponse est non parce se contenter de raisonner en termes financiers et bancaires, c'est s'imaginer ipso facto que la crise n'est que financière et bancaire, or ce n'est pas le cas. Elle est tout autre chose. Évidemment, il y a des intérêts très puissants à faire tourner ce moulin à prières et à répéter: « C'est la crise de la finance, c'est la crise de la finance . Lorsque la finance sera guérie, tout ira bien, etc ». Non, tout n'ira pas bien, ça c'est certain. Cette crise financière n'a rien d'autonome: elle est l'expression d'une crise beaucoup plus profonde qui est la crise de ce qu'on pourrait appeler le « régime d'accumulation », c'est-à-dire en gros la configuration du capitalisme dans laquelle nous nous trouvons depuis deux décennies pratiquement, une

configuration qui est très particulière: ce capitalisme-là n'est pas le même que celui des Trente Glorieuses par exemple.

C'est donc une crise qui fondamentalement est née de l'économie réelle, qui s'était exprimée dans la finance et qui est vouée à retourner à l'économie réelle pour y produire la récession. De sorte que, si on ne revient pas à l'origine des choses, c'est-à-dire à ce déséquilibre dans l'économie réelle, on pourra bien retaper ou ravauder la finance, on n'aura pas recréé les conditions d'une croissance durable.

... et remettre en cause les structures du « capitalisme de basse pression salariale »,

Et cette origine réelle, elle tient au fait que la configuration présente du capitalisme pourrait être en quelque sorte qualifiée de « capitalisme de basse pression salariale ». Et ce n'est pas très difficile à comprendre en fait, parce que le salaire est écrabouillé entre deux contraintes majeures: il est écrabouillé entre la contrainte actionnariale qui exige de dégager des rentabilités pour l'actionnaire et dont on a vu la dérive en cette période absolument faramineuse, et d'autre part il est pris par la contrainte concurrentielle, puisqu'on a décidé dans le sabir communautaire de créer ce qu'on appelle le Level Playing Field, c'est-à-dire le terrain de jeu absolument plat, sans la moindre aspérité. Eh bien alors, concurrents libres et égaux, amusez-vous !!... Concurrents libre et égaux avec le Vietnam avec l'Inde ou avec la Slovaquie ou avec la Roumanie etc. Donc c'est la concurrence libre et égale dans le sabir « non faussé non distordu ». Evidemment, ça, c'est désastreux parce que ces deux choses mises ensemble - dont l'interaction d'ailleurs est toxique au dernier degré.. Il faudrait rentrer dans ce détail, voir comment les deux intensifient mutuellement leurs effets respectifs: c'est un vrai bonheur-, les deux mises ensemble mettent le salaire sous des pressions absolument incroyables jusqu'à l'avoir transformé d'ailleurs en quasi variable d'ajustement macro-économique. Alors évidemment, au début, le capital hurle de joie : si le salariat a le dessous en général, si les salaires mordent la poussière, c'est parfait, cette affaire.

Sauf que, au bout d'un moment, il faut bien

la vendre la camelote, c'est pas tout ça! Et donc pour la vendre, il faut qu'il y ait des gens pour l'acheter, il faut qu'il y ait des gens qui ont les moyens de l'acheter. Si on est une petite économie ouverte et qu'on a des exportations qui font 60 % du PIB, ce n'est pas grave, on la fera acheter par des gens qui sont à l'extérieur. Si on est parmi les grandes économies industrialisées comme la France au hasard, ou l'Allemagne ou le Royaume-Uni, les États-Unis, etc., et que la consommation des ménages, ça fait 70 % de la demande finale, alors là, il y a un truc sur lequel on ne peut pas faire l'impasse. C'est bête comme chou. Si on met les salaires sous pression, on met la consommation sous pression, donc on met la demande finale sous pression. Et le capital rencontre son problème éternel, celui que papa Marx avait vu en son temps et que Keynes a mentionné à son tour, le problème des débouchés.

Comment fait-on face à cette impossibilité apparente: on a mis les salaires sous pression, mais il faut des débouchés...? Alors là, le néolibéralisme a été vraiment futé ! Il a trouvé deux rustines. La première, c'est l'allongement du temps de travail : vous n'y arrivez pas avec un seul boulot, prenez un deuxième, et puis ça ne fait pas l'affaire, remettez un troisième au bout. Déclinaison française : « travailler plus pour gagner plus », qui n'a été présenté comme une politique de pouvoir d'achat que par une forte formidable escroquerie intellectuelle. Que lorsque l'on travaille 60 heures, on gagne deux fois ce qu'on a lorsqu'on travaille 30 heures, cela tout le monde peut comprendre ! La politique de pouvoir d'achat, ce n'est pas ça, bien sûr, c'est de revaloriser le prix de l'unité de temps travaillée, ce que ne veut absolument pas faire le gouvernement présent. Je pense que ça, c'était clair pour tout le monde. Il n'y a pas que « on va travailler 40 heures ou 60 heures la semaine », il y a aussi « on va allonger le temps de départ à la retraite », il y a plein de trucs comme ça. Ça, c'est la première rustine.

La deuxième, qui est la meilleure évidemment, la plus efficace, c'est « eh bien endettez vous donc, ça vous fera de la capacité de dépenser en plus, c'est parfait vous rembourserez comme vous pourrez, d'ailleurs éventuellement vous gagerez vos biens patrimoniaux, votre maison... ». Ca, c'est le

système aux États-Unis. C'est ce que Sarkozy voulait nous inventer en France. Et alors comme ça, on s'est aperçu que pousser les ménages dans l'endettement, c'était une solution parfaitement indolore à court terme: ça permettait de soutenir la consommation, c'était parfait, cette affaire. On a vu alors les taux d'endettement des ménages absolument exploser...C'est terrible ! Aux États-Unis, qui évidemment sont en avance sur tout le monde quand il s'agit de faire ce genre de choses, la rupture se fait au début, milieu des années 80. Ça finit à un taux d'endettement des ménages qui est extravagant: pour les ménages États-Uniens, le taux d'endettement - le ratio de leur endettement total sur leur revenu disponible -, c'est 120 %. On nous bassine avec la dette de l'État, mais les vrais problèmes d'endettement, ce n'était pas le problème de la dette publique depuis tout ce temps-là, c'est les problèmes de dette privée, et plus particulièrement de dette des ménages. Au Royaume-Uni, c'est pire encore. En France, le taux d'endettement explose à partir du moment où on entre dans cet régime de mondialisation franche, c'est-à-dire au milieu des années 90. Alors voilà, on surendette les ménages.. jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus rembourser et là il se passe ce qui s'est passé, il y a le clash subprime, qui n'est pas qu'un clash subprime, je l'ai dit tout à l'heure: il y a toutes les autres dettes qui vont avec, les crédits auto, les crédits étudiants, les cartes de crédit... Tout ce surendettement des ménages explose d'un coup et produit ce gigantesque choc financier qui lui-même met en mouvement la dynamique récessionniste... Et nous voilà aujourd'hui...

Donc, récapitulation : si jamais on ne faisait que circonscrire un incendie bancaire et financier, on ne serait pas tiré d'affaire pour autant puisqu'on resterait confronté à une alternative dont les deux branches seraient soit de recommencer à endetter les ménages et d'ici 5, 10, 15 ans on se retape un épisode de même métal mais à la puissance deux ou trois, soit de décider qu'effectivement ça va bien comme ça et que la dette des ménages doit être mise sous contrôle, mais alors les ménages en question ne peuvent plus dépenser et donc la consommation baisse et la croissance va ralentir... Aux États-Unis, la part de la consommation des ménages à crédit dans le soutien de la croissance est

absolument considérable, et si on tue ça, la croissance américaine... La légende à base de Silicon Valley, d'énergie entrepreneuriale déchaînée, d'État maigre et d'État-providence inexistant, c'était du flanc ! La croissance États-Unienne un a été soutenue par la dépense publique, les baisses d'impôt, donc le déficit budgétaire et le crédit à gogo. Et pas par tout ce qu'on nous raconte. Donc si on enlève ces choses-là, alors la croissance américaine elle fait plaf! comme une croissance européenne bête.... Ce sera plus difficile pour Nicolas Baverez ou Elie Cohen de nous raconter qu'il faut qu'enfin nos regards se tournent de l'autre coté de l'Atlantique, n'est-ce pas.

..., en s'attaquant à la contrainte actionnariale et à la contrainte concurrentielle.

Bottom line, comme disent les Américains, si l'on veut restaurer les conditions de croissance durable à long terme (j'imagine qu'il y a des gens qui doivent se dire: « Mais il est fou, celui-là, il veut qu'on reparte pour la croissance alors qu'on est en train d'épuiser la planète ». Je laisse ce débat de côté, qui n'est pas un débat médiocre du tout, mais qui est un débat pour des temporalités plus éloignées), si l'on veut restaurer les conditions de cette croissance durable, alors il faut refaire les structures essentielles de la configuration du capitalisme dans lesquelles nous sommes, qui est en train de mourir d'ailleurs, et il faut les refaire en s'attaquant à ces deux grandes contraintes que sont la contrainte actionnariale et la contrainte concurrentielle. Tant qu'on n'aura pas touché à ça, on n'aura pas réglé le problème en profondeur.

Pascale Fourier : Tout à l'heure vous disiez que finalement nous sortirions d'affaire complètement à terme qu'en sortant de la contraintes actionnariale - ça, je comprends-, mais aussi de la concurrence. Pourquoi ?

Frédéric Lordon : Les deux ont des effets sur le salaire. La contrainte concurrentielle est presque la pire d'ailleurs, parce que d'une certaine manière - j'insiste sur le « d'une certaine manière » -, on pourrait dire que la contrainte actionnariale par définition, ça ne concerne que les entreprises qui sont

sous actionnariat, c'est-à-dire les entreprises cotées, le CAC 40, élargissons, le SBF 120. En tout état de cause, les entreprises cotées en bourse, c'est vraiment la frange très supérieure du capitalisme français, et même du capitalisme tout court. Le tissu des entreprises dans l'économie, c'est de la PME. Il y a un actionnariat bien sûr, familial en général - je passe les quelques entreprises qui sont sous Private Equity, qui ont été reprises en LBO, puisque alors, elles, c'est le double effet Kiss Cool: elles ne sont pas cotées mais elles subissent une contrainte actionnariale des plus violentes!. Donc, on les met à part: statistiquement, ça reste tout à fait minoritaire. Donc la plupart des entreprises ne sont pas soumises à la contrainte actionnariale. Ça ne veut pas dire qu'elles n'en souffrent pas, mais indirectement- je ne rentre pas dans ce débat.

Par contre, toutes sont directement soumise à la contrainte concurrentielle qu'elles aménagent comme elles le peuvent. Les très grosses entreprises sont celles qui en souffrent le moins puisque précisément, une grosse entreprise, ça se constitue en leader de marché : ça se protège par des positions de monopole privé ou d'opérateur qui écrabouille son propre marché.

D'ailleurs une petite parenthèse sur le thème... L'idéologie du capitalisme ne cesse de nous bassiner avec la concurrence, mais tous les capitalistes savent très bien, c'est ce qu'on apprend dans la première école de

commerce venue, que la stratégie vraiment intelligente, c'est de se soustraire à la concurrence évidemment. Et pour se soustraire à la concurrence, il faut aménager sa niche, son monopole: après, on le fait avec des armes qui sont celles de l'économie de marché, donc innovation etc. ,des fois des armes qui ne sont pas celle de l'économie de marché...Enfin, je ne rentre pas dans ce détail.

Mais la contrainte concurrentielle, ça concerne tout le monde. Ça concerne tout le monde, et d'autant plus que la déréglementation des marchés de biens et services -et aussi des investissements directs (c'est le nom pour économistes de ce qui donne au bout du bout les délocalisations), ça y est allé, et pas qu'un peu dans la période récente! Il est clair que de se retrouver pour un équipementier automobile en concurrence avec son homologue roumain, c'est-à-dire un pays dans lequel l'élite salariale travaille chez Dacia Renault à 300 € par mois.... on comprend vite le type de pression que ça met sur les coûts en général et sur les coûts salariaux en particulier puisque le rapport de forces est tellement inversé entre le capital et le travail que comprimer un petit peu plus le coût salarial, c'est vraiment la solution de facilité: donc, c'est là qu'on va tout de suite...

Frédéric Lordon,

directeur de recherche au CNRS,

Interview du 6 Mars 2009

Thème: la crise !

Partie 3/4

Crise: Protectionnisme?...

Pascale Fourier : Vous voulez mettre fin à la concurrence internationale ?....

Frédéric Lordon : Ah, la filoute!! «Est-ce que vous seriez pas un peu protectionniste, espèce de monstre, va ! ». Alors oui, oui, je pense que de toute manière on n'échappera pas à ce débat...

« Protectionniste »: plus qu'une insulte, une imputation de monstruosité

Je me refuse absolument à rentrer dans le débat protectionnisme versus autre chose. C'est la pire question du monde! Elle est tellement mal construite que c'en est une catastrophe! D'ailleurs on voit bien que ça ne fonctionne dans le débat public que comme une insulte... Ce n'est même pas une insulte d'ailleurs, c'est une imputation de monstruosité. Je ne sais plus si c'est Todd qui a dit il n'y a pas longtemps que soutenir une position protectionniste dans le débat public actuel était à peine plus commode que de se revendiquer pédophile ou un truc comme ça, mais c'est ça. Il faut voir les spasmes réflexes que ça déclenche. Et ça, c'est sidérant. On dit aux gens « protectionnisme »: ils se mettent à baver... C'est terrible. Si on est protectionniste, c'est que, d'abord, on est xénophobe. Pascal Lamy l'a dit: «Il y a toujours un fond de xénophobie dans le protectionnisme»..., et puis finalement on est un suppôt de la guerre, du nationalisme de guerre...

Evidemment, quand un débat s'engage

comme ça, il faut s'en aller, il n'y a plus rien à faire! Des fois même, je me demande s'il ne faudrait pas recréer un autre mot... J'hésite. J'hésite entre la stratégie qui dirait : « Il faut persister dans le fait d'assumer très clairement ses positions, donc il y a un mot on le garde », et puis l'autre stratégie qui dirait : « Soyons un peu malin... On va inventer un autre mot pour désamorcer ces conneries, et puis on sera mieux comme ça ». Je n'ai pas trop tranché encore. Donc, je ne sais pas que faire.

C'est la concurrence libre et non distordue qui est le protectionnisme.

Mais ce qui est extraordinaire dans cette question du protectionnisme, me semble-t-il, c'est que la « menace protectionniste » est un concept qui n'a pas de sens, qui n'a littéralement pas de sens. Ma thèse est que c'est la concurrence libre et non distordue qui est le protectionnisme. C'est ça qui est fou. Et en effet parce que la concurrence libre et non distordue ne porte que sur certaines distorsions et veut systématiquement ignorer les autres distorsions. Par exemple être en concurrence, comme c'est le cas actuellement, être en concurrence libre et non distordue avec le Royaume-Uni dont la monnaie a été dévaluée de 30 %, être en concurrence libre et non distordue avec la Macédoine qui se propose d'annuler le taux d'imposition sur les bénéfices réinvestis, être en concurrence libre et non distordue avec nos ouvriers de Dacia Renault dont je parlais tout à l'heure qui sont payés 300 € par mois,

être en concurrence libre et non distordue avec la Pologne qui n'a pas les moyens de se payer nos préoccupations environnementales, être en concurrence libre et non distordue avec le Vietnam où on est payé 30 € par mois, je dis que cette concurrence libre et non distordue là est la pire des concurrences distordues. Parce que c'est la concurrence distordue qui s'ignore et qui ne veut voir que les distorsions liées à des droits de douanes, à des obstacles non tarifaires, etc.

La concurrence libre et non distordue est un concept qui n'a de sens que entre des économies dont les structures sont homogènes. Et quand je dis « les structures », c'est à entendre stricto sensu : ce sont des formes de vie qui se protègent aussi. Avoir un État-providence, avoir une médecine, une chirurgie de qualité dont l'accès est universel, c'est une forme de vie collective, elle est coûteuse, on n'est pas obligé de la faire foutre par terre en l'exposant à des contraintes insupportables ! C'est légitime de protéger ça, c'est légitime.

Et alors c'est ça qui est extraordinaire, - je vais les appeler les « concurrentialistes », les partisans du non-protectionnisme- , les concurrentialistes ne veulent jamais voir cela, jamais! C'est pour ça que je dis que c'est la situation actuelle qui est du protectionnisme et que, de toute manière, on sera toujours dans un univers protectionniste, pour ces raisons que je viens d'indiquer.

L'hétérogénéité des sociétés fait que nous sommes et serons dans un univers protectionniste de fait.

On sera toujours dans un univers protectionniste parce que les économies et les sociétés sont fondamentalement hétérogènes et que leur hétérogénéité-même en tant que différence sont un principe de protection de fait. Il y a des différences qui fournissent des protections de fait ou des vulnérabilités de fait - les vulnérabilités des uns sont les protections des autres. Le fait de ne pas avoir un État-providence à financer, c'est une protection par rapport à ceux qui en ont un. Donc ce sont ces gens-là qui sont protectionnistes, pas nous, d'une certaine manière. C'est la raison pour laquelle ce débat sur le protectionnisme, c'est la pire des merdes médiatiques quand même!! On n'a

jamais vu une chose pareille. Et c'est ça qui est formidable d'ailleurs! Le débat public est farci de débats mal construits, ce qui rend d'ailleurs impossible dans les médias ordinaires -ailleurs qu'ici, là où on a le temps, où on peut causer-, ce qui rend strictement impossible de participer au moindre échange, puisque, pour commencer, il faut déconstruire un débat mal construit et puis le reconstruire et qu'à partir de ce moment-là seulement on peut dire des choses dont on espère qu'elles ne sont pas trop connes. Si on n'a pas fait ça, ce n'est même pas la peine.

Ce débat, il faut le refaire à neuf. Et si l'on part de cette prémisse - en fait à laquelle je suis arrivé comme conclusion, mais qui est la vraie prémisse du débat- que nous sommes et que nous serons toujours tant que n'aura pas été réalisée l'homogénéisation finale du monde, - ce qu'à Dieu ne plaise !-, nous serons toujours dans un univers économique protectionniste de fait. Par conséquent, si telle est notre condition, irréductible, le seul débat intelligent qui vaille, c'est d'équilibrer les protections entre elles. Il y a des distorsions: il faut réaliser des compromis entre les distorsions et cesser de poursuivre ce fantasme de la concurrence non distordue - à moins que ce ne soit une hypocrisie pure et simple- en organisant le jeu des distorsions compensatoires. Il faut que des distorsions viennent compenser d'autres distorsions dans des équilibres politiques négociés. D'une certaine manière, c'est ce que l'OMC fait. Elle le fait pour le pire. Elle négocie de fait des équilibres de distorsions mais pour le pire, c'est-à-dire en ne le sachant pas, ou alors peut-être en le sachant... Voilà, simplement, il faut remettre un peu d'ordre, que les choses soient de connaissance commune : « Voilà ce que nous allons faire dans le cadre d'une OMC, au sens propre du terme, c'est l'organisation du commerce ». Moi j'ai trouvé un acronyme qui me plaît beaucoup plus c'est l'OCI, l'organisation du commerce international, l'OCI. Le commerce international doit être organisé alors que ce à quoi travaille l'OMC actuellement c'est sa totale désorganisation au contraire. Voilà ça, ça permet peut-être de reprendre le débat sur de meilleures bases.

Pascale Fourier : Est-ce que ça veut dire -

moi je suis bien obligée de réutiliser jusqu'à nouvel ordre le mot «protectionnisme»... - que vous seriez protectionniste européen, comme Todd par exemple, ou d'autres ?

Frédéric Lordon : En fait, je ne suis pas très avancé moi sur cette question du protectionnisme. Je ne suis pas un grand spécialiste de la chose. La seule chose qui m'apparaisse clairement, c'est que le débat est mal construit et j'ai dit les raisons pour lesquelles je croyais cela.

Pas d'institutionnalisation sans communauté politique.

Maintenant on peut attraper le problème par un autre bout qui va nous ramener à l'Europe. Il y a un grand fantasme des amis de la mondialisation, des moins bêtes, c'est-à-dire de ceux qui se rendent compte qu'un ensemble de marchés mondiaux totalement déréglementés, ça ne fait pas quelque chose de viable, que les marchés, ou plus exactement ce qu'il faudrait nommer par son vrai nom, c'est-à-dire « le capitalisme » - et ce n'est pas exactement la même chose d'ailleurs-, que le capitalisme n'est viable que s'il est soutenu, structuré et régulé par des formes institutionnelles. Ces gens-là se rendent bien compte que, à l'échelle de la mondialisation, ces formes institutionnelles-là sont cruellement manquantes, et donc ils font le raisonnement suivant: « Elles sont manquantes, on va les construire. Et une fois qu'on aura construit les institutions régulatrices d'un capitalisme mondial, alors nous aurons une mondialisation viable »... C'est déjà infiniment moins crétin que ce qu'on voit en circulation, c'est déjà pas mal... À ceci près que, me semble-t-il, ce raisonnement fait l'impasse sur les conditions de possibilité d'une opération d'institutionnalisation, qui n'ont rien de trivial.

Et c'est là qu'il faut bien voir la chose suivante: il faut en revenir au cadre des nations, car le capitalisme a d'abord été institutionnalisé sur des bases nationales et ce n'est pas un hasard. Ce n'est par hasard parce que seule la structuration politique à l'échelle nationale offre suffisamment de force et de ressources pour opérer ces mouvements d'institutionnalisation-là. Par conséquent, il n'y a pas d'institutionnalisation s'il n'y a pas en arrière-plan une

communauté politique, une véritable communauté politique, ce que les Grecs appelaient une « politeia ». Or il est parfaitement évident qu'à l'échelle du monde, la politeia est manquante et pour un sacré bout de temps, n'en déplaie à Jacques Attali qui veut le nouveau gouvernement mondial du monde - mais il sera le seul à le faire ! Donc ce fantasme du gouvernement mondial est... un fantasme.

Et on voit d'ailleurs très bien ce que ça donne. L'institutionnalisation, qui n'est pas récente à l'échelle du monde, qu'est-ce que ça a donné ? Ça nous donne l'ONU, ça nous donne l'OMC, c'est-à-dire des trucs absolument impuissants. Et impuissants, pourquoi ? Impuissant faute de forces politiques intrinsèques. Et la force politique n'est jamais donnée que par la force politique qui est derrière. C'est la raison pour laquelle l'ONU ne peut rien, ou presque, et c'est la raison pour laquelle l'OMC est en fait une chambre d'enregistrement des purs rapports de force et qu'elle n'a quasiment aucun pouvoir pour les plier dans un sens ou dans un autre. Donc il faut en revenir, à mon avis, à cet axiome de base : pas d'institutionnalisation sans communauté politique.

La mondialisation est morte, s'ouvre l'ère des régionalisations.

Est-ce à dire que nous sommes rivés à l'échelon national ? Pas forcément. Je pense qu'il faut trouver l'échelon intermédiaire adéquat entre la mondialisation et le niveau national. Et cet échelon intermédiaire, finalement, il existe: c'est échelons des régions, ce qu'on appelle les grandes régions. L'Europe est une région - il s'agira de dire qu'elle Europe, on n'est pas tiré du bois non plus dans cette affaire... Mais si on voulait réfléchir à long terme, parce que cette affaire est une affaire à long terme, si on voulait réfléchir à long terme, je pense que oui la mondialisation est morte mais que s'ouvre l'ère des régionalisations.

Alors nous on a un cas sous la main :c'est l'Europe. Alors est-ce que l'Europe constitue une communauté politique ? Non pas encore, c'est évident. Elle n'est pas vouée à l'échec en cette matière, simplement il va falloir qu'elle se botte un peu les fesses sérieusement.

Est-ce que l'Europe à 27 réunirait les conditions propres à la création d'une région politique et économique telle que, à l'intérieur de celle-ci, on pourrait développer sur une base de libre-échange les échanges entre les sous-régions de la grande région ? La réponse est non d'abord, alors qu'elle a été oui pendant un moment. Mais la réponse est non absolument depuis l'élargissement puisque l'élargissement a eu la propriété - on hésite toujours entre l'hypothèse du cynisme et de la bêtise - , l'élargissement a eu pour effet de faire monter en flèche l'hétérogénéité structurelle à l'intérieur de la zone européenne. Et là, on en revient à notre discussion du début. Si hétérogénéité, protection - distorsion, appelant des distorsions compensatoires. Le fait de ne plus avoir de distorsion de protection n'a de sens que dans des aires socio-économiques - j'insiste sur le « socio », ce sont toujours des modèles sociaux productifs : c'est d'un tel tenant ce truc-là, ça ne se découpe pas comme du salami...

Des modèles sociaux productifs qui soient homogènes, ça, on en avait dans l'Europe des 6 et puis l'Europe des 12. Est-ce plus que l'Europe des 15....? Il faudrait voir... Peut-être. Mais l'Europe des 27, non, pas du tout, pas du tout du tout. Donc la régionalisation européenne aurait du sens sur une base beaucoup plus restreinte qu'elle n'est actuellement. Ou alors elle ne retrouvera du sens que lorsque sera achevé le processus de rattrapage et d'homogénéisation à l'intérieur de la zone européenne. Et là, on sent que ce n'est pas demain la veille ! Parce que ce n'est pas comme lorsqu'il y a eu l'Espagne et le Portugal: il y en a beaucoup plus, les retards

sont beaucoup plus grands, et ce qui est extravagant, c'est que l'on se propose d'accroître la liste chaque jour davantage. Donc là, c'est de la folie pure.

Alors une fois qu'on aurait fait ça, et que d'autres peut-être l'auraient fait dans leur coin - je ne sais pas le Mercosur, c'est une amorce: évidemment, il n'y a pas encore cette communauté politique dont je parle (je prends le risque de dire des bêtises, je suis moins connaisseur de l'Amérique latine), mais il me semble à vue de nez comme ça que hétérogénéité à l'intérieur du Mercosur n'est pas si grande. Ça, ça pourrait faire un autre bloc régional. Et puis il y a un autre bloc régional: il est en train de se construire déjà autour de l'Asean, donc en Asie.

Alors là on aurait non plus la mondialisation, mais on aurait des grandes régions qui entreraient en rapport entre elles, puisque évidemment il n'est absolument pas question que ces régions vivent sur des bases autarciques de total repliement - mais qui entreraient en rapport entre elles sur la base d'une ouverture modérée, et tempérée, où on retrouverait ce système de distorsions compensant les distorsions dont je parlais tout à l'heure. Alors oui, cela, me semble-t-il, ça peut être une architecture d'ensemble qui vaut le coup d'être étudié. Mais on voit bien, ça nous fait quand même beaucoup sortir de ces débats à la noix, sur le protectionnisme, les gousses d'ail et les pieux en bois. C'est autre chose...

Frédéric Lordon,

directeur de recherche au CNRS,

Interview du 6 Mars 2009

Thème: la crise !

Partie 4/4

Crise: Monnaie, Union Européenne... et pommes de terre

Pascale Fourier : J'ai toute une série de petites questions bêtes...

Frédéric Lordon : En général, ce sont les meilleures... Quand ça commence comme ça d'ailleurs, c'est là que je m'inquiète: question bête égal question qui tue...

Pascale Fourier : A un moment, on nous a dit que le nombre de milliards qui circulaient dans la sphère financière était beaucoup plus important que ceux qui circulaient dans l'économie réelle. Je n'arrive pas à comprendre... D'où viennent ces milliards ?

D'où viennent les milliards de la sphère financière ?

Frédéric Lordon : C'est très simple: ils viennent de deux origines.

La première, ce sont le cumul des épargnes. C'est ça le truc, j'allais dire le truc drôle - le truc ignoble en fait...., c'est que la moitié du carburant de la finance, c'est le salariat qui le fournit.... C'est son épargne à lui qui est agrégée, captée dans les bilans des grands investisseurs institutionnels, les grands collecteurs de l'épargne financiarisée que sont les caisses d'assurances, les fonds de pension là où il y en a, les fonds mutuels, c'est-à-dire chez nous ce qui s'appelle les SICAV ou les fonds communs de placement, etc. C'est donc cette épargne-là qui est pompée, cumulée et balancée sur les marchés financiers, et qu'on retrouve dans ces fameuses statistiques sur les encours qui sont en circulation.

La deuxième origine, c'est le crédit. La sphère financière, elle aussi, a intensément carburé au crédit. La spéculation s'est nourri de ce qu'on appelle « l'effet de levier », c'est-à-dire le recours à l'endettement massif de la part des agents de la spéculation-même - je ne parle plus de l'endettement des ménages -, de la part des agents de la spéculation pour prendre des positions très au-delà de ce que leur permettaient leurs seuls apports de capitaux propres. Ce qui est formidable, comme son nom l'indique, c'est que l'effet de levier fait un levier et donc ça va bien au-delà de la possibilité offerte par les ressources propres de l'agent en question. Et donc là les flots de crédit qui ont été dirigés vers la spéculation sont tout à fait considérables. Et quand on met ces deux choses bout-à-bout, ça fait cette différence abyssale.

Pascale Fourier : Et les crédits, justement, ils les ont auprès de qui ? La masse monétaire augmente ?

Frédéric Lordon : Le crédit, c'est comme le Port-Salut à la fromagerie, le crédit dans les banques... Ce sont les banques qui ont fait exploser les crédits pour les agents de la finance. C'est très simple d'ailleurs. Par exemple, les grandes banques de Wall Street, les banques d'affaires, sont ce qu'on appelle des « Prime Brokers ». Les prime brokers, ce sont des fournisseurs de services intégrés dont les clients sont les hedges funds - les hedges funds sont déjà des agents qui pratiquent beaucoup l'effet de levier : il y a

des effets levier en amont. Ces hedges funds s'adressent à une banque pour la fourniture de ce package de services intégrés: passation des ordres, tenue des comptes-titres et ... fourniture des crédits supplémentaires. Donc les banques, c'était un business extraordinairement juteux tant que les banques sortaient des rentabilités étincelantes. Pourquoi alors se priver? C'était une affaire qui marchait ! C'est le crédit bancaire qui a fournit tout cela.

Pascale Fourier : Mais ça ne veut pas dire que les banques avaient l'argent dans leurs coffres ?

Frédéric Lordon : Ah la filoute, elle veut me faire venir sur le terrain de la création monétaire! C'est ça ?

Pascale Fourier : Je ne sais pas... C'est juste au moins la question de savoir si justement c'était de la création monétaire...

Frédéric Lordon : C'est une question intordable, ça. On n'en viendra pas à bout là. C'est un débat trop compliqué, technique au surplus, qui nécessiterait presque un papier un crayon, pour dessiner un bilan bancaire etc. des choses comme ça. Et là, franchement je n'ai pas envie de m'y lancer là...

D'où viennent les milliards des plans d'aide ?

Pascale Fourier : Variante de petite question - tant pis, j'apprendrai plus tard... - : les milliards qui ont été mis en circulation dans les plans d'aide par les Etats, même chose, d'où viennent-ils ?

Frédéric Lordon : D'où ils viennent? C'est moins difficile de répondre. Ce qu'il faut voir, c'est que il y a des milliards de différentes sortes. Il y a les plans d'aide stricto sensu, qui sont faits par les Etats, ça c'est une chose, et puis il y a tout ce qui est de l'ordre des concours de liquidités qui sont fournies par les banques centrales, ça c'est une autre chose. Là, pour le coup, on est moins gêné pour répondre. Si on entrait dans les détails techniques, ce serait plus compliqué que ce que je vais dire, mais par définition la banque centrale crée sa monétaire absolument ex nihilo. C'est très clair. Il se trouve qu'en fait les choses sont en train de

devenir passablement plus compliquées depuis quelques mois, mais je laisse ça de côté.

En revanche les plans publics, ça ce n'est pas de l'argent créé ex nihilo. Il se trouve que tout bêtement l'État s'endette, il s'endette sur les marchés financiers. Cet argent, on sait très bien d'où il vient. Alors l'Etat s'endette auprès de qui ? Eh bien toujours des mêmes ! Il s'endette auprès des investisseurs institutionnels. Donc les investisseurs institutionnels, parfois les banques - si on déplaçait tous la tuyauterie, ça ferait un truc bizarre -, investissent dans les bons du Trésor qui sont émis par les Etats pour financer les plans de sauvetage des banques. Mais il n'y a pas que les banques qui investissent là-dedans, il y a tous les autres investisseurs, tout ceux que j'ai cités tout à l'heure : les caisses d'assurances, les fonds de pension, les fonds mutuels.

De la crise de la dette privée à celle des finances publiques.... jusqu'à la crise monétaire ?

Et pourquoi ils investissent là-dedans ? Pourquoi l'État arrive-t-il à lever des sommes aussi considérables? C'est extrêmement simple et on en revient à ce dont on parlait tout à l'heure. Au fait, où était le vrai problème? Est-ce que c'était vraiment le problème de la dette des Etats ou bien est-ce que c'était plutôt le problème de la dette des agents privés ? Et la réponse est que c'était le problème de la dette des agents privés parce que la dette des agents privés, plus aucun investisseur n'en veut. C'est bien la raison pour laquelle les marchés de crédit sont absolument congelés. Par contre le seul agent qui arrive, pour l'instant - parce que ça pourrait ne pas durer jusqu'à la saint-glinglin -, le seul agent qui arrive pour l'instant à lever des fonds comme il le veut sur les marchés, c'est l'Etat parce que, lui, ses titres au moins, ils ne sont pas pourris - pour l'instant ils ne sont pas pourris. C'est très simple... Qu'est-ce qui est en train de se passer actuellement ? De toutes façons, il n'y a pas 36 solutions: on a une crise de dette privée et on est en train de la transformer en autre chose, on est en train de la transformer en crise de finance publique et on est en train de la transformer en crise éventuellement monétaire du fait de l'explosion du passif de la banque centrale,

des créations monétaires monumentales qui sont en train de se produire, etc., etc.

Faudra-t-il remplir sa baignoire de pommes de terre? Une question de timing...

Alors la question, après, c'est une question de timing. Est-ce que l'on va résoudre la crise de finance privée suffisamment vite avant que cela ne donne lieu à une crise des finances publiques ouverte ? C'est ça, la question. Si la réponse est oui, ouf ! Si la réponse est non, là, il faut remplir les baignoires de pommes de terre parce que ça se passera vraiment très très mal...Le degré ultime de la merdouille, ce serait si, au surplus, les agents commençaient à ne plus avoir confiance en la qualité de la monnaie du fait des quantités faramineuses dans lesquelles la monnaie en question est émise. Il faut bien voir que le passif de la Réserve Fédérale a été multiplié par deux. Il faut voir les statistiques ! C'est incroyable ! On voit une espèce de courbe qui est un peu plate et puis pan! un pic qui monte au plafond, et très franchement, c'est très impressionnant. La crise de défiance contre la monnaie en général, ça s'appelle de l' « inflation et même de l' « hyperinflation ». Mais pour l'instant, on n'en est pas là puisque c'est peut-être exactement l'inverse qui nous menace, c'est-à-dire la déflation. Mais là, il se passe des choses insaisissables et imprévisibles... Là, pythonistes et cartomanciennes bienvenues, parce que la prévision va devenir un art encore plus difficile qu'il n'était....

Pascale Fourier : Dans le cadre de situations catastrophiques, c'est quasiment ça : il faut remplir sa baignoire de pommes de terre ?...

Septembre 2008 : le bord du goufre

Frédéric Lordon : Moi, honnêtement, j'ai eu très très peur, mais vraiment très peur au mois de septembre. Il y a eu 15 jours où vraiment j'ai eu la fucking trouille ! Parce que, je ne sais pas, les gens ne se rendent pas bien compte, ça gueulait de partout qu'on allait sauver les banques, que c'était une honte, et c'est vrai, c'était complétement compréhensible, mais il faut bien voir que si on ne les avait pas sauvées, l'énormité du massacre qui s'en serait suivi. L'effondrement d'un système bancaire, franchement, ce n'est

pas beau à voir. Ce n'est pas beau à voir parce que ça aurait été 1000 fois pire que ce qui s'est passé en Argentine en 2001- 2002 : les gens se ruent aux guichets pour retirer leur pognon et la réponse est « non ». Il n'y en a plus. La banque, ils liquident, insolubles !! C'est fini, pété, vos économies n'existent plus !! Et alors je fais quoi pour aller au Shopi demain, pour m'acheter des patates ? C'est des points extrêmes pour des sociétés, des trucs pareils !!

Et puis il y a les plans qui sont arrivés... On a dit qu'on ne laisserait pas une banque crever. Encore heureux qu'on ait dit ça ! Ça aussi, c'est des effets d'apprentissage peut-être.

Et alors on a reculé un peu du bord du gouffre, et tout le monde a dit « ouf »! Moi à ce moment-là, au mois de novembre, j'ai commencé à penser que c'était la pire des situations, que c'était un pire à bas bruit, donc qui ne se voit pas : on avait reculé du bord du gouffre, et ça c'était bien, mais du coup il n'y avait plus cet espèce d'incroyable aiguillon à faire des choses extrêmes ... Ce sont des situations extrêmes qui appellent des réponses extrêmes, des trucs qu'on n'a jamais eu à l'idée de faire avant ! Et alors ça a commencé à atermoyer et à tergiverser... Sarkozy nous fait des discours à Toulon et à Douai qui sont surréalistes ! Il n'y a rien qui sort ! Il y a un G 20 au mois de novembre: il n'y a rien qui sort... - il n'y a que Claude Askolovitch qui avait cru apercevoir que Sarkozy était le maître du monde -, mais ça n'a pas produit un pet de lapin. Et on est parti pour que le bilan du G 20 d'avril soit maigre, maigre, maigre. Et du coup, la situation à recommencer à pourrir.

A partir de quand cette situation va transformer la crise de finance privée en crise de finance publique et puis en crise monétaire.

Et là maintenant, on arrive dans des pourritures qui sont d'une autre nature parce que forcément le problème a cru et embelli. La question que je me pose, c'est celle dont j'ai parlé tout à l'heure, c'est-à-dire - pour l'instant on a des plans publics pour endiguer une crise privée - à partir de quand cette situation va transformer la crise de finance privée en crise de finance publique et puis en crise monétaire. Et si on arrive là, c'est fini. C'est plus la Banque Centrale de la planète

Mars qui va venir en prêteur en dernier ressort. Il n'y a pas d'autres ressorts au-delà du dernier ressort. C'est ça, le truc.

Des institutions européennes d'une nullité totale...

Alors qu'est ce qui se passe à ce moment-là ? Je ne sais pas. Franchement, je ne sais pas. Et donc ça fout un peu les jetons. Par exemple ce qui est en train de se passer en Europe centrale, c'est vraiment très très inquiétant. C'est un vraiment très inquiétant ! C'est d'autant plus inquiétant que l'on a des institutions européenne d'une nullité totale. C'est hallucinant! Mais de toute façon cette Europe-là va crever ! Elle ne le sais pas, mais elle va crever, ça ne fait pas l'ombre d'un doute. D'entendre Neelie Kross fin novembre dire: « On va retoquer les plans de sauvetage des banques. Ce sont des aides publiques. C'est interdit par les traités », ... au cabanon! Voilà, au cabanon! Elle est folle!! Non mais il faut être fou !! On est au bord du gouffre et tu n'as pas le droit de faire un pas en arrière!! Au secours! Lâchez les chiens ! C'est dingue. D'entendre All Mounia venir nous dire: « Attention, il ne faut pas que les déficits dépassent 3 % »..., qu'est ce que tu veux faire? ... C'est juste dingue ! Les États-Unis sont en train de se taper un déficit à 12 %. S'il faut aller à 15, ils iront. S'il faut aller à 20, ils iront. Pas une hésitation. Je ne sais même pas trouver les mots pour le dire.... Et on a des mouches du coche qui viennent nous dire: « Attention hein, pas plus de 3! ». On a la crise du siècle et on a des espèces de comptables à lustrine qui viennent... .. C'est juste fou!!!....

Je pense que, de toute façon, ils peuvent dire tout ce qu'ils veulent, l'Histoire va les balayer, mais alors à un point!! D'abord, c'est fait! Kross a bouffé son chapeau: les aides d'Etat, on les fera, et puis de toute manière, s'il faut les refaire, on les refera pareil. Les déficits vont exploser et personne ne pourra

rien à ça. Voilà. Le nombre des articles des traités qui sont en état de violations aggravées croît et embellit chaque jour. On a laissé faire des consolidations bancaires qui violent notoirement les articles de la concurrence sur les positions dominantes, etc. Il fallait bien faire reprendre des banques sub-claquantes par d'autres qui l'étaient un peu moins. On est en train de violer les articles sur les aides d'Etat, je viens de le dire, sur les déficits publics, on va violer allègrement - c'est très possible - l'article qui interdit à un État-membre de prêter à un autre. Si la Hongrie est à l'agonie alors que les banques autrichiennes sont engagées dans le système bancaire, financier, hongrois à hauteur de 80 % du PIB autrichien, les Autrichiens ne vont pas laisser faire ! Et pareil pour les Suédois dans les pays baltes. Il faut bien voir : ce sont des enjeux de survie pure qui sont en train de se poser. Ce n'est pas un connard avec son traité qui va venir y changer quoi que ce soit. Quand l'alternative, c'est survivre ou mourir, les gens choisissent vite et ils vont choisir vite. C'est la raison pour laquelle au bout d'un moment il va falloir remettre le Droit d'équerre avec le fait. Pour l'instant, si vous voulez le droit européen est violé dans les poubelles au fond d'une impasse ! C'est terrible. Il y a bien quelques juristes qui finiront par s'inquiéter de cela. « Ah ben non, les gars, il y a un problème: juridiquement, on ne peut pas laisser faire ça, ce n'est pas bien parce qu'après les gens disent.... », eh bien le droit, poufff !! Il faudra réécrire. Ca, c'est la vertu des crises peut-être: ça permet de réécrire. Ça permet de réécrire des trucs qui ont été mal écrits. Moi, c'est ce que je souhaite. Que cette Europe crève et qu'il y en ait une autre. On réécrit tout. Si ça produisait ça, peut-être que la crise n'aurait pas lieu pour rien.

Samir Amin,

économiste et président du Forum Mondial des Alternatives,

Interview du 9 Mars 2009

Thème: la crise !

Partie 1/3

Restaurer le système tel qu'il était ne peut conduire à terme qu'à une crise plus grave encore

Pascale Fourier : À l'occasion de la crise, on a entendu nombre de politiques et de commentateurs appeler à une refondation du capitalisme. Cela semble effectivement une nécessité, non ?

Samir Amin : Non pas du tout, justement. J'utiliserai une phrase un peu provocatrice... Le choix de stratégie d'action est le suivant : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise. On comprend bien que les pouvoirs établis, les capitalistes et les gouvernements cherchent seulement à sortir de la crise du capitalisme, qu'ils appellent ça « refonder le capitalisme » ou autre chose ne change pas grand-chose à l'affaire. Par contre, il serait déplorable que les victimes du capitalisme qui sont quand même un peu plus nombreux que les milliardaires qui en sont les bénéficiaires acceptent eux aussi, ou s'inscrivent dans une stratégie de sortie de la crise du capitalisme et non pas de sortie du capitalisme en crise.

La crise n'a pas commencé le 15 septembre 2008 avec l'effondrement financier. L'effondrement financier est seulement une nouvelle étape du développement de la crise, car, avant septembre 2008, il y avait quand même des chiffres-record de chômage à travers le monde capitaliste et beaucoup de choses qui n'allaient pas. La crise a commencé beaucoup plus tôt.

La crise a commencé à mon avis en 1971, pour mettre une date, c'est-à-dire lorsque les autorités des États-Unis ont décidé d'abolir la

convertibilité en or du dollar. Les années 70 qui ont suivi ont été marquées par un effondrement, et on ne s'en est jamais remis depuis 1970-75: les taux de croissance sont tombés à la moitié de ce qu'ils avaient été pendant les Trente Glorieuses qui avaient précédées, et les taux d'investissement productif dans l'expansion et l'approfondissement du système productif sont tombé aussi à la moitié de ce qu'ils étaient au cours des Trente Glorieuses.

Donc la crise avait bel et bien commencé dans les années 70. La réponse du capital à cette crise aux fonds structurels a été comme toujours davantage de concentration, davantage de centralisation du capital. Et c'est au cours des années 70 et 80 que se sont constituées ou se sont renforcés les grands groupes, une poignée de grands groupes, qui contrôlent l'ensemble du système économique capitaliste. C'est la raison pour laquelle je les appelle « ploutocratie ». 500 gigantesques groupes financiers ou financiarisés contrôlent la presque totalité des décisions économiques majeures partout dans le monde Et c'est un degré de concentration du capital qui n'a pas de précédent.

Cette concentration du capital gigantesque est à l'origine de la financiarisation. La financiarisation n'est pas le produit d'une dérive intellectuelle du triomphe de l'école de Chicago et des néolibéraux, etc. Je ne crois pas que ce soit les idées, justes ou fausses, qui commandent le monde, ce sont les

intérêts sociaux.

Pourquoi donc cette financiarisation ? Que signifie cette financiarisation ?

La financiarisation signifie tout simplement que le groupe des oligopoles - je les appelle, tout le monde les appelle les « oligopoles » -, qui contrôlent l'économie mondiale dans les pays capitalistes développés comme dans les pays du Tiers-Monde, pompe une rente de monopole sur la masse des profits créés par les activités productives. Et cette rente de monopole est véritablement le produit de ce caractère oligopolistique: il n'est pas le produit de la financiarisation. La financiarisation est le moyen, le moyen, par lequel ces oligopoles pompent sur la plus-value (la masse des profits créés par l'économie mondiale, nationale et mondiale) leur rente de monopoles.

D'où les deux taux de profit apparents, le taux de profit apparent des investissements financiers (c'est-à-dire des investissements dans la sphère financière qui visent à être autour de 15 % et qui n'y arrivent pas toujours - mais il n'est pas très loin de 15 %), et le taux de profit dans les activités directement productives, que ce soit la production d'automobiles, de chaussettes, de produits alimentaires ou de service de toute nature, tourne autour de 5 %. La différence gigantesque entre ces deux taux de profit, c'est la rente des oligopoles.

Donc ces oligopoles sont donc les rentiers au sens plein du terme, c'est-à-dire qu'ils créent de l'argent avec de l'argent, sans passer par la production, et en pompant cet argent qui crée de l'argent sur les activités productives.

Cette financiarisation est voulue. Evidemment cette financiarisation entraîne des conséquences considérables, dramatiques. D'une part, elle ralentit la croissance, puisqu'il y a moins d'investissements dans les sphères directement productrices, et d'autre part elle alimente à partir de là le chômage... Elle entraîne le chômage, la précarité, la précarisation des emplois, voire même une réduction des rémunérations en termes réels, qui est inégale bien entendu selon les couches sociales, mais qui est tout à fait visible. Elle entraîne donc une inégalité grandissante. Et cette rente de monopole, ce ne sont pas les actionnaires qui en sont

les bénéficiaires. On parle en leur nom, mais les actionnaires sont parfaitement manipulés, de même que ce ne sont pas les retraités, ceux qui bénéficient des fonds de pension privés, qui sont les bénéficiaires, parce que les fonds de pension sont gérés par l'oligarchie financiarisée. Cette rente de monopole, d'une part et d'autre part le chômage, la précarité, signifient simplement une inégalité sociale grandissante. L'inégalité ne peut pas grandir ad vitam aeternam. Elle devient non seulement socialement et politiquement intenable, mais elle devient même sur le plan de la gestion économique intenable, parce que tandis qu'à un pôle la masse des profits captés sous la forme de rentes de monopoles grandit sans fin, à l'autre pôle la demande solvable qui est liée aux activités productrices et aux rémunérations des travailleurs de toutes nature - pas seulement des travailleurs de base, mais aussi des classes moyennes- voit sa part réduite. Toutes les statistiques le montrent. Tout cela, ce sont des banalités: la part des revenus du travail dans le PIB décroît d'une façon régulière et la part des rémunérations du capital croît. Et dans cette part des rémunérations du capital, la rente des monopoles, des oligopoles elles-mêmes est en croissance continue.

Ça devait éclater un jour ou l'autre. François Morin avait estimé, dans son livre Le Nouveau Mur de l'argent publié en 2006 que le volume de cet endettement artificiel à partir duquel la rente de monopole était pompée était de 3000 milliards de dollars, 3000 milliards de dollars en 2006. Et j'ai été tout à fait convaincu dès le départ que c'était intenable en lisant le livre de Morin. Et j'ai même dit à l'époque : « Je n'ai pas de boule de cristal, mais ce système ne peut pas durer plus d'une dizaine d'années ». Nous étions en 2006: 2 ans après le système explosait. Donc cette explosion n'était pas du tout inattendue, pas du tout, tout au moins pour moi et pour quelques autres.

Mais elle était tout à fait imprévisible pour les économistes conventionnels, parce que, pour eux, comme l'a dit Mme Lagarde trois jours après le premier effondrement, « la sagesse des marchés va rétablir l'ordre très rapidement ». C'est une idée complètement fautive, je dirais à la limite même stupide. Mais c'est l'idée dominante. Et cette idée fautive dominante, elle est dominante non

pas parce que c'est une idée que l'on croit juste, mais tout simplement parce que elle sert tout à fait les intérêts des oligopoles. À partir de là, la crise ne peut que s'approfondir.

Je vais faire un parallèle, parce que l'histoire se répète de façon très curieuse. L'opinion publique d'une façon générale, surtout à l'heure actuelle, parce que l'opinion publique à l'heure actuelle, l'opinion des adultes et des gens un peu plus âgés que ça, c'est l'opinion de gens qui ont connus l'après- deuxième guerre mondiale, qui ont connu les Trente Glorieuses et qui s'imaginent que le capitalisme est un système de croissance continue avec une répartition des revenus disons plus ou moins acceptable, avec les hauts et des bas... à peu près un long fleuve tranquille, disons. Ce n'est pas ça du tout.

L'histoire du capitalisme, c'est au contraire histoire de très longues crises, très longues. Ce ne sont pas seulement les petites fluctuations, les deux ou trois années de croissance accélérées, suivie par deux ou trois années de croissance ralentie, ce qu'on appelle les « récessions » dans le langage économique conventionnel. C'est beaucoup plus grave que cela.

Je fais le parallèle. La grande crise précédente a commencé en 1873, exactement 100 ans avant la nouvelle crise structurelle, 1971. A cette grande crise structurelle qui commence en 1873, la réponse du capital a été effectivement la création de monopole. C'est la première vague de centralisation du capital et d'émergence des grands monopoles modernes, ces grands monopoles que Hobson, Iphering et Lénine ont analysés à leur époque. Cette première centralisation des monopoles - Lénine très optimiste disait « phase suprême du capitalisme »... Il pensait que c'était déjà mûr pour s'effondrer-, a permis la première Belle Époque. Le terme « Belle Époque » a été utilisé à l'époque entre 1890 et 1914 - presque exactement 1990-2008. Notre seconde Belle Époque est un peu plus courte que la première. Les deux Belles Époques présentent les mêmes caractéristiques, c'est-à-dire une concentration énorme du capital, mais chaque fois grandissante: cette fois, la deuxième Belle Époque a un niveau de concentration du capital sans commune

mesure, je dis qualitativement différente avec ce qu'il en était au cours de la première Belle Époque. On parle de la mondialisation comme de quelque chose de nouveau, mais si on lit ce qui a été écrit entre 1890 et 1914, c'était la mondialisation, avec le même discours: la Belle Époque, c'est la paix, c'est la démocratie - qu'on entendait probablement pas exactement de la même façon aux deux époques-. On entend le même discours.

La première Belle Époque s'est terminée par la guerre de 1914. Elle a conduit justement ces oligopoles à entrer en conflit entre eux, un conflit violent qui a conduit à la première guerre mondiale. Mais la première guerre mondiale a été aussi l'occasion de la révolution russe, c'est-à-dire la première révolution au nom du socialiste et de la sortie du capitalisme - je ne discuterais pas de ce qu'elle est devenue par la suite, c'est pas notre sujet. Mais donc lors de cette première Belle Époque, on a écrit les mêmes âneries qu'aujourd'hui, c'est-à-dire « c'est la fin de l'histoire », etc. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on l'a appelé « la Belle Époque » - ceux qui en étaient les bénéficiaires, évidemment en son temps... Elle s'est conclue par la guerre et la révolution russe.

Avec cette deuxième Belle Époque, nous avons une répétition: crise structurelle qui commence en 1971, centralisation du capital qui commence en 1980 et se développe dans les années 80 et qui atteint un niveau qualitativement différent, comme je le disais, du niveau précédent, et nouvelle Belle Époque, avec le même discours, la paix, la démocratie etc. Et ça s'est terminé par le krach. Mais ça s'est terminé aussi par une nouvelle guerre, mais une guerre d'un type différent cette fois : pas une guerre inter-impérialiste entre les impérialistes concurrents comme la guerre de 1914, mais la guerre de l'impérialisme collectif de la triade États-Unis (avec ses deux provinces extérieures, rapprochée - le Canada- , éloignée - l'Australie-), l'Europe (l'Europe de l'Union Européenne, mais même pas de toute l'Union Européenne, l'Europe à l'ouest de la Pologne disons, et au nord de la Croatie), et le Japon. Cet impérialisme collectif est rentré dans la guerre permanente contre les pays du Sud. L'agression contre l'Irak qui a été décidé, planifiée par l'establishment des États-Unis amorce simplement une nouvelle

série de longues guerres, mais d'une nature différente cette fois: c'est la guerre du Nord contre le Sud. Ce n'est pas la guerre des Etats du Nord entre eux, entraînant évidemment leurs colonies et dépendances du Sud derrière eux. C'est le même développement.

Alors le système, les pouvoirs en place face à cette crise, qu'est-ce qu'ils se proposent ? Ils se proposent plusieurs choses. Un, de rétablir le système à peu près tel qu'il était avant l'effondrement financier. Je dis « à peu près » parce qu'ils prendront quelques mesures tout de même de petite régulation - enfin les gouvernements, non, les gouvernements à travers les oligopoles prendront eux-mêmes des mesures, mais des mesures mineures (certains disent « purement cosmétiques »). Peut-être qu'ils iront un peu plus loin... Peut-être... Ce n'est pas impossible...

La restauration du système tel qu'il était est-elle possible ? A court terme, je dirais, ce n'est pas impossible, à deux conditions.

L'une que l'injection des fonds pour rétablir la rentabilité et le fonctionnement normal, la fluidité, la rentabilité du capital, soit la hauteur des montants nécessaire, et ces montants sont gigantesques: ce sont 3000 milliards.

Morin et moi avons dit « 3000 milliards » dans les années 2002-2004-2005; les grands experts du Fonds Monétaire International sont arrivés à ce chiffre il y a deux semaines... Au lendemain du 15 septembre, ils ont dit : « On a besoin de 700 milliards » et pas de 3000 milliards; ils sont arrivés à 3000 milliards en augmentant de 700 milliards progressivement.

Les plans actuels, que ce soit le plan américain des États-Unis ou les plans européens (s'il y a un plan européen) ne sont pas encore à la hauteur des injections nécessaires pour rétablir le système tel qu'il était. Mais je n'exclus pas qu'il le devienne, au cours de l'année, des deux années à venir disons.

L'autre condition pour que cette restauration puisse fonctionner, c'est que les victimes, parce qu'il aura des victimes restent désunis. Les victimes sont les dizaines de millions de chômeurs supplémentaires, les précaires en nombre grandissant... A travers une inflation,

une petite inflation, la dégradation des revenus réels non seulement de la majorité des travailleurs mais même d'une bonne partie des classes moyennes s'est déjà amorcée. Si leurs protestations restent ce qu'elles sont jusqu'au moment actuel, c'est-à-dire largement fragmentées et largement sur la défensive - défendre les acquis du passé attaqués par le système à l'heure actuelle -, dans ce cas-là, la restauration du système tel qu'il était n'est pas possible.

Mais je suis prêt à parier que si le système est rétabli tel qu'il était, même avec quelques mesures de contrôle un peu plus sérieux, dans un espace de quelques années, il y aura un deuxième krach, et encore plus grave.

Là encore, je fais le parallèle. Après la première catastrophe, la première Belle Époque du 1890-1914 débouche sur la guerre mondiale, la révolution russe. En 1920, que font les pouvoirs dominants des pays occidentaux ? Ils rétablissent le système tel qu'il était avant 1914 en abandonnant la Russie. Sauf sur ce morceau de la planète qui sort de la planète, on rétablit partout ailleurs le système tel qu'il était avant 1914, dans les métropoles et dans les colonies dominées à l'époque. Une seule personne, un seul économiste, a vu à l'époque que c'était absurde et que ça ne pouvait conduire qu'à la catastrophe: c'est Keynes. Mais bien que Keynes l'ait dit en 1920, personne ne l'a écouté, et à l'époque, ceux qu'on écoutait, c'était effectivement des économistes conventionnels analogues aux économistes libéraux et néolibéraux qu'on connaît aujourd'hui. Ça a conduit à la grande crise de 1929, qui était tout à fait prévisible elle aussi, laquelle a conduit à la deuxième guerre mondiale et à une nouvelle vague de sortie du capitalisme, ou de tentatives de sortie, même si les pays ont évolué de façon différente par la suite: la Chine, les grands mouvements de libération nationaux de l'Asie, de l'Afrique, ont abouti à l'indépendance de l'ensemble des pays des deux continents, en une dizaine, une quinzaine d'années après la deuxième guerre mondiale.

Donc nous avons une répétition et si par hasard donc le système était restauré tel qu'il était, il aboutirait à une nouvelle catastrophe.

L'histoire se répète, mais avec des éléments nouveaux, bien entendu: on parle beaucoup de révolution technologique et scientifique, l'informatique, etc. Tout cela est vrai. On parle beaucoup de beaucoup de choses qui sont effectivement des éléments nouveaux. Mais l'élément nouveau le plus grave, le plus important à mon avis, je l'appellerais « la rareté relative » des ressources naturelles, des grandes ressources naturelles. Je ne veux pas parler nécessairement d'épuisement définitif parce que, pour le pétrole comme pour d'autres ressources naturelles, on découvre sans arrêt des réserves nouvelles même si elles sont plus coûteuses à exploiter, mais l'épuisement des ressources naturelles. Et c'est cet épuisement des ressources naturelles qui conduit effectivement le système à opter pour la guerre du Nord contre le Sud : si les sociétés du Nord - je ne dirais pas « les peuples », mais les sociétés dans un sens plus large- veulent maintenir leur mode de vie et de consommation et de gaspillage, il est nécessaire pour cela que les 15 % de la population de la planète qu'elles représentent aient accès à 100 % ou 90 % des ressources naturelles de la planète pour eux-mêmes en privant l'accès à ces ressources naturelles pour la majorité des peuples du monde, les

peuples d'Asie d'Afrique et d'Amérique Latine qui additionnés représentent 85 % de la population de la planète.

Ce système, donc de restauration, ne peut exiger que la militarisation et le contrôle. Et je conclus: c'est en cela que ce système est profondément antidémocratique, profondément, contrairement au discours qui soutient que « le capitaliste, c'est la démocratie ». Ce capitalisme que j'appelle pour cette raison « sénile », obsolète peut-être si l'on veut être un peu moins violent dans les termes, ce capitalisme ne peut pas continuer à avancer sur ces bases fondamentales sans aggraver à l'échelle mondiale les inégalités entre les sociétés du Nord et les sociétés du Sud. C'est ce que Marx appelait « la paupérisation » - parce que la paupérisation est gigantesques à l'échelle mondiale et elle ne commence pas en septembre 2008: le processus d'accélération de la paupérisation commence en 1971, 70 ou 75 peu importe. Et cette paupérisation se marque par cette aggravation considérable, par une marginalisation de population entières, en particulier paysanne, de l'ensemble des populations des sociétés du Sud.

Samir Amin,

économiste et président du Forum Mondial des Alternatives,

Interview du 9 Mars 2009

Thème: la crise !

Partie 2/3

Les oligopoles pompent une rente de monopole sur la plus-value....

Pascale Fourier : Tout à l'heure, vous disiez que les groupes financiarisés ont pompé des rentes de monopole..ont pompé une certaine partie de la plus-value, assez importante... Je n'ai pas très bien compris...

Samir Amin : Ça, ça mérite explication effectivement. On peut donner une explication dans le langage prétendu scientifique des économistes, mais on peut le donner aussi dans un langage plus courant. Je vais essayer de le faire de la deuxième manière.

Le capitalisme répond à ses crises par la concentration, c'est-à-dire la constitution de monopoles et d'oligopoles

Le capitalisme répond à ses crises par la concentration, c'est-à-dire la constitution de monopoles et d'oligopoles. Il a répondu, comme je l'ai dit à l'heure, à sa première crise structurelle des années 1870 à 1890 par la formation des premiers monopoles. Et ce n'est pas étonnant, ça a commencé aux États-Unis: les « trusts », terme inventés aux États-Unis pour désigner ces nouveaux grands monopoles. Ces premiers grands monopoles ont été analysés à l'époque par l'anglais Hobson, l'allemand Hilferding, et Lénine.

Le capitalisme a répondu de la même manière à la deuxième grande crise qui a commencé en 1971 avec l'abandon de la convertibilité en or du dollar et

l'effondrement des taux de croissance dans les pays capitalistes développés, par une nouvelle vague de concentration, une nouvelle vague de formation d'oligopoles. Et cette deuxième vague, c'est ce que j'appelle les oligopoles d'aujourd'hui, a amené un niveau de monopolisation, de concentration de la gestion de l'économie mondiale sans commune mesure avec la première vague. Lénine croyait naïvement que les monopoles tels qu'ils étaient apparus en son temps constituaient la fin de la concentration du capital dans le capitalisme. Hélas, il avait tort, et nous en avons une seconde.

Les oligopoles contrôlent l'économie mondiale à travers le contrôle du marché monétaire et financier.

Cette seconde vague de formation d'oligopoles, cette fois pour la première fois, contrôle à peu près toute l'économie mondiale, directement et indirectement: elle la contrôle à travers le contrôle du marché monétaire et financier, d'où le terme de « financiarisation ».

Qu'est-ce que ça veut dire le contrôle du marché monétaire et financier ? Ça veut dire que l'accès au capital est réservé, la décision et la possibilité d'accéder au capital est réservée à ces oligopoles. Quand je dis « l'accès au capital », ce n'est pas l'accès de vous et moi à un emprunt de 20 000 € ou 50 000 pour acheter un logement ou une voiture, c'est l'accès au marché du capital pour 3 milliards d'euros ou de dollars pour

une grande entreprise. Et c'est le marché dominant.

Les économistes conventionnels parlent d'« économie de marché ». « Économie de marché » ne veut rien dire, il faudrait dire « économie de marchés » au pluriel, non pas marché « -é », mais « -és », et en prenant soin de hiérarchiser ces marchés. Et le marché des capitaux est le marché dominant, c'est-à-dire que c'est l'accès au capital qui détermine l'orientation du développement économique, de la croissance économique, et conditionne tous les autres marchés, que ce soit le marché pour vendre des automobiles ou le marché pour vendre des chaussettes avec une publicité particulière ou le marché pour vendre des services à domicile avec également une publicité particulière, et surtout et c'est ça qui est important, le marché du travail ou les marchés du travail, fragmenté - et la précarisation est la forme des marchés du travail dominés par ce marché financier qui est le marché dominant.

La financiarisation: le moyen de ponctionner la rente.

Le marché financier est un marché qui remplit deux fonctions. D'abord le prélèvement sur l'ensemble des activités productives de biens et services (encore une fois qu'il s'agisse de produire des automobiles, des chaussettes ou la livraison à domicile de produits alimentaires ou d'autres produits). Le marché des biens et services produit la plus-value, produit la masse de profits. Mais à travers le contrôle du marché financier, les oligopoles s'approprient une bonne part de ces profits qui deviennent des rentes de monopole. Et c'est la raison pour laquelle la financiarisation n'est pas le produit d'un accident, n'est pas le produit de l'invention des formes d'interventions sur le marché financier, qui ne sont que des moyens. Mais elle répond aux intérêts objectifs de l'oligarchie dominante parce que c'est le moyen pour elle de ponctionner cette rente.

Est-ce que c'est clair maintenant ?

Pascale Fourier: Je n'arrive pas à comprendre la partie sur « s'approprie cette plus-value ». Comment le fait d'être détenteur de capital permet de capter une

part importante de la plus-value ?

Samir Amin : Les opérations financières sont motivées par les taux de change flexibles au niveau international et les taux d'intérêt prétendument déterminés par le marché aux différents niveaux nationaux.

Ces deux marchés sont de faux marchés: ce sont des marchés qui sont régulés en fait. A l'époque de Bretton-Wood, ces marchés étaient régulés par l'État. Les taux de change étaient régulés par la négociation internationale, par des dévaluations éventuelles, mais ils étaient décidés par les États. Les taux d'intérêts étaient eux commandés par les banques centrales, c'est-à-dire des institutions d'État à l'époque et déterminés en fonction de la politique monétaire de l'État pour soit favoriser la croissance soit la ralentir.

Désormais, ces deux taux sont dérégulés, c'est-à-dire laissés au prétendu « marché », c'est-à-dire le marché des capitaux, c'est-à-dire ce marché où n'interviennent que ces oligopoles. Vous n'y intervenez pas, vous ! Même pas le petit spéculateur qui croit qu'en achetant 15 actions, il participe aux marchés financiers! C'est une rigolade! Ceux qui participent aux marchés financiers sont ces oligopoles qui achètent et vendent quotidiennement des centaines de milliards de dollars et qui, par conséquent, régulent à travers cette intervention les taux de change et les taux d'intérêt. Et ils font des bénéfices dans cette régulation.

Les profits ne peuvent être créés que par l'activité productive... L'argent ne fait pas de petits...

Ces bénéfices - j'utilise volontairement ce terme vague-, ces bénéfices n'ont pas de base normale, de base naturelle: ils sont donc prélevés sur les profits créés par l'activité productive. Les profits ne peuvent être créés que par l'activité productive... L'argent ne fait pas de petits... L'argent fait des petits en passant à travers la production. Le capital s'investit dans une production qui produit des profits. Mais le capital financier ne produit pas de profits, il prélève sur les profits. Et ce prélèvement à la nature d'une rente. Marx avait étudié le problème d'une façon parfaite. On redécouvre aujourd'hui des choses que Marx a écrites il y a 150 ans

et qui sont vraies à toutes les étapes du système capitaliste. Que l'on ait inventé au cours de cette deuxième financiarisation qui vient de se casser la figure des techniques, des formes nouvelles d'interventions sur le marché du crédit (les subprimes en sont un exemple) est tout à fait secondaire. Marx avait déjà décrit les formes inventées en son temps pour les interventions sur le marché financier. C'est un prélèvement. Et qui dit prélèvements dit rente. C'est un prélèvement qui ne crée pas de profits, mais qui prélève sur les profits créés. D'où ce que j'ai dit, les deux taux.

Un groupe oligopolistique n'est pas un groupe financier; ce ne sont pas les banques qui sont responsables, ce ne sont pas les compagnies d'assurances qui sont responsables, ce ne sont pas les fonds de pension qui interviennent sur les marchés financiers qui sont responsables. Parce que ces oligopoles sont des ensembles qui contrôlent à la fois les grandes institutions financières, les banques, les assurances et fonds de pension et les grands ensembles productifs, c'est-à-dire l'industrie du pétrole, l'industrie nucléaire, l'industrie des automobiles, le logement (parce que même si les logements sont appropriés privativement par des millions, ou des milliards peut-être maintenant, de petits propriétaires, les grandes oligopoles interviennent dans la construction). Prenez les parcs automobiles de la ville de Paris: c'est un oligopole, c'est deux aux trois oligopoles qui les contrôlent. Pourquoi ? Parce que pour faire un parc automobile dans Paris, ce n'est pas avec 100 000 ou 200 000 ou 3 millions d'euros que vous pouvez le faire. Il faut que vous ayez accès aux marchés des capitaux qui vous donnent... je sais pas... 500 millions d'euros, peut-être, pour pouvoir le faire. Donc c'est par ce moyen qu'elles prélèvent cette rente de monopole.

Ces oligopoles sont donc des oligopoles qui ne sont pas exclusivement financiers. Chaque oligopole regroupe des activités productives et des activités financières. Leurs investissements se font dans les deux sphères. Quand elles investissent dans un oligopole qui investit dans l'élargissement et l'approfondissement du système productif - produire d'avantage d'automobiles ou produire des automobiles moins coûteuses, ou produire des automobiles nouvelles, plus

coûteuses mais ayant des performances supérieures, ça c'est un investissement productif, même si on peut l'estimer être un gaspillage avec d'autres critères. Dans ces investissements productifs, ces oligopoles ne produisent des profits qu'à un taux qui est voisin de près de 5 %. Mais par contre, lorsqu'elles investissent dans ce qu'on appelle « spéculations » - pour ma part, je ne les appelle pas « spéculations » parce que ce sont des opérations normales- , dans des opérations d'intervention sur le marché des changes, d'intervention sur les marchés interbanques de flux financiers, donc sur le taux d'intérêt, quand elles régulent à travers cela les taux de change et les taux d'intérêts, elles perçoivent là des bénéfices dont le taux est de 15 %.

Les « petits » de l'argent ne sont que le prélèvement sur la production faite dans les secteurs productifs.

L'existence des deux taux est la démonstration qu'il y a une rente qui est perçue par certains sur la masse des profits. Et c'est ça, la rente de monopole.

J'espère que mon explication est pédago, mais ce n'est pas sûr...

Investir en bourse, si vous êtes gagnant et pas perdant, vous gagnez de l'argent, mais vous ne créez pas. Ceux qui créent, ce sont ceux qui produisent. Mais Marx a déjà écrit ça. L'aliénation, ce qu'il appelle « l'aliénation », c'est cette croyance que l'argent fait des petits par lui-même. C'est une croyance de bourgeois; malheureusement, elle est largement partagée dans l'opinion publique générale, mais c'est une croyance fautive: l'argent ne fait pas de petits, c'est la production qui croît. Et les « petits de l'argent » ne sont que le prélèvement sur la production faite dans les secteurs productifs.

Samir Amin,

économiste et président

du Forum Mondial des Alternatives,

Interview du 9 Mars 2009

Thème: la crise !

Partie 3/3

Le capitalisme d'oligopoles financiarisées est l'ennemi de la démocratie.

Pascale Fourier : À un moment, dans l'un des textes que vous avez écrit, vous dites que cette nouvelle forme de capitalisme d'oligopoles financiarisées est l'ennemi de la démocratie. J'aimerais savoir en quoi...

Samir Amin : Oui, il est l'ennemi de la démocratie d'une façon très sérieuse et profonde dans ce sens que cette rente de monopole n'est possible que si le pouvoir de ces oligopoles s'exerce d'une façon incontestée non pas seulement dans la gestion économique de toutes les activités économiques aux échelles nationales et mondiale, mais également dans ce sens que le système politique soit à son service, c'est-à-dire que le système politique renonce à l'intervention dans la gestion de l'économie et l'abandonne à ces oligopoles au nom des soi-disant marchés, de la liberté des marchés...

Si l'on renonce à réguler le système économique, à quoi sert de voter?

Or qu'est-ce qu'un système démocratique ? Un système démocratique, c'est un système dans lequel le choix, à travers l'élection et un parlement, disons, comporte des alternatives différentes et dans lequel ces alternatives peuvent être mises en œuvre à travers le pouvoir politique régulant la gestion du

système économique.

Si l'on a renoncé à la régulation du système économique au profit des oligopoles qui ont le monopole de cette gestion, alors le vote n'a plus de sens. Et ça, dans les pays démocratiques occidentaux, les électeurs le savent bien: vous votez librement et les élections sont relativement honnêtes (elles ne sont pas falsifiées comme en Égypte ou je ne sais où), vous pouvez voter blanc, bleu, réactionnaire, conservateur, vous pouvez voter je ne dirais pas rouge, je dirais rose, socialiste, peut-être même rouge (mais vous ne serez qu'une petite minorité...), mais quel que soit le gouvernement qui vient à la suite de ces élections, sa première phrase sera: « Nous n'y pouvons rien, c'est le marché qui décide ». Alors pourquoi voter ?

D'ailleurs, aux États-Unis, qui sont le pays démocratique le plus avancé dans le capitalisme des oligopoles, regardez les élections, même les élections présidentielles qui sont considérées comme les élections majeures aux États-Unis: la participation aux élections est minoritaire. Elle est de moins de 50 %; elle est rarement au-dessus de 50 %, et la moitié des électeurs qui ne votent pas, ce n'est pas la moitié riche, c'est la moitié pauvre: ils savent très bien que démocrates ou républicains, c'est la même chose.

D'ailleurs Nyerere, l'homme politique tanzanien, avait dit à ce sujet : « Nous, pays pauvres nous avons un parti unique; vous, pays riches, vous avez deux partis uniques. Vous avez le choix à l'alternance entre deux partis qui font la même chose ». Donc c'est profondément antidémocratique.

Un « modèle » d'élection souhaité? Les élections au Parlement Européen....

Et ce choix antidémocratique, il est avoué d'une façon naïve parfois quand on dit que les sociétés occidentales souffrent de trop de démocratie. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que ces élections sont inutiles. L'idéal serait des élections du type de celles du Parlement européen, élections pour un Parlement qui n'a pas de pouvoir.. C'est difficile à faire passer sous une forme aussi brutale, mais regardez comment fonctionne l'Union Européenne: c'est tout à fait typique du déni de démocratie. Si vous votez mal pour les oligopoles, eh bien on vous fait revoter autant de fois qu'il est nécessaire jusqu'à ce que vous votiez bien, ou bien on ne tient pas compte de votre vote. Les Français ont voté Non à la constitution. La constitution par les accords de Lisbonne est mise en œuvre... Même si ces accords de Lisbonne ont été rejetés par l'Irlande, on va faire revoter l'Irlande 25 fois s'il le faut jusqu'à ce qu'elle vote Oui.

Le recul du politique au profit du sociétal....

Alors si c'est ça, la conception de la démocratie, il n'y a plus de démocratie ! La démocratie est en recul; elle n'avance pas. Et là je prends les pays capitalistes développés, dits démocratiques... Cette pratique est en régression. Et cette régression se manifeste dans la langue, dans le langage. On parle de « problèmes de société », de « problèmes sociétaux », on ne parle plus de « problèmes sociaux » parce que dit problèmes sociaux dit problème de la majorité, des travailleurs, exploités, dominés, précarisés, voire chômeurs ou sans-domicile-fixe. Ça, c'est des problèmes sociaux. On les marginalise, ces problèmes sociaux, et on met en avant des problèmes dits de société comme l'égalité entre les genres pour prendre le terme anglais, (on dirait « les sexes » en français), qui n'est pas un faux combat, mais qui n'est pas de même nature.

On parle des problèmes d'homophobie, etc, etc. On ne parle plus des prolétaires.... Le terme « prolétaire » a été remplacé par « les immigrés » - la majorité des immigrés constitue une bonne partie du prolétariat effectivement, mais on ne parle plus des « prolétaires », qu'ils soient d'origine locale ou d'origine immigrée. On a remplacé la question du pouvoir décidé à travers des élections correctes, on ne parle plus du « pouvoir » on parle de la « gouvernance », la bonne et la mauvaise gouvernance. On a remplacé les discours d'une culture politique du conflit, c'est-à-dire reconnaissant la diversité des intérêts sociaux, et non pas sociétaux, et le conflit social : on parle désormais des « partenaires sociaux » maintenant, comme si l'exploité et l'exploiteur étaient des partenaires. On parle de la « gouvernance » nécessairement « bonne » ou « mauvaise » , c'est-à-dire le sermon religieux à la façon américaine qui remplace le discours politique. Et lorsque M. Sarkozy - et Obama ne le dit pas différemment - dit qu'il faudrait que les capitalistes soient honnêtes, Marx avait dit en son temps que le capitaliste n'existe pas, qu'il est l'incarnation du capital, qu'il ne peut pas se comporter autrement que conformément aux exigences de la rentabilité financière et économique du capital. Il n'est pas un monsieur qui est bon ou méchant, il est un monsieur qui agit conformément à la logique du capital.

Un système qui ne peut fonctionner que le contrôle militaire

Alors ça, c'est un recul de la démocratie. Mais à l'échelle mondiale, c'est pire. À l'échelle mondiale, c'est pire, pourquoi ? Parce que le capitalisme est à l'origine de cette polarisation à l'échelle mondiale sans commune mesure avec ce que toute l'humanité avait connu au cours de ces 3 000 ou 30 000 ou 300 000 ans qui ont précédé le capitalisme. Vers 1800, le rapport entre les plus riches et les plus pauvres des peuples du monde étaient de un à deux au maximum. Et même Bairoch, le très bon économiste décédé, l'estimait à 1 et 1.3, et les plus avancés n'étaient pas l'Europe à l'époque, c'était la Chine qui avait un PIB per capita jusqu'en 1820 supérieur à la Grande-Bretagne et supérieure à la moyenne européenne bien entendu!

On est passé de cette très grande proximité dans les niveaux de développement des peuples du monde à un rapport qui va de 1 à 20, 1 à 60 à l'heure actuelle. 1 à 20 entre les pays opulents et les pays dits à revenus moyens, ceux que l'on appelle aujourd'hui « les pays émergents ». Et 1 à 60 entre les pays opulents et les pays dits marginalisés, c'est-à-dire les plus paupérisés de la planète, notamment une bonne partie des pays africains. Ça, c'est une paupérisation à l'échelle mondiale gigantesque.

Le système ne peut se perpétuer qu'à la condition que la minorité des peuples, nations, « sociétés » je préfère dire, du Nord, 15 %, ait accès à la presque totalité des ressources naturelles de la planète et interdise cet accès. Ça implique justement quelque chose qui est tout à fait antidémocratique par essence: le contrôle militaire. Vous ne pouvez pas priver les Chinois, les Indiens, les Arabes, les gens du Sud-Est asiatique, les Africains, les latino-américains d'avoir accès ces ressources (pour faire une utilisation, bonne ou mauvaise, analogue à celle des occidentaux, de leurs ressources naturelles) sans avoir le contrôle militaire de la planète. Il y a 6000 bases militaires américaines d'intervention à travers le monde sur la planète. 6000 bases militaires. L'OTAN, c'est quoi ? L'OTAN, c'est l'instrument des États-Unis, ce sont ceux que j'appelle les « alliés subalternes » des États-Unis dans les interventions militaires décidées par les États-Unis.

Ce contrôle militaire de la planète, c'est par nature de l'aliénation des droits démocratiques des peuples. Comment peut-on parler de démocratie en Irak ou en Afghanistan ou dans les territoires occupés de la Palestine ? Militarisation et globalisation pour utiliser ce terme de français (on dirait en Français « mondialisation »), sont indissociables. Mondialisation égale militarisation parce que cette mondialisation ne peut fonctionner telle qu'elle est que si les sociétés de la Triade conservent l'exclusivité de l'accès aux ressources naturelles de l'ensemble de la planète. D'où la guerre du Nord contre le Sud. L'intervention des États-Unis au Moyen-Orient, directement en Afghanistan et en Irak, indirectement à travers leur allié israélien en Palestine et à travers la Palestine la menace pour les pays arabes avoisinants, la menace contre l'Iran

sous prétexte de développement de l'industrie nucléaire en Iran: toutes ces interventions sont la guerre du Nord contre le Sud qui a déjà commencé. Et on l'a dit à l'époque: l'objectif lointain, ce n'est pas l'Irak, c'est la Chine et peut-être même la Russie si elle sort du tunnel dans lequel elle s'était engagée – et elle sort de ce tunnel.

Oligarchie, statocratie et autocratie...

Nous avons un système, qui est le système des pouvoirs en place à travers le monde, qui est parfaitement antidémocratique. Il est oligarchique. On parle beaucoup dans la presse occidentale de « l'oligarchie russe ». C'est une pâle copie de l'oligarchie réelle des États-Unis de l'Europe et du Japon. Là, il y a véritablement oligarchie. Et cette oligarchie contrôle non pas seulement l'économie des États-Unis, de l'Europe et du Japon, mais l'économie mondiale. Et elle ne contrôle pas seulement la gestion économique, elle contrôle le pouvoir politique finalement dans la Triade en question. Là, on a une véritable oligarchie. En Russie, nous avons une oligarchie statocratie et l'État tente de contrôler l'oligarchie - ce qu'il ne fait pas. En Occident, quand on nous parle de « nationalisation d'une banque », on veut dire donner des milliards à une banque privée qui reste privée, de l'argent public à une banque privée qui reste privée, c'est-à-dire qu'on confie cet argent à la gestion des oligopoles. Le plan de secours aux banques en difficulté n'a pas été un plan d'État, ça été un plan des oligopoles, des banques elles-mêmes, au secours desquelles l'Etat est venu. En Russie, nous avons une oligarchie avec une tentative qui est positive de l'État (même si cet État est fort peu démocratique) de contrôler cette oligarchie. En Chine, nous n'avons pas d'oligarchie, nous avons une statocratie, c'est-à-dire une classe dirigeante d'Etat, Etat-parti. Et dans le reste du tiers-monde, nous avons des autocraties. Elles n'accèdent pas au niveau d'oligarchies, c'est-à-dire qu'elles ne contrôlent pas leur économie locale nationale ou ne la contrôlent que très indirectement : ce sont les oligarchies de la Triade qui les contrôlent et elles les contrôlent à travers des autocraties. Ces autocraties peuvent avoir une petite figure: c'est ce que j'appelle « la démocratie de basse intensité », comme en Inde par exemple ou dans quelques autres pays, ou des autocraties avec des caricatures de

démocratie.

Trois illusions

Ce déclin de la démocratie, et non pas à ce renforcement de la démocratie, à mon avis est très dangereux, parce que c'est lui qui est à la base des illusions actuelles, l'illusion sociale libérale (on ne parle même plus de social-démocratie...), celle qui consiste à penser qu'on peut rétablir le système tel qu'il était et , moyennant quelques petites mesures de régulation, le contrôler avec efficacité et au profit des classes populaires. Ça, c'est une illusion.

L'autre illusion, c'est l'illusion bourgeoise nationale. Le cas-type type le plus avancé, le plus cohérent, c'est celui de la Chine et nous avons le cas de la Russie, nous avons le cas de l'Inde, le Brésil et de quelques autres. C'est aussi une illusion, l'illusion d'un développement national capitaliste autonome s'affirmant dans la mondialisation, illusion puisqu'il se heurte à l'oligarchie dominante du Nord...

Et puis nous avons la troisième forme d'illusions, ce que j'ai appelé les « illusions passéistes », c'est-à-dire à défaut d'adhésion à une gestion démocratique de la société l'adhésion à un retour en arrière, soit à une gestion théocratique ou ethnocratique. Théocratique : nous avons le cas en Iran, mais aussi en Arabie Saoudite... Mais cela ne concerne pas que des pays musulmans : nous avons aussi les mouvements fondamentalistes chrétiens aux États-Unis, et maintenant avec un Pape de ce type chez les catholiques en Europe. Ce sont des illusions passéistes du même genre. Ethnocratique... Qu'est-ce que nous avons en Croatie, en Lettonie, pas seulement en Serbie? Ce ne sont pas des démocraties, ce sont des ethnocraties.

Nier les pouvoirs nationaux

Voilà la nature des classes dirigeantes aujourd'hui du capitalisme réellement existant. Ce ne sont pas du tout des pouvoirs démocratiques. Ce sont des pouvoirs fondamentalement anti-démocratiques. Ce système de mondialisation financière est un système qui pour asseoir le pouvoir économique et politique réel des oligopoles des centres impérialistes, ou du centre

impérialiste collectif de la Triade, pour lui permettre de ponctionner sa rente de monopole à la fois sur les profits des activités dans les pays capitalistes développés et par son accès exclusif aux ressources naturelles de la planète entière, le pétrole, le gaz, etc., demain l'eau et d'autres choses, a besoin de réduire à néant les pouvoirs des Etats, des pouvoirs nationaux, que ce soit dans les centres eux-mêmes ou dans les périphéries dominées.

Dans les centres eux-mêmes, le processus est très largement avancé en Europe par la Constitution européenne qui détruit les pouvoirs réels des Etats nationaux sans les remplacer par un État européen. Les oligopoles ne veulent pas d'un État européen : ils veulent d'un non-État européen. Ils veulent détruire au nom de l'idéal européen les pouvoirs des Etats nationaux, mais ils ne les remplacent pas par un pouvoir fédéral ou confédéral réel. J'ai rencontré une fois un ministre luxembourgeois qui avait sur sa serviette « ma patrie l'Europe ». Je l'ai interpellé et je lui dis: « Votre vraie patrie, c'est la banque! Ce n'est pas l'Europe! ». Il l'a trouvé très mauvaise.

C'est ça ce qu'on peut appeler le « cosmopolitisme du capital ». Le terme est souvent rejeté parce que, hélas, il a été utilisé, comme on le sait, par toutes sortes de fasciste pour faire une fausse attaque contre le capitalisme. Malheureusement, c'est la réalité.

Ce système, comme je le disais, implique également à travers le contrôle militaire de la planète l'accès exclusif des oligopoles du Nord aux ressources naturelles de la planète entière et donc il nécessite la négation des pouvoirs nationaux. L'Irak en est l'exemple-même. Comment peut-on parler, même s'il est apparemment élu et même si le peuple irakien choisi de jouer cette carte comme étant la moins mauvaise.... - il s'agit d'un pouvoir colonial, un pouvoir mis en place par la puissance occupante. Donc la négation de ses pouvoirs. Il y a des pays qui résistent: la Chine, la Russie, qui tentent de résister, les grands pays émergeant comme l'Inde ou le Brésil et quelques autres. Mais la majorité des pays du Sud ne peuvent pas résister ou ne veulent pas résister à cette forme de gestion.

Que faire?

Donc comment faire face à cela? Comment répondre à ce cosmopolitisme des oligopoles ? « Cosmopolitisme », on peut le prendre sous la forme caricaturale - et je n'aime pas le prendre comme ça, parce que c'est sous cette forme qu'elle apparaît sous la forme de la fausse anglicisation du monde- : ces « executive » comme on dit en anglais, c'est-à-dire les cadre dirigeants des oligopoles qui se promènent avec des attachés-cases en avion en première classe et qui parlent ce mauvais anglais...

Comment y répondre ? Le seul moyen d'y répondre, c'est l'internationalisme des peuples, c'est-à-dire que la majorité des peuples, les classes travailleuses lato sensu - je ne parle pas du prolétariat ouvrier exclusivement-, la majorité des peuples comprennent que face à ce cosmopolitisme ils sont tous des victimes à des degrés divers, mais tous des victimes. Et je terminerai sur cette phrase, ce qu'il faudrait, c'est qu'ils comprennent que le défi, c'est de sortir du capitalisme en crise et non pas sortir de la crise du capitalisme.

Christian Laval,

docteur en sociologie, aut

eur avec Pierre Dardot de La nouvelle raison du monde, éditions La
Découverte, 2009

Interview du 24 Mars 2009

Thème: Néolibéralisme !

Partie 1 / 4

Le néolibéralisme, ce n'est pas moins d'Etat, mais un Etat au service de la concurrence...

Pascale Fourier : On nous a dit que la crise finalement sonnait le glas du néolibéralisme et annonçait le retour de l'État.... C'est effectivement votre sentiment ?

Crise: la fin du néolibéralisme?

Christian Laval : Non. Précisément non. Je crois que il y a là une erreur de diagnostic. Je crois qu'on se tromperait lourdement, à la fois sur le plan théorique et sur le plan politique, à croire que nous en avons terminé avec le néolibéralisme.

Je crois que cette erreur relève d'une mauvaise lecture de ce qu'a été le néolibéralisme et de la façon dont il s'est constitué historiquement. On oppose le marché et l'Etat de façon assez simpliste. Et selon ce schéma, on croit que le néolibéralisme est une doctrine, une idéologie ou une politique économique qui consiste simplement dans l'expansion de la sphère marchande au détriment de la sphère publique et on fait comme si nous avions affaire à un simple retour du libéralisme

disons classique, un retour du laisser-faire tel qu'il a été défini au XVIIIe siècle.

Pour dire les choses extrêmement simplement, au fond beaucoup de gens, et en particulier à gauche mais aussi à droite, expliquent que ce à quoi nous avons à faire depuis une vingtaine d'années, où une trentaine d'années, c'est au retour triomphal d'Adam Smith.

Adam Smith est celui qu'on considère comme le fondateur de l'économie politique classique, le fondateur du libéralisme économique. Pour aller vite, Adam Smith aurait dit que la société la plus prospère, celle qui apportait le meilleur bien-être à tous, était une société dans laquelle on laissait agir librement les intérêts privés et que ces intérêts privés, en se coordonnant donc par le marché, aboutiraient à un bien-être collectif supérieur à toute autre forme d'organisation économique sociale. Et toujours selon Adam Smith, ou du moins selon la vision que l'on en donne, l'État, le gouvernement, au fond, devrait réduire ses

fonctions à quelques actions, en particulier à la défense des frontières, au maintien de l'ordre, au respect des contrats etc. En somme, c'est un grand marché et un petit État...

Et on a cru que le néolibéralisme, c'était cela. C'était ce retour, assez aveugle il faut bien le dire, ce retour, je dirais par certains côtés fanatique, à ce laisser-faire. Et l'interprétant ainsi, on en vient à penser que tous les errements, toutes les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, tiennent à cette idéologie du laisser-faire qui se serait traduite par des politiques économiques systématiquement favorable à la sphère marchande.

Et on en vient très logiquement à penser que la crise actuelle, la crise financière et économique, c'est la crise du laisser-faire et qu'elle appelle comme remède le retour de l'État. Et au fond, on en voit de multiples signes dans les politiques actuelles qui sont menées et qui font par exemple appel à des remèdes keynésiens.

Voilà en gros la doxa, c'est-à-dire au fond, l'idée dominante, l'idée commune, qui aujourd'hui est en vigueur et on la retrouve dans la presse dans les éditoriaux, etc. Je crois que ce n'est pas totalement faux, mais que c'est largement faux. Et je vais essayer d'expliquer rapidement pourquoi.

La « rupture » de 1930 dans la pensée libérale.

On se trompe parce qu'on ne voit pas que, à partir des années 1930, donc ça ne date pas d'aujourd'hui, il s'est passé quelque chose de tout à fait fondamental. Il s'est passé une sorte sinon de rupture, du moins d'inflexion extrêmement importante dans l'histoire du libéralisme. Ce qui s'est passé dans les années 30, c'est que, dans une situation qui était assez comparable à la nôtre puisqu'on était dans les suites de la crise de 1929, eh bien un certain nombre de théoriciens qui se réclamaient du libéralisme, en tout cas qui pensaient que le marché avait beaucoup de vertus, que la concurrence avait beaucoup de vertus, en tout cas qui ne voulaient absolument pas des régimes disons totalitaire, qui se définissaient contre les régimes totalitaires - un certain nombre de théoriciens donc ont essayé de refonder le

libéralisme en s'éloignant, en rompant, avec le laisser-faire, en disant même, et là ils étaient vraiment presque plus audacieux que ceux qu'on entend aujourd'hui, que c'était le laisser-faire qui avait conduit à la crise de 1929 et qui avait conduit en tout cas à des phénomènes sociaux et économiques extrêmement pathologiques.

Et que disent-ils? Que disent ces théoriciens néolibéraux, qu'ils soient allemands comme en Walter Eucken par exemple, le fondateur du courant ordo-libéral, ou que ce soient des Américains comme le journaliste et politologue Walter Lipmann ou encore le philosophe français oublié aujourd'hui qui s'appelle Louis Rougier? Que disent ces théoriciens qui se sont réunis en 1938 dans un colloque à Paris ?

Eh bien ils disent que l'ordre de la concurrence, l'ordre du marché n'est pas un ordre naturel, n'est pas un produit de la nature humaine comme le dogmes du laisser-faire pouvaient le prétendre, qu'il s'agit au contraire d'une création, d'un artifice juridico-politiques et qu'il nécessite donc une intervention de l'État.

L'ordre de la concurrence est un ordre construit.

Donc, ces néolibéraux des années 30 nous expliquent quelque chose de tout à fait important qu'on doit écouter aujourd'hui. Ils nous disent que l'ordre de la concurrence est un ordre construit. Evidemment je passe les détails, la complexité puisqu'ils ne sont pas absolument tous sur cette ligne-là, mais enfin c'est quand même l'idée que le néolibéralisme, le règne du marché, ce n'est absolument pas le règne de la jungle. Ce n'est pas la sauvagerie, ce n'est pas la spontanéité où l'on fait ce que l'on veut. C'est un ordre construit, ce qui évidemment a des implications importantes pour la suite.

Parce que ce n'est pas seulement quelques individus qui expliquent cela... Ceci va donner lieu à des pratiques, à un certain nombre de politiques et on pourrait prendre par exemple comme illustration la construction européenne, l'Union européenne qui, dès les années 50, va se construire sur l'idée que l'ordre de la concurrence est le produit d'une politique et doit être la production en quelque sorte d'un droit, d'un

droit économique - et c'est bien ce qui sera inscrit dans le traité de Rome de 1957 sous la forme d'un principe à valeur constituante qui est donc la concurrence libre et non faussée.

C'est là où l'on voit sans doute mieux ce qu'est le néolibéralisme, en tout cas une de ses expressions la plus pure, la plus épurée. On a affaire à des gens, un ensemble de politiques plus exactement, qui veulent mettre en place un marché, mais marché institutionnalisé. Un marché qui suppose tout un appareillage juridique, qui suppose à la fois des principes et qui suppose une législation entière, et plus encore qui suppose des politiques qui vont entretenir cet ordre concurrentiel.

C'est un exemple parmi d'autres mais qui vous montre au fond que si l'on cherche un peu, on voit que ce qui s'est passé depuis les années 30 jusqu'à aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'extension de la sphère marchande et le retrait de l'État, c'est autre chose: c'est la construction juridico-politique d'un ordre de la concurrence. Et pas seulement à l'échelle nationale, pas seulement même à l'échelle européenne, à l'échelle mondiale. Et vous voyez que ça change un peu les perspectives. Parce qu'à ce moment-là, on ne peut plus opposer simplement le marché et l'État selon le schéma dominant aujourd'hui.

L'Etat néolibéral

Il faut bien comprendre à quel point l'État a mis la main dans cette construction. Nous avons eu affaire à un État néolibéral, insistons sur ce terme-là, État néolibéral, c'est-à-dire un État dont les principes et dont les objectifs sont précisément ceux de la concurrence, c'est-à-dire au fond ceux du marché. Tout s'est passé comme si l'État était un instrument de création, de construction du marché et comme si l'État avait lui-même incorporé les normes du marché dans son propre fonctionnement. Vous voyez en quelque sorte qu'à la fois la dynamique et la géographie de ce que nous décrivons dans notre livre n'a pas grand-chose à voir avec cet espèce de petit mécanisme élémentaire d'un marché en expansion et un État qui se rétrécit.

Pascale Fourier : On pourrait peut-être

vous dire que c'est une bonne chose que l'État ait pris en compte justement la concurrence, puisque la concurrence est une bonne chose, non ?

La concurrence, principe universel d'organisation du monde...

Christian Laval : La question pour moi n'est pas là... Est-ce que c'est une bonne ou une mauvaise chose ? Est-ce que la concurrence c'est mieux que le monopole? Est-ce que la concurrence est mieux que le cartel ?... Ce qui nous intéresse, c'est plutôt de voir que la concurrence est érigée en principe universel de relations entre Etats, entre systèmes sociaux, entre entités économiques et entre individus.

Si vous vous contentez de regarder le fonctionnement d'une économie de marché, vous pouvez vous dire que la concurrence a des vertus pour le consommateur. Mais en fait, il s'agit de tout autre chose. Ce dont il s'agit, c'est finalement un principe du lien humain. Et ça va beaucoup plus loin que la question de la seule efficacité économique. Ce dont on est en train de parler, ce n'est pas simplement d'une politique économique, c'est d'une politique sociale. C'est d'une société, c'est la façon dont les gens s'organisent les uns par rapport aux autres. Il se trouve que cette concurrence est interprétée depuis la fin du XIXe siècle - je crois qu'il faut revenir un peu en arrière- comme un principe de sélection et d'élimination.

Vous me dites que la concurrence, c'est bien... Je vais vous citer un philosophe très important pour comprendre ce qui est en jeu au XXe siècle. Ce philosophe et sociologue anglais s'appelle Albert Spencer, c'est celui dont on dit qu'il est un « darwiniste social » (l'expression est assez fallacieuse puisque Darwin n'a pas grand-chose à voir avec ça). Albert Spencer, donc à la fin du XIXe siècle, explique que, finalement, la concurrence entre les individus va permettre la survie des plus aptes, c'est-à-dire qu'en fait il fait semblant d'incorporer, de récupérer, le principe de la sélection naturelle comme un principe d'organisation sociale. Eh bien cette sorte de concurrentialisme va être le socle des édifices doctrinaux et politiques du XXe siècle. Il s'agit au fond de savoir qui a le droit en quelque sorte de survivre. Et que ça soit des entreprises, que ce soit des systèmes

politiques et sociaux, que ce soient des individus, il est question de savoir si un tel va pouvoir survivre parce qu'il est plus fort et tel autre va devoir être éliminé. Je pense qu'il y a là-dedans un principe absolument terrifiant qui est aussi celui qui anime pour une part le racisme.

Je crois que ce qu'il faut bien saisir, c'est que la concurrence est un principe général d'organisation des sociétés et je dirais même du monde. Ce qui a été mis en place à partir des années 80 spécialement, ce que nous appelons « le grand tournant », c'est la mise en place d'une norme mondiale de la concurrence avec comme agent actif les grandes organisations internationales bien connues l'OMC, l'OCDE, le FMI. Au fond, l'opération a consisté à faire en sorte que tous les Etats, et pas seulement les organisations politiques, mais aussi tous les systèmes sociaux les systèmes de protection sociale ou les systèmes fiscaux, soient mis en concurrence, selon un principe qui est celui de la sélection. On a supposé que les agents privés, d'une certaine façon, allaient être en position d'arbitrage pour choisir le meilleur système. Quels agents ont été mis en position d'arbitrage ? Évidemment ceux qui sont les détenteurs des facteurs mobiles, en

particulier du capital. Il est absolument clair que ce qui s'est joué dans les 20 ou 30 dernières années, c'est le fait qu'on a donné aux détenteurs de capitaux un pouvoir absolument considérable d'arbitrage entre les systèmes sociaux fiscaux et sociaux. Et d'ailleurs on peut même dire que ça a été théorisé comme le grand avantage de la mondialisation, c'est cette mise en concurrence, évidemment au détriment d'agents économiques, de couches entières de la société, des salariés qui ont été de moins en moins protégés par les systèmes sociaux, ou en tout cas ces salariés ont été précarisés, menacés de plus en plus, justement par cette mise en concurrence.

Tout le monde n'est pas à égalité dans cette concurrence: évidemment ce sont ceux qui sont les plus forts qui général emportent la lutte. Le mot « lutte » est très important me semble-t-il. La norme néolibérale est une norme qui est fondée sur la lutte, la lutte généralisée de gens inégaux dans cette lutte. Le néolibéralisme est donc foncièrement une rationalité inégalitaire qui fonctionne à l'inégalité et qui produit de l'inégalité.

Christian Laval,

docteur en sociologie, auteur avec Pierre Dardot de La nouvelle raison du monde, éditions La Découverte, 2009

Interview du 24 Mars 2009

Thème: Néolibéralisme !

Partie 2 / 4

Néolibéralisme: la transformation de la nature de l'Etat lui-même

Cette concurrence n'a pas été seulement le produit de l'intervention politique des Etats. Ça a été plus encore le principe d'organisation de l'État, et ce qui caractérise peut-être le mieux cette rationalité néolibérale dont nous parlons, c'est le fait que le gouvernement, l'activité gouvernementale a eu comme logique celle de l'entreprise.

Et ce qui est particulièrement intéressant, c'est de voir que le droit public, le droit administratif, s'est de plus en plus calqué, modelé, sur cette figure, cette logique de l'entreprise privée qui a été, non seulement sur le plan idéologique mais sur le plan même des formes d'activités, érigée en une espèce de modèle absolu. Les Américains, par exemple, à la fin des années 80 expliquent que, l'action gouvernementale, c'est en fait une activité entrepreneuriale. Le mot d'«entrepreneur» n'est plus seulement appliqué aux agents privés. C'est désormais le modèle de l'action publique. Et cette logique de l'entreprise, on la voit à l'œuvre aujourd'hui partout, et elle a des effets politiques majeurs.

On la voit partout? Il suffit de regarder comment, en France, on essaie de transformer l'administration par ce qu'on appelle la « gestion », la « nouvelle gestion publique », en fait l'introduction de principes

de management, des principes d'évaluation, qui consiste à faire en sorte que l'on introduise des modèles, des techniques de calcul de comptabilité de ce que font les agents publics; et on essaie de les mettre en concurrence les uns avec les autres pour les stimuler, pour faire en fait comme si tous ces agents publics ne devaient fonctionner qu'à l'intérêt privé. On transforme au fond les administrations en espèce d'entreprises qui auraient à agir dans des situations de marché. En somme, on considère que désormais nous n'avons plus affaire à des citoyens, mêmes plus à des usagers, mais à des consommateurs. Des consommateurs d'école, des consommateurs d'hôpitaux, des consommateurs de services postaux, etc.

Donc finalement, avec cette rationalité néolibérale, nous avons affaire à quelque chose qui n'a pas été souvent souligné ou pas suffisamment : nous avons affaire à une transformation de l'État lui-même. Si je voulais résumer, je dirais que l'État a désormais pour fonction de transformer la société en instaurant partout où c'est possible des situations de marché. Mais pour ce faire, l'État est amené à se transformer lui-même selon des logiques d'entreprise de sorte que finalement, de la tête de l'État jusqu'à la base, nous avons affaire à quelque chose de nouveau: une chaîne managériale,

et c'est le terme qui est maintenant utilisé dans la fonction publique, une chaîne managériale qui va du Président jusqu'au plus humble des agents publics. Et ne nous étonnons pas à ce moment-là que les maximes les plus anciennes, que les principes constitutionnels, que le droit public soient mis à mal et que l'on puisse aujourd'hui repérer toute une série de violations ou de transgressions de ce qui faisait autrefois la démocratie libérale, c'est-à-dire par exemple la division des pouvoirs ou le respect d'un certain nombre de normes déontologiques.

Pourquoi ne faut-il pas s'étonner ? Eh bien simplement si l'État fonctionne aujourd'hui comme une entreprise, à sa tête, il y a un super PDG, qui va faire passer avant toute chose, avant toutes les normes de droit public, avant même je dirais tous les principes constitutionnels et tous les principes moraux si je puis dire, qui va faire passer une logique d'efficacité. Et c'est ce que nous voyons partout. À l'hôpital, à l'école, à la Poste, dans les chemins de fer, partout, on oppose à la logique du choix citoyen, de la délibération démocratique, partout on oppose la même logique qui est celle de l'efficacité qui doit primer sur toute autre considération. Et cette logique d'efficacité, qui suppose donc une situation de marché et la logique de la concurrence, est en train de faire effondrer la démocratie telle que nous l'entendions dans les démocraties libérales. On peut même voir un certain nombre de modèles de cela. Le modèle berlusconien par exemple qu'il est un peu le pendant du modèle sarkozien, finalement c'est celui, je reprends l'expression de Berlusconi, c'est celui d'une « démocratie compétitive ». C'est-à-dire qu'au fond ce qui importe, c'est que le système politique, le système des partis, le système des médias, soit compétitif, efficace, et surtout puisse reconduire toujours les mêmes au pouvoir, puisque derrière il y a évidemment des logiques de reconduction des élites au pouvoir.

Alors au fond, au début nous parlions de la crise économique... Non seulement la crise économique ne met en cause définitivement le néolibéralisme, mais on peut même craindre que cette crise économique invite à une sortie néolibérale, vers une certaine radicalisation dans le sens que j'ai indiqué.

Pourquoi ? Eh bien parce que, en situation de crise, on a besoin de mesures d'urgence, de mesures de sauvegarde, et d'une certaine logique d'efficacité justement. On est en train de nous dire que nous sommes en état d'urgence, dans un espèce d'état d'urgence économique. Et bientôt peut-être cet état d'urgence économique, qui pousse par exemple à transgresser un certain nombre de dogmes du laisser faire, peut-être que demain cet état d'urgence sera un état d'urgence social ou politique. Et qu'on pourra peut-être invoquer justement une logique d'efficacité contre des principes démocratiques.

Donc moi je crois, si vous voulez, qu'on aurait tort, comme on l'entend trop souvent aujourd'hui, de dire que la page du néolibéralisme est tournée. On chante trop tôt victoire. Et par là même, on se désarme. Et en se désarmant, on ne prépare pas la véritable alternative. Et c'est bien de cela qu'il s'agit, et tout le travail que nous avons fait de ré-interprétation, de relecture du néolibéralisme conduit à cela.

Au fond la question est posée, je dirais, à la Gauche. Soit cette Gauche se contente de penser que, le libéralisme, ça a été le laisser-faire et qu'au fond on peut s'appuyer sur les bonnes vieilles recettes de l'Europe et qu'il s'agit de faire une Europe plus efficace qui répondra mieux aux problèmes... Soit on se contente de ça, soit on se dit: « Au fond, nous sommes trompés, nous nous sommes trompés: ce à quoi nous avons à faire, c'est à un État qui est en train de se transformer selon cette logique de concurrence et il faut maintenant penser à tout à fait autre chose ».

Alors est-ce que ça sera le retour à la bonne vieille solution social-démocrate du compromis entre les classes appuyé sur l'État social et l'État éducateur ? Ça peut être pour certains une voie. Mais, ça peut-être aussi l'invention d'une autre rationalité. Nous l'appelons « la rationalité du commun », la « raison du commun », c'est-à-dire essayer de repenser une organisation sociale, une organisation du lien humain, qui soit fondée sur des pratiques de solidarité, de coopération, non pas organisée de façon administrative comme ça été le cas avec le compromis social-démocrate, mais une organisation du commun qui puisse prendre

en charge les activités humaines et qui soit en quelque sorte la logique contraire à celle du néolibéralisme. Non pas la logique de la concurrence partout, mais la logique de la pratique coopérative, la pratique du commun maximal. Et c'est peut-être en pensant dans cette voie-là - nous ne prétendons aucunement avoir un programme défini et ce n'est pas du tout notre propos -, mais je crois que c'est en essayant de penser dans ces horizons-là, selon ces pistes-là que l'on aura le plus de chances d'éviter les pièges qui nous sont aujourd'hui tendus.

Le principal piège aujourd'hui qui nous est tendu, c'est celui du retour de l'État, ce que nous appelons « le fétichisme de l'État ». C'est au fond de croire que c'est le marché qui est en crise et que le salut viendra de l'État. Il me semble que là c'est une impasse et qui pourrait être une impasse dangereuse parce que l'État, ça peut être aussi des logiques de contraintes et de forces qui ne sont pas tout à fait souhaitables

Christian Laval,

docteur en sociologie, auteur avec Pierre Dardot de La nouvelle raison du monde, éditions La Découverte, 2009

Interview du 24 Mars 2009

Thème: Néolibéralisme !

Partie 3 / 4

L'UE, une construction ordo-libérale

Pascale Fourier : À entendre certains hommes de Gauche, j'ai l'impression qu'ils pensent que l'Union européenne est libérale de façon circonstancielle. Est-ce que c'est vrai ou est-ce que c'est constitutif ?

Christian Laval: Je crois qu'il y a une mécompréhension des bases de la construction de l'Europe. Évidemment, on pourrait dire qu'il y a des responsables de la Commission européenne qui sont plus ou moins libéraux: on peut effectivement considérer que Barroso est plus libéral que ne l'était Jacques Delors par exemple, mais enfin ce n'est encore que des appréciations superficielles. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'histoire de l'Europe et l'histoire du néolibéralisme sont complètement liées. Il ne s'agit pas ici d'un slogan, il ne s'agit pas de dire que l'Europe a dérivé à un certain moment vers l'ultralibéralisme, quelque chose de ce genre. Non. Il s'agit de bien comprendre que la construction de l'Europe s'est faite sur un certain nombre de bases doctrinales qui ont été posées dans les années 30 par ce que l'on appelle « l'école de Fribourg » en Allemagne. Ce courant de pensée a été également qualifié de « ordo-libéralisme ». « Ordo » pour reprendre ici le nom d'une revue qui s'appelait Ordo et qui était la revue de ces néolibéraux allemands, dont l'une des figures de proue a été Walter Eucken. Ce courant de pensée, extrêmement

important, bien connu évidemment en Allemagne, a été moins bien connu ailleurs et en particulier en France. Pourtant, c'est ce courant de pensée qui a édicté, produit, les grands principes sur lesquels ont été bâti l'Europe moderne. Et ce que nous voyons se développer, se déployer, depuis la fin des années 50, c'est la mise en pratique de ces principes qui ont été d'abord très actifs en Allemagne et puis qui ensuite ont été mis en place en Europe.

Peut-être faudrait-il rappeler ce que disent ces néolibéraux allemands, qu'on appelle les « ordo-libéraux ». Ce qu'ils expliquent, c'est que l'ordre de marché n'est absolument pas une création naturelle; ce n'est pas un ordre naturel, c'est un ordre construit. Ça, c'est déjà un point extrêmement important. Le marché, ce n'est pas ce que les laisser-fairistes du XVIIIe siècle disaient, quelque chose qui viendrait spontanément et qui serait issu de la nature humaine, non, au fond, c'est lié, c'est dépendant, d'une intervention politique, d'une intervention publique. Donc il n'y a pas du tout cette opposition assez schématique qu'on trouve entre le marché et l'État. C'est l'État qui est créateur du marché. Et pas seulement créateur du marché: c'est l'État qui a la responsabilité de l'entretien et du fonctionnement du marché.

Comment ? Eh bien par une série de

politiques. Au fond ce qu'ils faut mettre en place, ce sont des politiques qui vont permettre le fonctionnement de l'ordre de la concurrence parce que, pour eux, le marché, c'est d'abord la concurrence. Ces politiques sont de plusieurs sortes.

Il y a une politique qu'ils appellent une politique « ordonnatrice » ou une politique du cadre: au fond il s'agit de créer, de mettre en place, une législation qui fera fonctionner l'économie et peut-être plus encore la société selon le principe général de la concurrence. Il faut un droit économiques, en gros si vous voulez. L'une des expressions de cela, c'est ce qu'on peut appeler le droit de la concurrence. C'est aussi finalement la mise en place d'organismes qui vont lutter contre les cartels, contre les monopoles. Ce sont tous les dispositifs qui vont permettre à un système de prix de fonctionner. Cette politique du cadre, c'est donc une législation économique. Et il s'agit de constitutionnaliser le principe de la concurrence: ça, c'est un point extrêmement important. C'est l'idée que, dans l'État de droit qu'il faut construire, il n'y a pas seulement la mise en place le respect des libertés fondamentales: dans la constitution elle-même, on doit trouver les principes de la concurrence économique. Et c'est bien d'ailleurs ce qu'ont pu reprocher les opposants au Traité constitutionnel de 2005. C'est bien ce qu'ils reprochaient, mais sans toujours savoir qu'ils touchaient là un point essentiel de la doctrine. C'est que lorsqu'on veut construire des institutions politiques, etc, il faut toujours y inclure des principes économiques considérés comme des principes constitutionnels.

Ca, c'est la première idée. La constitution de la concurrence. La constitution de l'économie de marché. L'économie de marché comme principe constitutionnel. D'une certaine façon, ça veut dire que les citoyens font un choix fondamental au départ et définitif. Ils font un choix fondamental et définitif pour l'économie de marché. Et donc l'État, les institutions politiques, les responsables politiques etc. ont le devoir constitutionnel de mener des politiques qui seront toujours conformes au marché et à la concurrence. Je veux dire que c'est leur devoir fondamental. Aucune politique ne doit être menée qui ne serait pas conforme au marché. Je dis « conforme au marché » puisque c'est l'expression consacrée par les ordo-libéraux.

On peut mener toutes sortes de politiques, d'une certaine façon le champ d'intervention peut être extrêmement vaste: on peut s'occuper de l'égalité hommes/femmes, on peut s'occuper des handicapés, on peut s'occuper de plein de choses, on peut même dans certains cas essayer de mettre en place une fiscalité qui sera favorable aux plus démunis, etc. Ce n'est pas forcément une politique toujours favorable aux riches et qui serait tout à fait odieuse, non : on peut mener toutes sortes de politiques, mais le point fondamental, le critère fondamental d'une bonne politique, c'est qu'elle respectera toujours le système de marché concurrentiel érigé en principe suprême qui a toutes les vertus.

Et cette politique du cadre, elle implique également l'indépendance de la banque centrale puisque il s'agit de retirer aux pouvoirs politiques trop influencés par des intérêts privés ou des intérêts collectifs comme les syndicats, il s'agit de retirer au fond aux pouvoirs politiques le pouvoir de l'émission monétaire. Pourquoi ? Parce que, pour que les agents économiques puissent fonctionner dans cette économie de marché, il faut qu'ils aient une monnaie qui soit stable. Il faut en gros que les prix n'augmentent pas pour qu'ils aient un système de prix, un système d'information, qui fonctionne.

Alors, une fois qu'on a compris que l'État, finalement, avait comme principale mission la construction de ce cadre de la concurrence, vous voyez pourquoi nous avons affaire à une Europe fondamentalement néolibérale. Ce qui s'est fait en Europe depuis les années 50 respecte, disons dans sa tendance dominante, les principes ordo-libéraux. Dans la réalité, c'est un petit peu plus compliqué bien sûr puisqu'il a fallu faire des compromis et des compromis par exemple avec des positions françaises qui étaient des politiques qui étaient celle des politiques intégrées : c'était par exemple la politique agricole commune, c'était des choses de ce genre qui n'était pas foncièrement ordo-libérale. Donc si vous voulez l'Europe est en effet un grand compromis. Mais dans ce compromis, ce qui l'emporte c'est cette logique dont je parle.

Je crois que les ordo-libéraux ont défini une politique du cadre d'un côté, une politique de l'ordre, mais ils ont aussi admis qu'il y avait

des politiques qui étaient des politiques d'interventions ponctuelles dans ce qu'ils appellent le « processus ». Au fond ils opposent le « cadre », le cadre législatif, disons l'ensemble de l'armature juridique qui permet de fonctionner, et puis aussi la monnaie dont j'ai parlé, ils opposent ce cadre au « processus économique », c'est-à-dire finalement à l'activité spontanée des individus, des agents économiques, dans le cadre justement qui a été fixé par la législation.

Ce processus n'est pas forcément équilibrant: il peut y avoir des perturbations diverses, et par exemple il peut y avoir des déséquilibres entre l'offre et la demande soit sectorielle soit générale. Et donc on ne s'interdit pas d'intervenir ponctuellement dans ce processus. Là aussi avec beaucoup de précautions puisque les interventions doivent être conformes au marché.

Au fond, la logique ordo-libérale est simple. Plus la politique du cadre, c'est-à-dire une politique qui permettra le fonctionnement d'une économie concurrentielle, sera efficace, plus le cadre sera bien posé, installé, respecté, moins on aura besoin d'intervenir dans le processus économique.

Je crois que là on a dessiné quelque chose qui ressemble fort, quand même, à ce qui a été mis en place. Je pense par exemple à la primauté en Europe de la politique de la concurrence. Je veux dire que c'est quand même l'axe central, ça a été justement un principe constitutionnalisé - non seulement le traité de 2005 mais en fait depuis 1957. Et puis deuxièmement avec la mise en place d'une banque centrale indépendante qui correspond complètement, pleinement, à ce que les ordo-libéraux avaient dessiné comme organisation d'une économie de marché.

Pascale Fourier : J'ai peut-être une question bête, mais comment ça se fait que des hommes de Gauche aient accepté cela? Il y a deux possibilités: soit ils ne savaient pas du tout que l'ordo-libéralisme existait et franchement ils se sont faits avoir; soit ils savaient et ils ont accepté que finalement l'Europe soit mise en mouvement selon ces principes qui étaient complètement antinomiques avec leur propre pensée....

Christian Laval : Ce qui est assez curieux,

c'est que l'ordo-libéralisme a été identifié assez tôt, en particulier en Allemagne, vraiment comme une politique de droite. Des gens qui étaient ministre des finances puis ensuite chancelier comme Ludwig Erhart, qui étaient au pouvoir après la guerre, c'était la droite allemande, la droite allemande à laquelle s'opposait la social-démocratie allemande. Et par exemple, ce qu'on a appelé « l'économie sociale de marché », c'était le mot d'ordre de qui ? Des ordolibéraux, c'est-à-dire de la droite.

Le phénomène le plus curieux sur lequel les historiens doivent se pencher, c'est en effet celui de savoir comment les principes de l'ordo-libéralisme, qui étaient les principes de la droite libérale allemande, ont été progressivement diffusés et acceptés par les formations politiques sociale-démocrates, par les syndicalistes, par tout un ensemble de formations politiques, en Allemagne et dans le reste de l'Europe - et en particulier en France.

Prenons le cas de la France. Ceux qui vont être les principaux relais de cette pensée néolibérale, comme l'avait très bien vu Michel Foucault dans ses cours du collège de France, ceux qui prennent le relais, ce sont Giscard et Raymond Barre dans les années 70. Raymond Barre, par ses fonctions à la Commission européenne (il a été longtemps commissaire européen), était quelqu'un qui était vraiment l'un des convertis parmi les économistes, qui a été un des plus adeptes de cet ordo-libéralisme, mais sans le dire comme tel... Il l'a dit dans les marges en quelque sorte..., mais enfin c'est quelqu'un qui a vraiment pris à son compte cet ordo-libéralisme.

Alors la gauche, dans les années 70, s'oppose évidemment au néolibéralisme de Giscard et de Barre. Qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qui se passe avec l'arrivée de la gauche au pouvoir ? Il se passe que, au bout de deux ans, trois ans, on arrive à une pause. Et Jacques Delors va être le grand promoteur de cette pause économique. Et changement total d'orientation à ce moment-là: la construction de l'Europe sur des bases ordo-libérales va être le nouvel objectif que se donne le parti socialiste. Et avec lui une partie de la gauche.

Pourquoi ? Quelles ont été les justifications ? Les justifications ont été des justifications fallacieuses, on peut le dire, puisqu'il s'agissait au fond de dire que cette construction de l'Europe avec du droit à la concurrence, avec de la loi du cadre, c'était le meilleur rempart contre le méchant, le mauvais capitalisme anglo-saxon.

Au fond le libéralisme « ultra », il était au-delà de la Manche, il était au-delà de l'Atlantique. En Europe, nous construisions au contraire un rempart, une barrière, sans comprendre en réalité que ce que nous faisons en Europe, c'était finalement de construire une autre version du néolibéralisme. Nous développons la branche européenne du néolibéralisme.

Donc, si vous voulez, moi je vois ça comme un jeu de dupes en quelque sorte. De mensonge en mensonge, de tromperie en tromperie, on en est venu à gauche, dans une partie de la gauche, à prétendre que par exemple l'économie sociale de marché était au fond un mot d'ordre de gauche, était quasiment équivalent au socialisme.

Alors là, c'est vraiment l'ironie de l'histoire, et on essaie de le montrer justement dans notre livre, l'économie sociale de marché, c'est très précisément ce qui doit se mettre en place à la place de l'État-providence même. Je veux dire que c'est fondé sur la responsabilisation individuelle, sur la logique du petit entrepreneur, beaucoup plus que sur des logiques sociales. Il y a bien une composante morale, oui, mais laquelle ? Il s'agit au fond de tout faire reposer sur l'individu, petit chef d'entreprise, qui devra assumer l'ensemble des risques sociaux etc. au détriment précisément de logique de solidarité.

En d'autres termes, on a changé jusqu'au sens des mots, on les a renversés d'une certaine façon. Ainsi, à un moment donné, avec un livre de Michel Albert, on a essayé de prétendre qu'il y avait un capitalisme rhénan complètement opposé à un capitalisme anglo-saxon et que, la construction de l'Europe, c'était au fond l'extension de ce capitalisme rhénan qui était beaucoup plus social etc. etc. En fait, il y a eu des

opérations de confusion.

Je crois qu'aujourd'hui l'important c'est de refaire l'histoire. Refaire l'histoire de tout cela, pour bien montrer que la construction européenne n'est pas une construction de gauche, c'est le moins qu'on puisse dire. La tendance dominante est celle de la construction d'un ordre concurrentiel, avec des tentatives qui n'aboutiront pas nécessairement, avec des développements radicaux ces dernières années qui ont consisté non seulement à faire que la concurrence soit l'objectif des institutions, mais que la concurrence devienne même un principe de construction.

Je m'explique. Au fond, les ordo-libéraux des deuxième et troisième générations ont commencé à dire que ce, qu'il fallait, c'était mettre en concurrence les systèmes sociaux et les systèmes fiscaux, c'est-à-dire faire en sorte que les pays qui avaient les systèmes de protection sociale les moins développés, qui avaient et les systèmes fiscaux les moins lourds pour le capital l'emportent sur les autres. Et ce genre de concurrence entre systèmes sociaux et fiscaux, on le trouve par exemple dans la fameuse des directives Bolkestein qui consiste précisément à mettre en concurrence des travailleurs qui n'étaient pas régis par les mêmes lois sociales et évidemment de donner ainsi une prime aux entreprises et aux artisans qui auraient le moins de charges à payer etc. etc. On voit donc bien qu'il y a cette pente-là, qui continue, qui reste toujours active...

Je pense que ces ordo-libéraux « radicaux », si je puis dire, n'ont pas tout à fait abandonner la lutte, même si aujourd'hui, je crois qu'ils vont peut-être se faire plus discrets, étant donné les questions que tout le monde se pose sur la viabilité d'un système de marché concurrentiel. Mais on peut se demander peut-être également si une partie de la gauche ne va pas reprendre ces esprits, si je puis dire, et ne va pas réévaluer au moins une partie de ses thèses sur l'Europe. Ce qui sera difficile, c'est de revenir sur les 20 ou 30 ans de renoncement... Il faut bien quand même assumer toutes les politiques qui ont été menées depuis au moins 1983....

Christian Laval,

docteur en sociologie, auteur avec Pierre Dardot de La nouvelle raison du monde, éditions La Découverte, 2009

Interview du 24 Mars 2009

Thème: Néolibéralisme !

Partie 4 / 4

Mise en concurrence généralisée et démocratie

Pascale Fourier : Après vous avoir écouté d'une part et vous avoir lu d'autre part, notamment par ce que vous dites de la mise en concurrence des systèmes sociaux etc., j'ai fort l'impression que le néolibéralisme, et vous le dites de toute façon, est opposé à la démocratie, voire est a-démocratique... Est-ce que vous pourriez nous spécifier les choses ?

Christian Laval : Oui. Je crois qu'on le montre dans le livre. Par de multiples aspects, ce qui faisait le fondement en quelque sorte de la démocratie libérale reposait d'abord sur une certaine division des pouvoirs et reposait sur des principes qu'on appelait « principes de citoyenneté », principes de citoyennetés qu'on a su souvent différencier en citoyenneté civique, politique, sociale. En tout cas avec l'Etat social, il est certain que le citoyen était doté non seulement de droit à l'expression, aux libertés, mais de droit au suffrage et droit à la délibération, et troisièmement qu'il avait des droits sociaux, droits à l'existence sociale.

Eh bien c'est l'ensemble de ses droits qui sont aujourd'hui mis en question par le néolibéralisme de sorte que je crois que nous pouvons parler avec la philosophe américaine Wendy Brown d'un processus de « dé-démocratisation ». D'autres auteurs parlent de « post-démocratie ». Peu importe finalement les termes, ils reviennent à peu près au même, puisque on peut revenir au

point, à mon avis, clé : la rationalité néolibérale, c'est-à-dire celle qui impose partout de façon universelle la norme du marché et le modèle de l'entreprise, ce néolibéralisme-là, cette rationalité néolibérale est un processus destructeur, dans tous les domaines, de la démocratie libérale qui vient d'être défini.

Pourquoi ? Eh bien parce que ce qui prime, ce n'est plus justement l'expression de citoyens dotés de droits, ce qui prime, c'est la logique du calcul économique et la logique de l'efficacité. Ce n'est plus tant le citoyen qui est le sujet actif de nos sociétés, c'est le consommateur qui désormais doit jouir du seul droit qui lui reste, c'est-à-dire le choix entre une offre diversifiée. Car à partir du moment où on dit que l'ensemble de la société, l'ensemble des institutions, doit fonctionner selon le régime de la concurrence, quel est le droit fondamental qui reste ? C'est le droit du consommateur à choisir dans une espèce de grand supermarché. Qui doit choisir quoi ? Qui doit choisir ce qu'il veut. Il doit choisir ses produits, bien sûr, dans les magasins, mais il doit pouvoir choisir son école, il doit pouvoir choisir son hôpital, il doit pouvoir choisir sa Poste, il doit pouvoir choisir l'heure de son train, etc. etc. C'est un ensemble finalement de services commerciaux. Il a en face de lui des institutions qui sont des entreprises qui fournissent des services de nature commerciale.

Donc ce n'est plus tant le citoyen qui exerce des droits, par exemple des droits politiques, et qui va par l'intermédiaire de ses représentants décider des grandes orientations du pays ou de la Nation, non, c'est le consommateur qui lorsqu'il a des décisions privées à prendre le fera donc en toute liberté. Et au fond, la politique est réduite finalement à une logique d'offre et de demande. En d'autres termes, l'électeur va progressivement être considéré comme un consommateur qui doit choisir entre des offres concurrentes.

A cela s'ajoutent du côté des pouvoirs constitués, si je puis dire, deux logiques complémentaires. Premièrement, le fait que, désormais, dans cette logique de l'efficacité, dans cette logique entrepreneuriale, il n'y a plus de différenciation, il n'y a plus de division de pouvoir: finalement, ce qui prime, c'est l'exécutif, mais un exécutif qui lui-même est régi comme un exécutif d'entreprise, c'est-à-dire au fond un état-major d'entreprise avec des cadres supérieurs et un PDG qui décide en fonction des résultats à obtenir. C'est ce qu'on appelle la « logique de résultats ». C'est l'ensemble des outils de management qui doivent désormais régir les institutions publiques. jusque et y compris les institutions parlementaires. Par exemple, on n'a peut-être pas assez relevé que les débats autour du droit d'amendement étaient en fait tous articulés autour d'une logique d'efficacité. Et ils étaient très symptomatique. J'insiste un peu là-dessus, parce qu'au fond, qu'est ce qui était dit ? Il était dit qu'un certain nombre de procédures, un certain nombre d'exercices de droits devenaient coûteux, devenaient trop longs par exemple, alors qu'il faut prendre des décisions rapidement, alors qu'il faut prendre des décisions efficaces rapides et ne pas trop passer de temps à discuter. Et ceci au fond éclaire, me semble-t-il, ce qui se passe maintenant dans l'ensemble de la sphère publique. Ne nous embarrassons pas finalement de procédures trop lourdes, trop coûteuses, ne respectons pas nécessairement l'ensemble des statuts, des droits etc. parce que tout cela est à la fois coûteux, long etc. Partout allons à l'efficacité, c'est-à-dire appliquons des normes d'entreprise et des normes de droit privé parce qu'elles sont plus efficaces moins coûteuses etc. etc.

Ce que je veux dire, c'est que, en incorporant

des normes de droit privé et des logiques de management du secteur de l'entreprise, au fond, c'est l'ensemble de ce qui faisait de la fonction publique, avec des défauts immenses, nombreux, que l'on connaît, mais qui faisait quand même de la fonction publique un ensemble institutionnel qui échappait à la logique privée, qui faisait qu'il y avait tant bien que mal un certain respect de ce qu'on pourrait appeler l'intérêt général, en tout cas d'une certaine soumission à des logiques politiques, à des volontés au moins politiques émises par les citoyens. Tout ceci est mis en cause au nom du primat absolu de l'efficacité sur toute autre considération. En gros l'économie, au sens de la logique économique, l'emporte sur toute autre considération.

Alors, voyez-vous, on est maintenant entré dans une logique qui peut aller très loin. À partir du moment où cette logique de l'efficacité prime, le cynisme, l'opportunisme, la manipulation peuvent devenir des règles de fonctionnement quasi-normal du système politique. Une bonne politique, ce sera une politique qui arrivera comme une bonne stratégie marketing à convertir une partie d'une clientèle, ou une clientèle suffisamment nombreuse, pour se faire réélire. Pour cela, il faut des outils efficaces, des outils médiatiques par exemple; il faut pouvoir contrôler des chaînes de télévisions qui vont diffuser le bon message et qui vont le matraquer. Il faut donc effectivement que les présidents des chaînes de télévision soient à la disposition du grand chef, du PDG...Ainsi de suite...

Donc finalement les pays eux-mêmes se transforment en entreprises. Berlusconi en Italie gère l'Italie comme une entreprise et le dit comme tel: il parle d'une « démocratie compétitive ». Mais finalement Nicolas Sarkozy ne fait pas autre chose que de gouverner la France comme une entreprise. Je lisais récemment un rapport sur l'économie de l'immatériel de Jean-Pierre Jouyet et Maurice Lévy: dans ce rapport qui a été très bien reçu, on explique que, ce qu'il s'agit de vendre, c'est la marque France. La France est devenue une sorte de marque qu'il faudrait vendre à l'extérieur, il faudrait pouvoir rentabiliser, enfin on ne dit pas ça comme ça, on dit « valoriser économiquement son patrimoine », considéré comme des actifs qui doivent être vendus qui

sont source de rendement. Au fond maintenant, et le langage de ce point de vue-là est extrêmement intéressant, on considère que non seulement les institutions, mais aussi le patrimoine, mais aussi un pays, doit se regarder, se concevoir comme une entreprise ou comme un stock de biens - enfin peu importe le type de métaphore qu'on utilise. Et ceci est assez indicatif de cette logique a-démocratique. Parce que, simplement, on le sait, une entreprise capitaliste ne se gère pas comme des institutions démocratiques. D'ailleurs, les patrons le disent très bien: la démocratie s'arrête en gros à la porte de l'usine. Il y a un chef, et ce chef est élu par les détenteur de capital. Et les salariés sont des subordonnées comme l'indique le contrat de travail.

Eh bien, ce à quoi nous avons affaire, c'est à des pays qui vont devenir des espèces de grandes entreprises, avec une masse de gens qui ne seront plus des citoyens, mais qui seront à la fois des consommateurs, des salariés et éventuellement des actionnaires.

Et donc de ce point de vue là, je crois que ce à quoi nous avons affaire, sur le plan symbolique, ça c'est très net sur le plan symbolique, mais déjà et de plus en plus sur le plan pratique, nous avons affaire donc à une logique d'effondrement des logiques démocratiques, au sens de la démocratie libérale.

Pascale Fourier : Est-ce que ça veut dire, si je vous suis bien, que par exemple, si la France, la grande entreprise France, choisissait un modèle social protecteur, avec des bonnes retraites, un système éducatif payé par l'ensemble des habitants du pays, est-ce que ça veut dire que, de fait, elle se mettrait en situation délicate parce d'autres pays ne feront pas ce choix-là ?

Christian Laval : Alors ça, c'est encore une chose importante: au fond, un pays n'est pas seul. Pourquoi l'entreprise France, pourquoi l'entreprise Italie, pourquoi l'entreprise Belgique, etc., pourquoi les pays se vivent, peuvent-ils se dire déjà dans le langage, comme des entreprises ? Parce qu'au fond la norme néolibérale n'est pas une norme nationale, c'est une norme justement qui s'applique aux relations entre les pays. Je crois qu'il faut bien comprendre ceci, c'est pour ça que nous avons parler de la nouvelle

raisons du monde, au sens de la nouvelle rationalité du monde. La « raison » ici, ce n'est pas du tout une faculté, c'est une logique. Cette logique, c'est celle de la concurrence. Les pays, les Etats, sont en concurrence les uns avec les autres. Et lorsqu'on lit dans un rapport que la France doit devenir une marque qui se vend, c'est bien parce qu'on conçoit que les autres pays vont être aussi des sortes de grandes entreprises qui vont se vendre. Tout le monde se vend en fait.

Et vous voyez bien aussi que dans cette logique-là, la relation normale, c'est une relation de concurrence et une relation d'achat et de vente, une relation regardée comme une relation marchande. Les pays, et plus concrètement, les systèmes politiques, les systèmes institutionnels, les systèmes sociaux dont vous parliez, les systèmes fiscaux, vont être évalués selon quels critères ? Eh bien selon le critère justement de l'efficacité économique. Selon que tel ou tel système permettra par exemple d'attirer plus ou moins les capitaux. Qu'est-ce que c'est que le bouclier fiscal ? C'est déterminant le bouclier fiscal, mais quel était le motif du bouclier fiscal ? C'était que le capital ne s'en aille pas. C'était de retenir les grandes fortunes en France pour qu'elles n'aillent pas mettre leur argent dans d'autres pays plus accueillants sur le plan fiscal du capital. Il s'agit de ça. Les paradis fiscaux c'est cela aussi. Mais c'est bien un indice que la politique nationale est conduite en fonction, justement, de cette norme de concurrence.

Cette norme de concurrence, elle s'applique aux pays, mais qui l'a mise en place ? Ce sont les Etats eux-mêmes. Je veux dire que c'est une production politique, elle n'est pas venue spontanément. Et c'est ça qui est le plus frappant. C'est qu'aujourd'hui on a l'air de dire, de façon extraordinairement hypocrite, que les Etats, les sociétés, sont victimes d'un phénomène qui n'aurait été voulu par personne. Il faut avoir la mémoire bien courte pour dire ça puisque finalement on se rappelle d'une part qu'un certain nombre, et même beaucoup, d'idéologues et de médias nous ont expliqué pendant 30 ans que la mondialisation était la plus merveilleuse des choses. Et que deuxièmement on a oublié que cette mondialisation, cette norme de la

concurrence mondiale, avait bel et bien été construite politiquement. Je veux dire qu'on avait peut-être à certains égards délégué cette action des gouvernements à des instances internationales ou intergouvernementales... mais il n'empêche que, au FMI, à l'OMC, etc., ce sont bien des Etats qui sont présents et qui ont défendu cette politique.

Et deuxièmement, cette norme de concurrence mondiale, elle ne va pas sans la constitution de normes de toutes sortes, des normes techniques, des normes commerciales, des normes monétaires, des normes financières etc. Eh bien ces normes ont été produites, ou plutôt coproduites entre les instances, entre les puissances publiques, entre les Etats, dans beaucoup de domaines, que ce soit l'informatique, Internet, la banque, etc., donc ont participé à l'élaboration des propres normes qui devaient régir leur comportement les unes vis-à-vis des autres.

Tout cela pour dire que nous sommes entrés finalement dans un drôle de jeu où les Etats et les oligopoles ont construit un univers régi par la concurrence qui les oblige de plus en plus à l'adapter au système que ces entités publiques et privées ont mis en place, donc à s'adapter et à faire passer à l'égard de la population des politiques d'adaptation. Au fond, on nous dit que, puisque la mondialisation est une logique qu'on ne peut pas arrêter, il faut céder sur tel ou tel point, il faut travailler plus longtemps, il faut donc réduire les prétentions salariales etc. La déflation salariale qui a été l'une des causes de la crise financière est bien le produit de cette concurrence mondiale qu'on a mise en place. Mais ça ne s'arrête pas là puisque, au nom de cette mondialisation, les Etats sont conduits à se transformer eux-mêmes de plus en plus, c'est-à-dire à introduire dans leur propre fonctionnement les mêmes logiques de fonctionnement de concurrence qu'elles ont mise en place niveau mondial. Finalement, de la concurrence entre les écoles jusqu'à la concurrence entre les Etats et les systèmes économiques et sociaux, on a une continuité. Et c'est bien ce qui caractérise la rationalité néolibérale.

C'est pourquoi nous parlons de « La nouvelle raison du monde ». D'une certaine façon, nous avons quelque chose d'exceptionnel.

Nous avons affaire à une logique qui concerne jusqu'à l'intimité du sujet puisque chacun de nous est amené à fonctionner dans un système concurrentiel, dans un système de compétition: c'est bien le message que l'on transmet aux enfants. Donc depuis le plus intime du sujet jusqu'à l'organisation du monde, au fond c'est la même logique qui est à l'œuvre.

Et donc j'en reviens à la question des Etats. Les Etats sont bien obligés de se redéfinir finalement comme des entreprises dans cette logique-là. Et donc de détruire, ou d'auto-détruire les mécanismes démocratiques qui avaient été mis en place au cours des derniers siècles parce qu'en effet il y a contradiction, pratique et symbolique, entre la logique du management de la performance, comme on dit, et la logique de la délibération démocratique. Elle peut avoir des défauts et des avantages, mais en tout cas cette délibération démocratique n'est absolument pas régie par les mêmes principes, les mêmes logiques, elle ne cherche pas les mêmes effets qu'une entreprise, c'est bien évident. Mais à partir du moment où on accepte finalement d'avoir un gouvernement entrepreneurial, on peut pas en même temps avoir des mécanismes démocratiques comme on les a connus avec tous leurs défauts jusqu'à présent.

Pascale Fourier : Et si un gouvernement de bonne volonté décidait de s'abstraire de la concurrence ? Imaginons qu'on vote et qu'on élise un gouvernement qui prône l'exact inverse de ce qui est susceptible de convenir pour faire de la concurrence aux pays extérieurs. Est-ce que c'est possible? Impossible ?

Christian Laval : Évidemment, on ne peut pas savoir ce qui va se passer. Ce que nous essayons de montrer dans « La nouvelle raison du monde », notre livre, c'est qu'évidemment ce système connaît des ratés, des ratés extrêmement importants: le raté de la crise financière et économique en est l'exemple, mais c'est un raté un dysfonctionnement majeur parmi d'autres... Les conflits sociaux montent, des crises politiques extrêmement violentes peuvent se produire... Tout est donc ouvert. L'avenir est complètement ouvert. Nous ne disons surtout pas que le monde va continuer ainsi. On peut

même penser que, justement, ce à quoi nous avons affaire aujourd'hui, c'est à une modification des conditions de mise en place de cette rationalité néolibérale.

Nous sommes peut-être entrés, enfin on peut le penser, dans une zone de tempête, et ce qui se constitue aujourd'hui, c'est un terrain d'affrontement nouveau qui peut être effectivement radical, au sens où il peut poser des questions radicales: quel mode d'organisation, non seulement de l'économie, mais quel mode d'organisation politique, quel mode d'organisation sociale voulons-nous ? Moi, je ne crois pas du tout que les citoyens ont complètement disparu du monde justement. Derrière le consommateur, derrière le salarié, il y a toujours cette exigence citoyenne.

Alors la question que vous me posez, c'est de savoir si un pays pourrait construire tout seul une autre logique. Ça fait penser un petit peu à Staline et la construction du socialisme dans un seul pays... Et on a vu que finalement la construction du socialisme dans un seul pays n'avait pas eu toutes les réussites... Au fond, c'est pareil. Un autre monde est possible. Mais quand on dit « un autre monde est possible », ce n'est justement pas un autre pays. Une autre organisation du monde est certainement possible. Et la fonction historique des alter-mondialistes, du mouvement alter-mondialiste, je crois, a consisté à dire, finalement assez tôt, que les enjeux étaient maintenant à l'échelle mondiale. Donc la question, c'est de savoir quel type de relations on peut mettre en place aussi bien au niveau des Etats, des relations entre les peuples avec une autre logique et en se demandant si cette autre logique d'organisation du monde ne devrait pas trouver son répondant en cascade, en quelque sorte, dans chacune des sociétés - et je dirais même dans les relations les plus élémentaires entre les individus.

Je crois que c'est ça que nous a montré la rationalité néolibérale, je dirais que c'est cela son apport historique principal : il a été de montrer que finalement depuis les relations inter-subjectives jusqu'aux relations entre les États-nations, il y avait une continuité. La rationalité alternative, l'autre monde finalement, qui pourrait se construire devrait

au fond répondre à la même exigence. Quel type de rationalité d'ensemble peut-on envisager qui donnerait finalement une continuité entre les relations entre le sujet et les relations entre les Etats et entre les peuples ?

Nous, de façon extrêmement elliptique, parce que ce n'est pas notre propos, ce n'est pas le sujet du jour- ça viendra- , notre fin, notre conclusion, consiste à dire que, à la rationalité néolibérale de la concurrence généralisée, peut s'opposer, s'opposent déjà d'autres pratiques. D'autres pratiques que l'on peut repérer, d'autres zones, d'autres sphères, d'autres types de relations, dans la société que l'on peut déjà repérer, qui sont des relations de coopération, des relations d'entraide, de solidarité, des logiques du commun. Nous appelons ça « le commun ». On peut entendre aussi bien communauté que communisme. Nous voulons dire par là que ce n'est pas d'aujourd'hui qu'un certain nombre de gens se posent la question d'agir en commun, de délibérer en commun, pour définir le bien commun.

Et les enjeux aujourd'hui sont ceux-là. Ce n'est pas seulement principalement me semble-t-il la question de l'État. Avant de poser la question de l'État, il faut poser la question des buts et de l'organisation sociale. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de faire émerger quelque chose qui concerne chacun de nous. On peut appeler « le bien commun » ce qui concerne l'humanité en tant que telle. Ce bien commun, est-ce que ça sera des experts, des administrateurs, des chefs politiques qui vont le définir ? Ou est-ce que ce seront les citoyens eux-mêmes, disons les membres des sociétés, qui devront le définir ?

Je crois que l'enjeu est là: le bien commun, son élaboration, sa définition, doit passer par des pratiques, des mises en action communes. Je crois que c'est dans ce sens-là qu'il faut chercher. C'est plutôt les pistes à explorer, aussi bien sur le plan théorique, sur le plan intellectuel, que sur le plan pratique. Je crois que chacun là où il est dans la société, aussi banale, locale, sectorielle, que soit son expérience, peut, et doit sans doute, commencer à expérimenter d'autres logiques que celles de la concurrence.

Aurélien Bernier,

secrétaire national du [M'pep](#) (Mouvement Politique d'Education Populaire).

Interview du 15 Mai 2009

Thème: Union Européenne !

Partie ½

Dissoudre la Gauche... ou prôner la désobéissance européenne : la vraie alternative...

Pascale Fourier : Depuis quelque temps, le M'PEP, le Mouvement Politique d'Éducation Populaire développe un nouveau concept, la « la désobéissance européenne ». Qu'est-ce?...

La désobéissance européenne, une nécessité

Aurélien Bernier : Ce concept de désobéissance européenne, il faut d'abord le resituer par rapport à une analyse sur la construction européenne. Au M'PEP, on dit clairement que la construction européenne est faite pour empêcher toute politique de gauche. On le voit bien au quotidien avec les directives sur les services publics, sur le temps de travail, les directives sur les OGM: on a un carcan libéral qui a enfermé les Etats et qui aujourd'hui les empêche de mener une autre politique que l'ultra-libéralisme, « l'eurolibéralisme » comme on peut dire pour qualifier ce libéralisme à l'européenne. Et donc si on veut mettre en œuvre une véritable politique de gauche, il va falloir s'affranchir du cadre législatif européen et donc pratiquer ce qu'on a appelé la « désobéissance européenne ».

Désobéissance européenne et désobéissance civile

Pourquoi la désobéissance européenne? Pourquoi ce terme ? Parce qu'il renvoie, bien sûr, à la notion de désobéissance civile, qui elle-même renvoie à des personnages comme Gandhi, comme Martin Luther King, qui renvoie plus récemment à une toute autre échelle aux gens qui s'opposent aux OGM et qui transgressent la loi, puisqu'il va falloir transgresser la loi, les lois européennes, pour mettre en œuvre une politique de gauche.

Il y a des points communs avec la désobéissance civile et il y a des points de divergence. Je crois que le point commun, c'est de faire bouger les lignes, et de faire bouger les lignes dans le cadre d'un débat public. On ne peut plus supporter ce libéralisme qui s'impose aux Etats, y compris à des Etats qui voudraient mener des politiques de gauche. Il faut le dire, il faut dire pourquoi on est prêt à désobéir. En même temps, il y a une légitimité profonde puisque la notion d'obéissance suppose accepter des ordres, accepter d'aller dans une direction, mais accepter en connaissance de cause parce qu'on sait que ça va dans le bon sens. On sait

que ça profite à l'intérêt général. Et obéir, c'est totalement différent de se soumettre. Parce qu'à partir du moment où les ordres, le mouvement qu'on doit suivre ne va plus dans le sens de l'intérêt général, on n'est plus dans l'obéissance, on est dans la soumission.

Mais la principale différence avec la désobéissance civile, c'est que la désobéissance civile met en cause la force contraignante de la loi, alors que la désobéissance européenne remettrait en cause la hiérarchie des lois : il s'agit de refuser que le droit européen s'impose et impose des politiques libérales aux Etats. Mais bien sûr on reste dans un système républicain où la loi nationale conserve toute sa valeur !

Pascale Fourier : Tout à l'heure, vous disiez que la construction européenne était faite pour empêcher toute politique de gauche. On pourrait vous dire : « Mais non, il suffit juste d'attendre que tous les pays européens ou une majorité de pays européens soient gouvernés par des gouvernements de gauche, et à ce moment-là il n'y a plus besoin de désobéissance européenne... Par nature, on arrivera à une construction sociale chère aux socialistes par exemple ! » . Non ?

L'urgente nécessité d'agir...

Aurélien Bernier : Ca, dans l'absolu, on peut toujours imaginer que ce soit possible... On peut rêver une Europe qui soit complètement différente... On peut rêver de gouvernements qui soient tous de gauche et qui soient tous d'une vraie gauche, pas de la social-démocratie qui s'accommode très bien du système... Mais le fait est que ce n'est pas le cas. Et qu'on ne peut que constater que, depuis des années, des décennies, on construit une Europe de plus en plus libérale, avec des directives de privatisations, avec la directive Bolkenstein, avec des directives qui mettent en place le marché du carbone qui empêchent toute fiscalité écologique. Voilà véritablement le sens de la marche.

Et donc la question, c'est de savoir jusqu'à quand on peut tolérer ça. Est-on prêt effectivement à attendre que nos rêves se réalisent, parce qu'on rêve tous évidemment d'une Europe solidaire et démocratique où les

peuples pourraient s'exprimer et où la politique européenne serait représentative du souhait des peuples ! Mais s'il faut attendre 20, 30, 50 ou 100 ans que cette situation-là se présente, entre-temps, on aura continué à détruire le social, à détruire l'environnement, à détruire les solidarités. Je crois qu'aujourd'hui on ne peut plus attendre, et la crise dans laquelle on est entré a encore renforcé ce sentiment. Les choses s'aggravent à une vitesse incroyable ! Le dernier scandale en date est quand même le refus de l'Union Européenne d'entendre l'expression démocratique des peuples, le peuple français quand il a voté Non, le peuple néerlandais, et maintenant le peuple irlandais. Et on voit bien qu'on est dans une machine infernale qui va vers toujours plus de libéralisme et qui s'affranchit totalement de la souveraineté populaire.

Faire une politique de Gauche est incompatible avec les textes européens.

Donc il faut agir et on est dans une situation qui peut se résumer assez simplement: on a une gauche de gauche dans un certain nombre de pays qui fait des propositions tout à fait intéressantes; mais si on prend ces propositions et qu'on les pointe une par une et qu'on regarde si elles sont compatibles ou non avec le droit européen, eh bien il y en a peut-être, allez 5 % qui au final seront compatibles avec le droit européen, c'est-à-dire que sur un programme progressiste 95 % des décisions ne pourraient pas être appliquées parce que l'Union Européenne empêcherait l'ensemble de ces propositions. Donc à partir de là, pour une gauche de gauche, aujourd'hui, qu'il y a deux solutions: soit elle continue à décrire un monde idéal dans lequel on rêve tous de vivre et qui verra peut-être le jour dans quelques des décennies -ou peut-être pas; soit elle dit que, pour mettre en œuvre son programme politique, il faudra pratiquer la désobéissance européenne et qu'elle est prête à la pratiquer.

Je crois que la volonté du M'PEP, c'est vraiment de mettre ce débat sur la table parce que c'est le débat central. C'est pour cela que la gauche est complètement prisonnière... Elle est complètement dans l'échec aujourd'hui parce qu'elle refuse de poser ce débat sur la table. Et une fois qu'on l'aura posé, on verra bien quels sont les partis qui acceptent l'idée de la désobéissance européenne et ceux qui

ne l'acceptent pas. Et là on pourra trier, et là on pourra savoir pour qui voter.

Pascale Fourier : Et concrètement cette désobéissance européenne pourrait prendre quelle forme ?

Aurélien Bernier : Concrètement, il y a plusieurs niveaux : une désobéissance européenne défensive et une désobéissance européenne offensive.

Désobéissance défensive... et offensive

La désobéissance européenne défensive, ce serait de faire de la résistance, de refuser la transcription en droit national des directives libérales. Quand on dit « les directives libérales », ça en fait beaucoup... Il y a donc déjà de quoi faire... Ce sont les directives de libéralisation, la dérégulation du marché de l'énergie par exemple, la directive Bolkenstein, la directive sur les OGM, celle qui instaure le marché des droits à polluer... Enfin il y a largement de quoi faire !

Mais ce n'est pas suffisant parce que là on est simplement dans la résistance. Il faut également une désobéissance européenne offensive, c'est-à-dire une désobéissance qui permette de reconquérir du terrain, de reconquérir ce qu'on a perdu à travers quelques décennies de libéralisme effréné; donc c'est reconstruire des services publics, des services publics qui ont été privatisés, libéralisés; c'est créer de nouveaux services publics pour répondre à de nouveaux besoins; c'est par exemple faire une loi nationale qui interdise définitivement la culture d'OGM et pas simplement utiliser une tolérance que permet la directive européenne pour momentanément éviter qu'on ait des OGM pendant un an ou deux, mais vraiment faire une loi d'interdiction comme le veut la majorité des citoyens. Voilà, c'est vraiment reprendre la main et pouvoir mettre en œuvre des politiques de gauche et construire. On n'est pas simplement dans la résistance, on est dans la construction.

Et bien sûr ça veut dire qu'on serait attaqué par l'Union Européenne qui ne pourrait évidemment pas supporter qu'on crée du droit qui soit contraire au droit européen. Et qui dit désobéissance européenne, dit bien sûr

refuser de payer des astreintes, puisqu'on serait condamné à des restreintes, et évidemment il s'agirait de refuser de les payer.

Le dernier exemple qu'on peut donner est un exemple qui concerne la politique agricole par exemple où l'Union Européenne fait la promotion d'une agriculture intensive qui utilise des quantités phénoménales de produits chimiques qui polluent, une agriculture qui produit des aliments de mauvaise qualité, qui détruit la paysannerie... Il est évident qu'il serait hors de question d'abonder le budget de la politique agricole commune pour mener ce genre de politique. Donc la dernière façon de désobéir, ce serait de ne plus donner d'argent pour pratiquer ces politiques libérales et donc d'utiliser ces moyens financiers autrement. Par exemple au niveau agricole en développant une agriculture respectueuse de l'environnement, une agriculture paysanne, en réorientant la production pour aller vers plus d'autonomie, et puis en développant aussi des coopérations avec d'autres Etats puisque, bien sûr, l'idée ce n'est pas de se replier sur des frontières nationales: ce n'est pas parce qu'on s'affranchit du cadre de cette Union Européenne -qui est une construction européenne parmi d'autres qui auraient été possibles... On ne va pas se replier ! Il faut créer de nouvelles alliances, et donc on pourrait comme ça développer de nouvelles alliances, développer des partenariats agricoles par exemple avec d'autres pays qui seraient sur la même ligne, et d'ailleurs qu'ils soient dans l'Union Européenne actuelle ou non.

Libre-échange...

C'est la même chose en matière de fiscalité où aujourd'hui il est clairement exclu de prendre des mesures protectionnistes dans le cadre de l'Union Européenne. On voit très bien à quoi conduit le libre-échange. Nous avons à affronter une désindustrialisation qui est absolument catastrophique. Les grandes multinationales vont s'implanter dans des pays à bas coûts de main-d'œuvre où on a quasiment aucune protection environnementale.. Elles vont donc polluer loin, mais vont polluer autant qu'elles veulent... On voit bien les conséquences sur l'emploi, les conséquences sociales, dans les pays industrialisés. Et ce libre-échange mène

également à une perte de contrôle démocratique sur la production. Parce que, bien sûr, une usine qui est implantée en Chine, on ne peut pas la contrôler démocratiquement, on ne peut pas influencer les choix de production, on ne peut pas influencer les méthodes de production. Et donc il faut casser cette spirale libre-échangiste.

Et le seul moyen, c'est de mettre en place une nouvelle forme de protectionnisme, qui soit un protectionnisme écologique et social, c'est-à-dire qu'on taxe les importations sur la base de critères environnementaux et sociaux. Ça, c'est un exemple, peut être un des meilleurs exemples, du besoin de pratiquer la désobéissance européenne. Parce qu'un tel protectionnisme ne verra jamais le jour au niveau de l'Union Européenne: il faudrait d'abord que les 27 Etats soient d'accord et puis en plus que la Commission européenne en ait envie.... Donc il faudra le pratiquer à une autre échelle, et si un État voulait mettre en place ce type de mesure, il lui faudrait faire de la désobéissance européenne.

Pascale Fourier : Finalement, vous proposez quelque chose qui se fait au plan national, si j'ai bien compris (même si ensuite ça peut être des décisions conjointes de différents Etats qui peuvent toujours tomber d'accord pour faire la même chose). On pourrait vous dire que finalement vos propositions remettent d'une certaine façon en cause l'Europe elle-même. Or l'Europe est en elle-même un bien, du moins c'est ce que je comprends en écoutant les médias d'une façon générale et les politiques. Je suis donc un peu surprise parce que ça risque vraiment de mettre en cause cette construction qui a demandé beaucoup d'efforts et qui est une nécessité...

UE, le débat émotionnel

Aurélien Bernier : Alors ça, c'est une illustration d'un amalgame qui est absolument insupportable, qui est un amalgame entre l'idée d'Europe et la construction européenne qu'on subit qui est cette Union Européenne qu'on a

construite. Évidemment l'idée d'Europe a toujours un sens ! Évidemment l'idée de solidarité de coopération entre les peuples a toujours du sens, l'idée d'éviter les guerres, l'idée d'éviter les crises a du sens. Mais si on regarde l'histoire de l'Union Européenne, on voit que ce n'est absolument pas le cas. L'union européenne n'a pas évité les guerres: on a eu une guerre terrible en ex-Yougoslavie, et l'Union Européenne n'a absolument pas évité ça. L'Union Européenne n'évite pas les crises, sinon on ne connaîtrait pas la crise dans laquelle on est. L'Union Européenne ne permet pas d'aller vers plus de solidarité: au contraire on a une mise en concurrence entre les peuples, entre les économies, on va mettre en concurrence des pays d'Europe de l'Est avec un coût de main-d'œuvre faible avec les pays industrialisés - et on tire tout vers le bas.

Je crois qu'il faut absolument sortir de ce débat émotionnel où les européistes essaient toujours de ramener sur le terrain émotionnel, bien sûr. Il faut avoir une analyse objective des politiques européennes. Alors pour prendre un exemple, ce qui est formidable, c'est en matière d'environnement, parce que, quand on regarde les discours des représentants de l'Union Européenne, on a l'impression qu'ils sont plus écolo que Nicolas Hulot et All Gore réunis. Mais quand on regarde les politiques de l'Union Européenne, on est dans l'agriculture intensive, on est de la promotion des OGM, on est dans le libre-échange donc dans la consommation effrénée d'énergie et donc on est dans la destruction de la planète. Et je crois que sur tout ces sujets, il faut faire un examen objectif des politiques européennes... On n'est pas bien sûr contre l'idée de solidarité, l'idée d'empêcher les guerres, l'idée que les peuples échangent, communiquent, commercent même. Mais on est bien dans l'examen objectif des politiques européennes. Cette construction est une construction ultralibérale et donc, si on veut une autre Europe, il va falloir changer non pas l'Europe, mais changer d'Europe et peut-être reconstruire quelque chose de haut en bas pour aller vers l'Europe qu'on souhaite.

Aurélien Bernier,

secrétaire national du [M'pep](#) (Mouvement Politique d'Education Populaire).

Interview du 15 Mai 2009

Thème: Union Européenne !

Partie 2/2

Dissoudre la Gauche... ou prôner la désobéissance européenne : la vraie alternative...

Pascale Fourier : Au moins une fois dans la partie de l'entretien qui précédait, vous avez utilisé la notion de « souveraineté nationale », si je ne me trompe pas. On ne peut pas dire que ça m'étonne, mais certains pourraient vous dire que la souveraineté nationale n'a plus lieu d'être, que ce qu'il faut construire, c'est la souveraineté européenne.

Pouvoir peser à nouveau sur le cours des choses

Aurélien Bernier : Moi, je serais tout à fait d'accord pour construire une souveraineté européenne. Ca ne me cause aucun problème. Le problème, c'est de savoir dans quel délai c'est réalisable. Et ce qu'on constate, c'est que la construction européenne s'est faite sans les peuples, même si à une certaine époque, à la limite, ça pouvait s'entendre puisqu'on sortait de la guerre et que les choses ne se seraient peut-être pas faites si on s'était appuyé sur les peuples. Mais c'est beaucoup moins excusable au jour d'aujourd'hui de continuer à construire une Union Européenne qui se fasse non seulement sans les peuples, mais contre l'intérêt des peuples.

Même si on peut le regretter, le seul niveau auquel on a encore accès à une souveraineté

populaire, c'est l'État. Et c'est bien pour cette raison-là que l'objectif prioritaire, c'est de reconquérir cette souveraineté populaire. Et je crois qu'à partir du moment où on aura récupéré cette possibilité d'agir sur le cours des choses, que le peuple pourra agir sur le cours des choses, on pourra envisager de construire une souveraineté populaire supranationale qui ne doit pas forcément s'arrêter à l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui, aux 27 états, qui peut aller bien plus loin. Mais ça, c'est quasiment de la politique-fiction. Aujourd'hui, ce qui importe, c'est que, quand on vote à une élection nationale, on désigne des représentants du peuple qui soient en mesure de mettre en œuvre la politique pour laquelle ils ont été élus. Et ça, l'Union Européenne l'empêche. C'est donc dans ce sens-là que la reconquête de la souveraineté populaire est un objectif prioritaire. Et ce n'est absolument pas du nationalisme, ce n'est absolument pas du souverainisme comme on peut taxer de « souverainisme » certains personnages de droite. C'est vraiment redonner le pouvoir au peuple, redonner un sens au mot « démocratie ».

Pascale Fourier : Finalement, l'expression de la souveraineté nationale, c'est

effectivement (j'allais dire: « ce que vous, vous, français »... mais c'est un peu ça si on se pose en tant que pro-européen viscéral) ce que vous, français, ainsi que les hollandais vous avez mis en avant justement en 2005. Mais du coup, pour ainsi dire, vous vous êtes mis en marge, vous n'avez pas joué le jeu, vous n'avez pas joué le jeu européen. On doit pouvoir faire autre chose! Ce n'est comme ça que ça pourra évoluer, aller vers quelque chose de positif...

Aurélien Bernier : Encore une fois, ça dépend de quel jeu on parle. On ne peut pas parler de l'Union Européenne sans parler des politiques qui sont menées. Si la France, si les Pays-Bas et si l'Irlande ont dit Non au traité constitutionnel européen ou au traité de Lisbonne, c'est bien un refus des politiques qui sont menées. Or, ce n'est encore une fois pas un refus de la paix, de la coopération entre les peuples, ce n'est pas un refus de l'idée d'Europe, c'est un refus de ce modèle-là ultra-libéral qui nous est imposé.

Reconquérir la souveraineté populaire

Pascale Fourier : Oui, mais quand même, le Parti Socialiste ou des mouvements comme Attac revendiquent une Europe sociale, écologique, démocratique. Ça me semble un peu iconoclaste que de dire, que de sous-entendre, qu'il n'est vraiment décidément pas possible que cette Europe advienne....

Aurélien Bernier : Il ne s'agit pas de dire que ce n'est pas possible. Je ne sais pas si c'est possible ou pas. Ce que je constate, c'est que ce n'est pas le cas. Et donc il n'y a pas 36 solutions: soit on attend que ce soit le cas (on n'est pas obligé d'attendre de façon passive et je ne pense pas que les gens que vous avez cités attendent de façon passive), soit on se dit qu'il y a peut-être un autre niveau d'intervention, une autre échelle, qui serait plus efficace pour reconquérir cette souveraineté populaire. Et le fait est qu'il n'existe pas d'exercice de la souveraineté populaire au niveau européen et que donc tout est à construire. Il y a peut-être des gens très efficaces, très performants, qui envisagent de construire ça très rapidement,

mais moi j'ai l'impression que c'est quelque chose qui prendra au moins quelques décennies. Il y a des niveaux où existe un exercice de la souveraineté populaire, où existent des institutions pour faire fonctionner la démocratie - ce qui n'existe donc pas au niveau de l'Union Européenne. Et ce fonctionnement est bloqué parce que ces Etats se sont soumis - et une bonne partie volontairement - au droit communautaire, au carcan libéral de l'Union Européenne. Et donc restaurer une souveraineté populaire au niveau d'un État où les outils existent pour la faire fonctionner paraît beaucoup plus envisageable et en tout cas beaucoup plus rapide que de tenter de le faire au niveau européen où tout est à créer. Et donc c'est bien pour cela que la désobéissance européenne prend tout son sens, puisqu'il s'agit de faire exploser ce carcan et de redonner aux Etats les moyens d'agir en dehors du cadre européen.

Pascale Fourier : « Exploder ce carcan », ou exploser l'Europe ?

Imaginaire... et réalité...

Aurélien Bernier : Non, c'est bien exploser ce cadre, qui est celui de l'Union Européenne et qui pratique le néolibéralisme comme aucun État de la planète ne le pratique. L'Union Européenne a une ferveur libérale encore plus exceptionnelle que celle des États-Unis, ce qui n'est quand même pas peu dire. Et c'est bien cette construction européenne-là qu'il s'agit de remettre en cause, et encore une fois pas l'idée d'Europe avec ce qu'elle peut contenir de paix, de solidarité -ce qui est oublié depuis longtemps parce qu'on a remplacé cette idée-là par la guerre économique, par la libre concurrence, le libre-échange, la destruction des acquis sociaux.

Il faut qu'on arrive à montrer que le débat est faussé parce qu'on mélange un imaginaire avec une réalité, une construction économique, une construction politique qui se fait en balayant la démocratie. Et ça, c'est vraiment l'enjeu principal, parce que cet amalgame fait effectivement que, quand vous parlez de désobéissance européenne,

quand vous parlez de changer d'Europe, de tout reconstruire parce que celle-ci est absolument insupportable, on voit sortir des termes comme « nationalistes » ou « souverainistes »... Mais « souverainiste », si c'est défendre l'exercice la souveraineté populaire, oui, il faut être souverainiste à ce moment-là ! Il ne faut pas non plus se laisser piéger par les mots !

Pascale Fourier : Aurélien Bernier j'ai bien suivi tout ce que vous avez raconté...., mais disons que pour l'instant le M'PEP n'a peut-être pas un poids politique extrêmement important.... Qui pourrait vous suivre sur ce que vous proposez ?

Poser la bonne question

Aurélien Bernier : Ca, c'est la grande question. D'abord, je pense qu'il n'est pas besoin d'avoir un poids politique extrêmement important pour poser des bonnes questions. Et je pense qu'on en pose une qui peut être gênante pour certaines personnes, mais qui est bonne.

Notre ambition c'est bien sûr de mettre ce débat sur la table, d'en parler, d'en débattre avec la population, d'en débattre avec les partis politiques, d'expliquer aussi cette notion de « désobéissance européenne » parce que ce n'est pas quelque chose qu'on est habitué à entendre. Et ce débat, on verra bien qui s'en empare qui se positionne par rapport à ces questions.

Et moi je pense que la « gauche de gauche », comme on dit, encore une fois va aux élections avec un programme qui est inapplicable sans pratiquer la désobéissance européenne. Et ça, ils le savent ! Il faut arrêter...: ils le savent tous ! Quand on propose par exemple d'interdire les OGM dans un programme électoral, on sait très bien que c'est infaisable dans le cadre des institutions européennes – et il faut donc pratiquer la désobéissance européenne. Sauf que les partis politiques, et je dirais même les syndicats, parce que les syndicats seraient aussi concernés, ne le disent pas. Parce qu'ils ont toujours cette peur que l'opinion publique soit réticente, qu'ils ont peur de se faire piéger dans ce débat de

mots dont on parlait tout à l'heure, de se faire piéger en se faisant taxer de « souverainistes », de « nationalistes », de tout ce que vous voulez, des choses qui ne tiennent pas la route une seconde, et dont ils ont peur.

Oser la désobéissance européenne

A un moment donné, il va falloir franchir ce pas et assumer le fait de dire: « Oui, si on est élu, eh bien on désobéira ! On fera de la désobéissance européenne pour mettre en œuvre le programme sur lequel on a été élu ». Et tant que la gauche de gauche n'ira pas jusqu'au bout, je pense qu'il y aura une incohérence dans son discours parce qu'elle continuera à décrire ce monde antilibéral, progressiste, solidaire, écologique tout ce qu'on veut, dans lequel on aimerait tous vivre, mais elle n'expliquera pas aux gens qui votent pour elle comment on passe du monde dans lequel on est, ultra-libéral, avec ce carcan européen, à cette société meilleure.

Et donc on souhaite que cette idée de la désobéissance européenne fasse son chemin et qu'un jour elle soit intégrée dans un programme et que des partis, des mouvements, aillent aux élections en disant : « Oui, nous, on est prêts à désobéir pour mettre en œuvre notre programme ». Évidemment, si ces partis se font élire sur la base d'un tel programme, alors on aura toute légitimité pour mettre en œuvre cette désobéissance européenne, et on peut même imaginer sur certains sujets particulièrement importants de convoquer des référendums pour savoir si oui ou non on accepte de se soumettre encore une fois au droit européen – à un droit qui est profondément libéral et qui empêche et qui empêcherait un parti de gauche au pouvoir de mettre en œuvre ses politiques.

De toutes façons, le débat se posera, c'est-à-dire que, pour l'instant, les partis le fuient, les syndicats également, mais il se posera. Parce que, depuis le Traité constitutionnel européen, on ne fait qu'expliquer aux populations que le parlement national passe 80 % de son temps à transcrire du droit européen, que les 20 % qui restent, comme

l'a très justement dit Jean-Luc Mélenchon, doivent également être compatibles à 100 % avec le droit européen- et donc les gens ont parfaitement compris qu'il n'y avait plus de marges de manœuvre au-delà du droit communautaire, et donc que l'Union Européenne imposait, dictait les politiques

aux Etats-membres. Soit on dissout la gauche - soit on renonce à jamais à mener des politiques de gauche- , soit il faudra absolument, obligatoirement, parler de désobéissance européenne....

Jean-Pierre Chevènement,
sénateur, ancien Ministre, président du MRC

Interview du 15 Septembre

Thème: Nation !

Partie ½

La notion de « nation » obsolète?.

Pascale Fourier : Quand j'ai parlé à mes amis du fait que j'allais vous rencontrer, ils m'ont dit: « Mais tu vas voir quelqu'un qui professe des idées complètement obsolètes et en particulier l'idée de nation ! Chevènement est complètement déconnecté de la réalité ! » Est-ce que vraiment on peut dire que l'idée de nation est obsolète ?

La vertu démocratique et libératrice de la nation

Jean-Pierre Chevènement : Je ne crois pas.

D'abord parce que, dans le monde tel qu'il va, je ne vois pas que la nation ait disparu ni aux États-Unis, ni en Chine, ni en Russie, ni au Brésil, ni en Inde. Et je vois même que de très petites nations par la taille peuvent jouer un rôle très important: je pense à Singapour, à Israël, à Cuba, au Venezuela. Le monde reste fait de nations et ce n'est pas par hasard qu'il y a une Organisation des Nations Unies. C'est que les hommes se définissent aussi par une appartenance nationale et que la nation est le cadre de l'expression démocratique parce que, naturellement, le sentiment d'appartenance permet à la

démocratie de fonctionner. La démocratie, c'est l'acceptation de la loi de la majorité. Ça ne va pas de soi. On accepte la loi de la majorité dans un certain cadre, loi de la majorité qu'on n'accepterait pas dans un autre cadre. Donc la nation, c'est la démocratie.

Deuxièmement, la nation, c'est la solidarité. Vous remarquerez que la Sécurité sociale est nationale. C'est un budget considérable. Sans la Sécurité sociale, quelle serait la réalité de l'État-providence ?

Enfin troisième argument, la nation est le levier de notre responsabilité par rapport au monde. Je sais bien que la mode était à l'humanitaire, mais rien ne vaut une politique étrangère vigoureuse qui s'exprime avec force sur des sujets déterminants pour l'avenir de la paix dans le monde. Je ne citerai que le problème israélo-palestinien; la question de l'Irak, qui a, je dirais, entraîné plusieurs guerres et des millions de morts; la question du Pakistan, nation récente, à certains égards artificielle puisque constituée à partir de la volonté des musulmans de l'Inde de se doter d'un État: nous devons aider ce pays à affermir sa vocation nationale et à devenir une nation comme les autres, coopérant avec ses voisins, je pense en

particulier à l'Inde. C'est une dimension tout à fait essentielle: il faut que le Pakistan passe d'une géopolitique passionnelle à une géo-économie rationnelle. Je pourrais prendre un exemple en Europe.... Croyez-vous que l'unification allemande n'est pas dû quelque chose au sentiment national allemand? Quand les manifestants de Dresde ou de Berlin ont commencé à crier non plus « wir sind das Volk », c'est-à-dire « nous sommes le peuple », mais « wir sind ein Volk », « nous sommes un peuple », on a assisté à un changement qualitatif de la revendication: c'était une revendication nationale. Et le chancelier Kohl a bousculé le jeu pour imposer une réunification qui correspondait d'ailleurs naturellement à l'aspiration des allemands. Je pourrais multiplier les exemples.

Ceux qui ne sont pas dans le coup, c'est à mon avis ceux qui surfent sur la mode et qui ont oublié que le sentiment d'appartenance nationale s'est forgé au long des siècles, pour ne pas dire des millénaires, qu'il y a là quelque chose d'extrêmement fort qu'on ne peut pas faire disparaître d'un coup de gomme. Certains y ont cru dans le passé. En France dans les années 30, on était très anti-national... Les gens regardaient vers Rome, Moscou, Berlin, pas vers Paris. A Paris, on était pacifiste, puis ça a donné la défaite de 1940, l'occupation. Et on a vu des gens comme Aragon qui « conchiait » le drapeau français qui, ensuite, ont chanté la France dans leur poésie - très bien d'ailleurs... Donc, vous voyez, c'est quand même tout à fait significatif: il y a des gens qui ont changé d'avis, qui étaient très hostiles à l'idée-même de nation dans laquelle ils voyaient le synonyme de la grande boucherie de la guerre de 1914 1918, qui ont fini par redécouvrir la vertu démocratique et libératrice de la nation.

Pascale Fourier : Mais certains pourraient vous dire que maintenant les problèmes ont vraiment une dimension internationale, en particulier les problèmes liés aux changements climatiques, à la crise, et que donc il faut savoir dépasser le cadre national...

Chevaucher les coquecigrues...

Jean-Pierre Chevènement : Mais les problèmes ont toujours eu une dimension internationale ! Ca ne date pas d'hier. Et la nation, comme je vous l'ai dit, est un levier à partir duquel on peut agir dans l'ordre international. Jaurès disait déjà: « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène ». Il n'y a donc rien de nouveau sous le soleil.

S'agissant de la crise, je vous fais observer que la réaction a été d'abord nationale. C'est Messieurs Sarkozy et Gordon Brown qui ont fait des propositions que Madame Merkel d'abord ne voulait pas accepter et qu'elle a fini par entériner quand on s'est aperçu que les banques allemandes étaient au bord de la faillite. Et puis de proche en proche, on a réuni le G 14 qui est devenu le G 20, à Washington, et par conséquent, à partir d'initiatives nationales, on a entériné les choses au niveau de plusieurs cercles de solidarité, au niveau de l'Union Européenne - et ce n'est pas allé sans mal-, et puis au niveau des vingt pays qui représentent 85 % du PIB mondial - vous me direz que le PIB n'est plus à la mode..., certes... Mais je dirais qu'il vaut mieux avoir des idées claires et qui résistent que de chevaucher des coquecigrues.... Vous connaissez ce mot ?

Pascale Fourier : Non...

Jean-Pierre Chevènement : C'est dans Rabelais. Ce sont des animaux volants en haute altitude avec mille pattes, des mille-pattes volants. On appelle ça des coquecigrues. Alors il y a beaucoup de gens qui courent après les coquecigrues...

Nation(-s) et Union Européenne...

Pascale Fourier : Certains vous diraient : « Certes, ce que vous dites jusque-là est valide. Mais il faut mettre tous nos espoirs dans la construction d'une Europe dans laquelle un peuple européen pourrait se reconnaître »...

Jean-Pierre Chevènement : Mais vous savez, on n'a pas fait le peuple français d'un seul coup. On a mis au moins mille ans, peut-être même deux-milles. Et je ne sais pas ce que c'est le peuple européen. Où s'arrête-t-il ? Est-ce que vous allez rejeter les

Russes par exemple - je ne parle pas des Ukrainiens, des Biélorusses, etc.. Quid de la Turquie ? Qu'est-ce que l'Europe, enfin où s'arrête-t-elle ? À l'Oural, à Vladivostock, avant ? Tout ça est une idée encore imprécise qui est liée à un cercle de solidarité entre les nations européennes parce qu'elles sont situées à l'extrémité du petit cap eurasiatique. C'est vrai, mais prenons par exemple le commerce extérieur. L'Allemagne a une politique de déflation salariale depuis 2000 qui lui donne une compétitivité très grande au détriment de ses voisins européens. Donc on ne peut pas dire qu'elle ait une stratégie véritablement coopérative à l'échelle européenne. Elle a une stratégie dont je ne sais d'ailleurs pas à quel mobile profond elle obéit, parce qu'elle pèse aussi lourdement sur la croissance allemande. Certes, l'Allemagne a un fort excédent commercial, qui vient d'ailleurs d'être dépassé par l'excédent chinois. Mais cet excédent se réalise pratiquement aux deux tiers sur l'Europe. Il serait peut-être plus intelligent d'avoir une politique keynésienne à l'échelle d'un espace européen protégé. Mais qui est d'accord pour cela ? À ma connaissance, pas l'Allemagne, mais l'Allemagne est le pays le plus puissant d'Europe. Et à partir du moment où l'Allemagne ne veut pas d'un gouvernement économique de la zone euro, par exemple, comment le lui imposer ?

J'ai pris cet exemple. Je pourrais en prendre un autre. En matière nucléaire, l'Europe s'en est remis pour le choix de sa défense aux États-Unis. Si vous allez dans les pays de l'Europe centrale et orientale, vous verrez qu'ils préfèrent être protégés par Washington plutôt que par Bruxelles. On les comprend. Mais ils préfèrent même Washington à Paris ou à Londres. Et d'une certaine manière on peut comprendre aussi parce qu'il y a le souvenir de 1940. Les Britanniques considèrent que leur sécurité est fondée sur une relation spéciale avec les États-Unis, qui leur fournissent leurs missiles Trident. L'Allemagne? Son ministre des affaires étrangères est pour une Europe

dénucléarisée. Mais ce n'est pas la position de la France. Et vous comprenez bien qu'on peut parler d'Europe sans savoir, mais la réalité, c'est que l'Europe se fait sur certains sujets à géométrie variable, qu'elle est une dimension importante, essentielle même de notre politique, mais elle ne s'y résume pas. Si on comptait sur l'Europe pour vendre des Rafales, nous n'aurions encore rien vendu. Parce que, par exemple aux Pays-Bas, les Américains sont suffisamment influents pour avoir imposé l'achat de F16 ou F18, et demain de JFS 35. Par contre, au Brésil, on a réussi à vendre trente-six Rafales.

Donc la France a une vocation non seulement européenne, mais mondiale, et il ne faut pas l'oublier. Nous sommes les plus importants des pays francophones: ça représente quand même une des grandes langues des civilisations. Et elle sera bientôt plus parlée en Afrique qu'en Europe. La France est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce n'est pas rien. Cela nous donne des responsabilités et des devoirs particuliers. Nous sommes un des pays membres du club très restreint des Etats dotés nucléairement, d'après les traités - il y a en 5, d'abord le TNP, et puis 3 autres s'y sont rajoutés en contravention avec le TNP.

Voilà, tout ça, ce sont des réalités nationales. On ne peut pas comprendre que l'Inde et le Pakistan aient voulu accéder à l'arme nucléaire si on ne parle pas du conflit indo-pakistanaïse qui dure depuis cinquante ans, un peu plus même. Et Israël? Est-ce qu'on peut comprendre qu'Israël se soit dotée d'armes nucléaires indépendamment du contexte du Proche-Orient ?

Vouloir faire l'impasse sur la réalité nationale, c'est se condamner à ne rien comprendre au monde dans lequel nous vivons. Ceux qui sont modernes ne sont pas ceux qui le croient.

Jean-Pierre Chevènement,

sénateur, ancien Ministre, président du MRC

Interview du 15 Septembre

Thème: Nation !

Partie 2/2

Parti Socialiste, Europe, et Nation...

Pascale Fourier : Qu'est-ce qui explique que la Gauche, et le Parti socialiste en particulier, a fait justement sienne cette idée européenne et, me semble-t-il, a abandonné la question sociale à cette occasion ?

UE et PS: la sublimation de la capitulation devant le néolibéralisme triomphant.

Jean-Pierre Chevènement : Ah, c'est un autre aspect. On a fait croire au Parti socialiste, à partir des années 83-84, que l'Europe était notre avenir- la France étant encore notre patrie. Ce que cela voulait dire en fait, c'est que l'Europe serait notre patrie, la France n'étant plus que notre passé. Donc il y a eu dans ces années-là une certaine mise en congé de la nation, qui en fait a sublimé un choix social très différent qui est la capitulation devant le néolibéralisme triomphant. Mme Thatcher, M. Reagan avaient gagné les élections de 1979-1980: ils ont imposé le système du capitalisme financier mondialisé et ils y ont réussi. La Chine a accepté de jouer le jeu, l'URSS s'est effondrée, l'Europe s'est alignée... L'Acte Unique et le traité de Maastricht, ce sont des textes d'alignement sur un libre-échange échevelé, y compris au niveau des

mouvements de capitaux. Donc l'équilibre entre le travail et le capital a été rompu. Mais on l'a dit, c'est « au nom de l'Europe ». Puis on s'est aperçu que c'était une Europe offerte, une Europe ouverte, une Europe où il n'y a que plus que 1.5% de droit de douane, alors qu'en 1992 il y en avait encore 14.5. C'est une Europe qui est dominée par le principe de la concurrence libre et non faussée, au nom de ce principe qui a été réaffirmé vigoureusement dans l'Acte Unique négocié en 85 et adopté par le Parlement en 1987 : dans l'Acte Unique, vous avez ce principe de la concurrence qui est la négation de toute politique industrielle et la condamnation de l'idée-même de « services publics ». Tout cela au nom de l'Europe! Donc il y a un élément de mystification dont beaucoup de socialistes ne sont pas encore revenus.

Le terrain favorable d'un internationalisme mal compris...

Et je crois que les socialistes offraient un terrain favorable, parce qu'ils avaient toujours mal compris l'internationalisme, et c'est pourquoi Jaurès leur faisait amicalement la remontrance: « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène ». C'est que les socialiste

ont pensé qu'on pouvait construire un monde sur la base du seul internationalisme et de la négation des nations. Or ce que Jaurès voulait leur expliquer, leur faire comprendre, c'est que la nation était la brique de base d'un internationalisme bien conçu. Parce qu'il y a évidemment deux conceptions de la nation. Il y a la conception républicaine: la nation est une communauté de citoyens, indépendamment de toute question d'origine, de religion, d'opinion philosophique. Et puis il y a la conception ethnique de la nation qui a été historiquement portée par l'Allemagne contre la conception incarnée par la France et la Révolution. Alors, je ne dis pas que la France avait raison de vouloir apporter la démocratie à la pointe de la baïonnette; Robespierre était contre. Mais, je dirais que le nationalisme ethnique a produit des conséquences si effrayantes que je crois aujourd'hui personne n'oserait plus sans réclamer à voix haute.

La conception républicaine de la nation

La conception que j'appelle « républicaine » ou « citoyenne » de la nation a triomphé même en Allemagne. Le droit du sol a fini par l'emporter en mai 1999. Je m'en souviens très bien: j'étais Ministre de l'intérieur et j'en avais beaucoup parlé avec mon collègue allemand de l'époque, Otto Schmidt. Cela n'allait pas de soi parce que les Verts allemands voulaient qu'il y ait des passeports mentionnant l'origine des Allemands, c'est-à-dire « Allemand-turc » ou bien « Allemand-bosniaque ». Donc on aurait eu des « Allemands-allemands », des « Allemands-turcs » et des « Allemands-bosniaques »... : il est extrêmement difficile de s'arracher à une tradition nationale ancrée dans les siècles. Et le peuple allemand s'est défini à travers Fichte en 1806 comme un peuple « originaire », c'est-à-dire parlant sa propre langue et non pas, comme la France, une langue artificielle empruntée au latin. Nous ne parlons pas gaulois. Il y a très peu de mots gaulois en français. Nous parlons une langue essentiellement latine. Eh bien, c'est l'observation que faisait Fisch en disant qu'il y avait une supériorité dans le peuple allemand qui était dans sa langue, dans sa culture- ce discours de la nation allemande qui connut ensuite quelques dérives.

Et je pense qu'il faut quand même garder présent à l'esprit que la nation doit être

ouverte à l'universel et que la conception républicaine de la nation est fondée sur des valeurs universelles qui nous permettent de travailler avec d'autres nations, de coopérer et peut-être un jour de fusionner, tout est possible...

Le sens de la longue durée...

Mais j'observe que ça ne se fait pas facilement. Je n'ai pas vu qu'entre les Belges wallons et les Belges flamands cette affaire ait beaucoup progressé depuis que la Belgique a été créée en 1830... Je pense qu'il y a une certaine résistance qui est inscrite dans la réalité historique. Moi je suis né à Belfort. La frontière entre le parler alémanique et le parler roman reprend très exactement celle qu'avait tracée un empereur romain, Majorien, au Ve siècle après Jésus-Christ, pour séparer les Burgondes romanisés du côté de Belfort et les populations alémaniques du côté de Mulhouse. Evidemment, ça a changé parce que les gens à Mulhouse parlent français, mais la topographie, les noms de lieux, le dialecte-même restent alémaniques. D'ailleurs moi-même, je suis un prototype: mon nom s'écrivait avec un S, ma famille est originaire d'un canton suisse qui est à la fois germanophone et francophone, et ma famille à l'origine est germanophone, mais s'est francisée au log des siècles... Ça prend du temps. Je n'en tire aucune gloire... et j'ai de la sympathie pour la Suisse contrairement à la Doxa dominante - bien que n'y ayant aucun compte malgré ce qu'on a pu dire dans l'affaire Clearstream... Donc je pense qu'il faut avoir le sens de la longue durée, de la longueur de l'Histoire. On ne fait rien de bien si on ne comprend pas le réel.

Pascale Fourier : Justement quand vous parlez de durée..... L'opposition par exemple entre libre-échange et protectionnisme n'est pas du tout quelque chose de nouveau. Il y a eu de longs débats dans les siècles antérieurs... Et on a l'impression que les socialistes sont un peu tombés de la dernière pluie en avalisant ce libre-échange - sauf la « branche Hamon » si on peut dire. Qu'est-ce qui peut expliquer ça ? Et en particulier cette espèce de rejet de la pensée des siècles précédents, socialiste en particulier ?

Jean-Pierre Chevènement : Cette question n'a jamais été une question de doctrine. Marx lui-même n'était probablement pas favorable aux droits de douane parce qu'il était partisan du développement international du capitalisme qu'il voyait d'un œil très favorable parce qu'il pensait qu'il allait accoucher du socialisme - enfin de ce qu'on sait de la pensée de Marx appliquée notamment aux États-Unis, le Nord était libéral tandis que le Sud était protectionniste. Mais les États-Unis ont été protectionnistes au 19e siècle, comme l'Allemagne. Ils mettaient en application la théorie de List et leur industrialisation s'est faite sur cette base, comme celle des pays de l'Asie au XXe et XXIe siècle. En réalité, ces pays protègent leur industrie nationale. La Chine n'accepte des investissements que si ce sont des joint-ventures. En réalité, il y a beaucoup de naïveté dans tout cela et certainement une grande sensibilité à l'idéologie dominante qui est une idéologie libérale.

Je pense que, face au phénomène des délocalisations industrielles, les socialistes feraient bien de réfléchir parce qu'une concurrence équitable entre l'Europe et le dollar d'une part, et puis les pays à très bas coûts de l'autre, serait le moyen de maintenir notre tissu productif. Quand j'étais ministre de l'industrie, il y avait 6 millions de personnes qui travaillaient dans l'industrie en 1982-83, et aujourd'hui il y en a 3 millions et demi. Alors je veux bien qu'il y ait eu beaucoup de modifications, que les services industriels se soient développés, mais pas dans cette proportion. Nous avons vu notre tissu industriel s'éroder, les entreprises comme par exemple la sidérurgie ou l'aluminium sont passées sous contrôle étranger; et les délocalisations ne revêtent pas seulement la forme de fermetures d'entreprises: ce sont des redéploiements qui sont faits à travers les plans sociaux ici et des investissements là-bas, avec embauches. Donc on voit bien que par exemple pour les téléviseurs, nous ne fabriquons plus de téléviseurs; ils sont faits en Chine. Thompson a été racheté par TCM...

Pascale Fourier : Est-ce que les socialistes un jour prendront acte de cette réalité ?

Socialistes: une hostilité viscérale à

l'idée nationale.

Jean-Pierre Chevènement : Je ne suis pas très optimiste parce que il y a une hostilité viscérale à l'idée nationale et à tout ce qui pourrait s'en rapprocher, qui a pu être justifiée à un moment par la confiscation du thème national par la droite, par exemple au moment de l'affaire Dreyfus. Mais il faut se rappeler que l'idée de nation est née à gauche. C'est une idée révolutionnaire, une idée très largement jacobine, liée à l'idée de citoyenneté, à l'idée de démocratie. Charles de Gaulle d'ailleurs disait souvent que la démocratie et la souveraineté nationale sont les deux faces d'une même médaille.

Mais tous les socialistes n'ont pas jeté le bébé avec l'eau du bain. Ce n'est pas parce qu'ils ont combattu pour la libération du capitaine Dreyfus que des gens comme Jaurès ont renié la patrie. Il en va de même à plus fortes raisons pour Clémenceau ou pour Péguy. Donc ces confusions, tous ne les ont pas faites. J'ajoute que pour la guerre de 1914-1918, on essaie de noyer les responsabilités: il faut quand même rappeler que c'est l'Allemagne qui a déclaré la guerre à la Russie et à la France, qui a envahi la Belgique au mépris des traités, ce qui a provoqué l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. On ne peut pas faire comme si tout cela n'avait pas existé. L'Allemagne à ce moment-là a appliqué un plan d'état-major qui avait été conçu dans les années 1902, le plan Schlieffen, qui consistait à envahir la France par la Belgique, se débarrasser de la France d'abord et puis se retourner contre la Russie. Vieille stratégie qui a été appliquée avec succès en 1940-41,... enfin jusqu'à un certain point, jusqu'à Stalingrad, heureusement....

Pascale Fourier : Quel espoir vous porte encore?

Que la Gauche échappe au cercle maléfique...

Jean-Pierre Chevènement : J'ai une certaine exigence du point de vue de la vérité. Je n'ai jamais hésité à bousculer les idées reçues, y compris quand elles étaient professées par mes propres amis. La Gauche est aujourd'hui très éclatée, mais ce que je représente avec la petite troupe de mes amis

constitue un point fixe et une grille de lecture qui réalise un peu la synthèse de l'idée républicaine et de la méthodologie marxiste (je dis bien « méthodologie » parce que je ne partage pas le prophétisme de Marx). Donc je me définis comme républicain. Un républicain défend l'intérêt général de son pays, qu'il n'oppose pas à l'intérêt général de l'humanité. Donc je sais qu'au bout de quarante ans un homme politique n'a pas forcément que des amis. Surtout s'il a passé sa vie à combattre ardemment. Je m'accommode de mes adversaires, disons que je les connais. Et je pense qu'à un certain moment le bon sens reprend le dessus. La France a déjà été beaucoup plus bas qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Donc, ayant joué un certain rôle dans la reconstitution de la Gauche dans les années 60/70, et n'ayant pas perdu le souvenir de ce qu'était la Gauche à ce moment-là (c'est-à-dire croyez-moi pas grand-chose... Je mets à part le Parti Communiste, qui était sur son rail si je puis dire), je me souviens de ce que nous avons reconstitué un grand parti socialiste, nous lui avons donné deux programmes, nous avons fait levé une espérance qui a attiré des dizaines de milliers, mêmes des centaines de milliers de militants, de sympathisants. Nous avons créé les conditions de l'alternance. Et pour moi, entre le moment où j'adhère au Parti socialiste 1964 et l'alternance de 1981, c'est dix-sept ans d'efforts. Donc je suis un peu triste évidemment de voir que la Gauche a tourné le dos aux couches populaires, qu'elle s'est inclinée devant le néolibéralisme dominant, mais je voudrais voir avant que ma vie se termine la Gauche échapper à ce cercle maléfique et se reconstituer sur une base solide. Disons qu'il y a beaucoup de travail...